

FOUNTAIN ST. ROOM
UNIVERSAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



SOMMAIRE

	PAGES
CH. PETIT-DUTAILLIS. <i>Sébastien Charléty</i> . . .	1
ANDRÉ PIGANIOL. <i>Observations sur le tarif de Palmyre</i> : . . .	10
JULIEN RICOMMARD. <i>L'édit d'avril 1704 et l'érection en titre d'office des subdélégués des intendants (1^{re} partie)</i> . . .	24
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire des États-Unis (1934 à 1940) (1^{re} partie)</i> . . .	26
COMPTES RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>) . . .	65
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . .	82
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES. . .	88
CHRONIQUE . . .	93

69^e année — T. CXCIV

Janvier-Mars 1945

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEURS

† S. CHARLÉTY

MEMBRE DE L'INSTITUT

SECTEUR HONORAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

P. RENOUVIN

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

COMITÉ DE RÉDACTION :

† Marc BLOCK, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGAIN, conservateur aux Archives nationales; Henri HAUSER, professeur honoraire à l'Université de Paris; Georges LEPEVRE, professeur à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales de Gendève, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers; † Georges FAGNÈS, professeur honoraire à l'Université de Paris; Ch.-Edmond FÉRELIN, professeur à la Sorbonne; Charles FÉRET-DUTAILLÉ, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Ecoles françaises; André FIGANIOL, professeur à la Sorbonne; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne; Charles RIVIÈRE, professeur honoraire à la Faculté de Droit; † Charles SZIMONOS, professeur honoraire à la Sorbonne.

Secrétaires de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET, agrégés de l'Université.

RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Revue trimestrielle

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1945

France et Colonies : 150 francs — Étranger : tarif 1 : 180 francs; tarif 2 : 200 francs

Le numéro, 50 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cinq francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	PAGE
Recueil des actes de Charles III le Simple, roi de France, publié par F. LOR et Ph. LAUER (E. Perroy).....	65
Johannes SPÖRL. Grundformen hochmittelalterlicher Geschichtsanschauung (Ch.-E. Perrin).....	67
René DOEHRAED. Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outremont, d'après les archives notariales génoises aux XIII ^e et XIV ^e siècles (E. Coornaert).....	70
Jean EGRET. Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la deuxième moitié du XVIII ^e siècle (G. Zeller).....	72
T. S. ASHTON. An eighteenth century industrialist: Peter Stubs of Warrington, 1756-1806 (H. Hauser).....	76
Manfred NATHAN. The Huguenots in South Africa (Id.).....	78
René GROSSSET, J. AUBOYER, J. BUROT. L'Asie orientale, des origines au XV ^e siècle. I ^{re} Partie : Les Empires (Louis Renou).....	79

SÉBASTIEN CHARLÉTY (1867-1945)

La *Revue historique* a perdu, à peu d'intervalles, trois directeurs successifs, Bémont, Eisenmann, Charléty. J'ai été l'élève et l'ami de Bémont, le camarade et l'ami de Charléty : c'est ainsi que m'est échue, au moment où la guerre commençait, et que m'échoit, aujourd'hui qu'elle vient de se terminer, l'honneur mélancolique de parler d'eux à nos lecteurs.

Charléty est mort le 8 février 1945. Il vivait retiré dans son pays natal. Au milieu de l'atmosphère pesante qui nous oppressait tous, sa vieillesse était assombrie encore par la perte d'un petit-fils qu'il chérissait, victime d'un accident survenu devant ses yeux. Il ne s'est jamais, cependant, désintéressé du sort de la *Revue*, et encourageait la ténacité vaillante de ceux qui ont réussi à en assurer la continuité. Il était comme présent parmi nous, dans les colloques clandestins qui réunissaient chaque semaine, à quelques pas de la fastueuse librairie allemande, les collaborateurs de la *Revue*. Quel dommage qu'il n'ait pas assez vécu pour prononcer à Paris le discours, qui n'a pas encore été fait par un historien, glorifiant ceux qui sont morts pour la France aux quatre coins du monde en feu, animés d'un héroïsme qui a été le fruit magnifique de notre éducation nationale ! Que notre corps universitaire, si désintéressé, de si haute tenue, a droit à la reconnaissance du pays, pour avoir formé tant de belles âmes de jeunes gens, et avoir fourni lui-même tant d'exemples de sacrifice et de stoïcisme. Charléty aurait su mieux que personne le dire. Il parlait bien, gravement, sans emphase. L'expérience de la vie n'avait pas émoussé sa finesse. Son humour, aux heures de détente ou bien au choc du pédantisme, tantôt nous apportait des conclusions souriantes, un peu narquoises, tantôt mordait et emportait le morceau ; et sous ce voile il y avait une sensibilité sincère, compatissante à la faiblesse et à la misère, et qui touchait les cœurs, parce qu'elle s'exprimait sobrement et avec une justesse exquise.

Sébastien Charléty était né à Chambéry le 18 juillet 1867. Nous

avons fait tous deux nos études supérieures à la Sorbonne et avons été reçus à l'agrégation d'histoire et de géographie en 1890. Je regarde la liste des promus. A peu près tous sont morts. Il y avait sur cette liste André Réville, disparu à 25 ans ; Édouard Ardaillon, qui a travaillé à la même tâche que Charléty en Afrique du Nord ; Georges Rossignol, l'auteur fougueux d'un livre prophétique sur la dénatalité française¹ ; Chassin de Marcilly, déjà engagé dans la « carrière », fine intelligence que les pontifes du quai d'Orsay n'ont guère su utiliser. La section normalienne, très peu nombreuse cette année-là, avait seule pu profiter des leçons du grand géographe d'alors : un règlement d'une stupidité effarante interdisait aux étudiants de la Faculté des Lettres de suivre le cours de Vidal. En revanche nous avons eu, pour nous apprendre l'histoire et nous en donner le goût, des maîtres remarquables. Lavissee², pendant les trois premiers mois de l'année, nous apportait l'œuvre de ses vacances, articles ou chapitres d'un livre sur le chantier, et c'était souvent des chefs-d'œuvre. L'austère Achille Luchaire, profondément respecté de ses élèves, un peu éloigné d'eux par une timidité avare de paroles, et le jeune Ch.-V. Langlois, déjà revêché et déjà très savant, guide sûr pour les étudiants qui osaient l'aborder et briser eux-mêmes la glace, avaient la tâche peu facile de nous

1. Roger DEBURY (pseudonyme), *Un pays de célibataires et de fils uniques*, 1896. Ce livre était parfaitement d'accord, je crois, avec les idées de Charléty.

2. Charléty a dit ce qu'il fallait dire sur Lavissee, dans un important article de la *Revue de Paris* (1929, t. I). Il a insisté sur l'effort tenace du maître pour organiser l'enseignement historique dans les Facultés. Il a noté aussi, en passant, le soin avec lequel Lavissee a surveillé la rédaction collective de sa grande *Histoire de France*. On me laissera apporter ici mon témoignage. L'*Histoire de France* fait grand honneur à la conscience professionnelle de Lavissee. Non seulement il a écrit lui-même trois volumes (ou presque) sur le règne de Louis XIV, qui sont une œuvre remarquable et en grande partie originale, mais il s'était fait faire par la maison Hachette une copie dactylographiée des manuscrits de ses collaborateurs, et il revoyait leur œuvre à tête reposée, ligne par ligne. J'ignore dans quelle mesure il a travaillé à l'*Histoire de France contemporaine*, avant l'époque où, sur son lit de mourant, il en a rédigé la conclusion. J'imagine qu'il a dû se contenter de causer avec Seignobos et Charléty. Mais je sais bien qu'il a relu mon volume sur Charles VII et Louis XI avec le plus grand soin. J'ai conservé les pages où il l'a tantôt abrégé très heureusement, par de petites phrases incisives, tantôt plus fortement coordonné ; il me disait : « Vous avez de l'ordre dans l'esprit, mais ça ne se voit pas assez. » Et je me rappelle une matinée que nous avons passée à travailler ensemble, dans sa petite mansarde de la rue de Médecis ; c'est un bon souvenir. Plus tard, à propos d'un volume qui avoisinait les siens, il me disait : « J'ai été obligé de le récrire. » On excusera cette digression. Trop de gens croient que Lavissee s'est contenté de donner son nom à cette grande œuvre de synthèse ; il est vrai que certains auteurs de manuels ont cité sous son nom des passages qui ne sont pas de lui, parce que « ça faisait mieux » ; c'est une compensation.

initier au Moyen-Age ; ils nous en donnaient une image intelligible, bien coordonnée, presque toujours exacte. Enfin nous suivions assidûment les leçons de Guiraud et les cours libres de Seignobos ; leur enseignement précis, riche en indications de sources, très bien construit, a imprégné fortement notre génération. Seignobos, qui n'a pas connu la sénilité, s'est éteint il y a peu de temps et une partie de la jeunesse d'aujourd'hui l'a encore connu ; aucun des historiens de la Sorbonne n'a exercé une action comparable à la sienne. Charléty est resté son constant ami ; mais son originalité mentale était si robuste qu'elle n'en a pas été diminuée, ce qui n'a pas été le cas de tous les élèves de Seignobos.

J'imagine que dans les lycées où il a enseigné, à Montauban, à Châteauroux, à Caen, à Lyon, le jeune agrégé Charléty a été un de ces maîtres dont les élèves attendent avec impatience la classe. Il a dû être un charmant professeur. Le seul titre du discours qu'il prononça en 1891 à la distribution des prix du Lycée de Montauban, « A ceux qui n'ont pas eu de prix » en dit long sur son intelligence pédagogique et sa gentillesse bienveillante. Mais il ne tarda pas à choisir un sujet de thèse. Les archives du St-Simonisme devinrent accessibles au public, à la Bibliothèque de l'Arsenal, cinquante ans après la mort d'Enfantin, en 1894. Charléty fut le premier à les dépouiller, ce qui donna une valeur singulière à sa thèse, l'*Essai sur l'histoire du St-Simonisme*. Mais c'est à tort qu'on a dit que cette circonstance lui inspira le sujet de son *Essai*. Il y travaillait depuis plusieurs années : l'*imprimatur* de la thèse porte la date du 17 août 1895, et la soutenance eut lieu en 1896. Cette thèse (c'est bien souvent le cas) est restée son titre scientifique le plus important. Elle a été dépassée et Charléty lui-même l'a corrigée, dans une seconde édition, qu'il a publiée en 1931 chez son gendre le libraire Hartmann. L'étude d'Henri Gouhier sur *Auguste Comte et St-Simon* (tome III de *La Jeunesse d'Auguste Comte*) appellerait de nouvelles rectifications. Mais telle qu'elle était, il y a un demi-siècle, la thèse de Charléty jetait des lumières nouvelles sur un très grand mouvement d'idées. Il l'a décrit tout entier, depuis sa mise en branle jusqu'à ses dernières vibrations. C'est un livre d'un vif intérêt, écrit avec talent, et souvent, ce qui ne gâte rien, très amusant. Le St-Simonisme est mort, ses principes n'ont été mis en pratique que sporadiquement, en de brèves expériences ; mais, — Charléty a été le premier à le montrer si amplement —, il a eu des conséquences, des répercussions, des prolongements dans la vie sociale, dans les

théories des philosophes et des économistes, jusque dans la littérature et l'esthétique du romantisme, et il a eu de la grandeur, non seulement par son caractère « de franchise, de sincérité, de hardiesse », mais aussi par des vues quelquefois pénétrantes et dont l'avenir a prouvé la justesse. C'est dommage qu'il ait prêté au sarcasme, et que le père Enfantin, qui a vécu longtemps et s'est imposé comme la figure centrale du livre, ait été à moitié fou.

On ne pouvait point négliger, bien qu'elles fussent le côté le plus connu de cette histoire, les extravagances délirantes du « géant divin » et les embrassades de la rue Taitbout. Charléty nous a donné là-dessus trois pages où son humour de pince-sans-rire s'est donné carrière. Mais ces pages n'ont pas été écrites pour servir d'intermède comique ; elles se rattachent à une idée fondamentale du livre. Charléty ne s'est pas proposé, certes, un but moral en l'écrivant : il pensait, avec son maître Seignobos, que l'affaire de l'historien est de colliger les faits exacts, de les classer et de les enchaîner. Mais la raison principale d'un échec peut être toute morale. Pour Charléty, une des causes de l'échec piteux, total du St-Simonisme, a été qu'il a heurté les consciences. Ses prosélytes ont nié absurdement la nécessité de la vie individuelle, et, par suite, de la vie familiale. Ils ont prétendu que l'individu n'est qu'une abstraction, que la dignité humaine est une invention du XVIII^e siècle et de la Révolution française et le refuge de l'égoïsme. Ils n'ont accordé de valeur qu'à la vie sociale, à l'« amour », et ils nous ont condamnés, pour toute notre vie, à embrasser tout le monde. Par moments, Charléty a laissé là sa plume d'historien, il a mis à l'écart les préceptes de Seignobos, et il a dit non seulement ce qu'il constatait, mais ce qu'il sentait. Ce jeune homme, qui était décidé à fonder une grande famille et en effet en a fondé une, a exprimé son dégoût pour une doctrine morale qui nous ôte le droit d'avoir une existence personnelle où se dérobent les secrets du cœur et de la vie, et de même il a dit vertement ce qu'il pensait d'une doctrine religieuse « qui oblige ses fidèles à adorer les paroles du sage ».

Tel Charléty se révèle à nous dans l'*Essai sur le St-Simonisme*, tel il sera toute sa vie : un intellectuel sentimental, maintenu dans les voies de la plus droite raison par sa robuste intelligence, préservé de la sensiblerie et de la rhétorique par son goût et par un tour d'esprit légèrement ironique.

Il était taillé pour l'action. Dans une phase préliminaire, celle du professeur d'Université (il fût nommé maître de conférences

en 1899 et devint le premier titulaire de la nouvelle chaire d'histoire de Lyon et de la région lyonnaise¹), il se montra déjà un organisateur. Il commença par faire l'inventaire de ce que nous savions sur Lyon, et constata que cette histoire si importante avait été écrite sans critique². Il fonda en 1902 une *Revue d'histoire de Lyon* et la dirigea, et il forma des disciples, dans l'espoir d'écrire avec leur collaboration une œuvre définitive. Il ne devait pas en avoir le temps. Mais nous avons de lui de nombreux articles d'histoire lyonnaise³, et une petite *Histoire de Lyon*, parue en 1903. Son œuvre a eu des continuateurs ; l'édifice dont il avait posé les fondations achève de se construire.

Charléty avait vu ses mérites appréciés par un préfet du Rhône, excellent administrateur, Alapetite. Celui-ci, devenu résident de France en Tunisie, le réclama en 1908 pour exercer les fonctions d'inspecteur général de l'Enseignement professionnel des indigènes. Il fut nommé, quelques mois après son arrivée, directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts en Tunisie, et aborda le problème de l'instruction des indigènes. Il s'informa largement, prit connaissance des méthodes — d'ailleurs très diverses et non pas toutes recommandables — appliquées par les Anglais, aussi bien que des arguments contradictoires amassés par les coloniaux français. Il adopta les principes les plus raisonnables : les Musulmans traiteront leurs affaires religieuses dans leur langue, nous n'avons

1. CHARLÉTY avait déjà abordé l'histoire de Lyon dans sa thèse latine : *De B. Villario* (Balthazar de Villars) *Lugdunensi mercatorum praeposito*. Paris, Hachette, 1896.

2. *Bibliographie critique de l'Histoire de Lyon*. Lyon, Rey ; 1902 et 1903, 2 vol. (*Annales de l'Université de Lyon*, nouv. série, II, Droit, Lettres, fasc. 9 et 11). — *Les régions de la France, le Lyonnais*, dans la *Rev. de Synthèse historique*, t. VIII, 1904.

3. *La journée du 29 mai 1793 à Lyon*, dans *La Révolution française, Revue*, t. XXXIX, 1900. — *Le voyage de Louis XIII à Lyon en 1622*, dans la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. II, 1900-1901 ; *Lyon sous le ministère de Richelieu*, *ibid.*, t. III, 1901-1902 ; *Le travail d'histoire moderne en province, 1902 et 1903*, *Lyon, ibid.*, t. IV, 1902-1903, et V, 1903-1904. — *Le régime douanier de Lyon au XVII^e siècle*, dans la *Revue d'Histoire de Lyon*, t. I et II, 1902 et 1903 ; *La vie politique à Lyon sous Napoléon I^{er}, L'établissement du Concordat à Lyon*, *ibid.*, t. IV, 1905. — *Une opération financière sous Louis XIV*, dans la *Revue de Paris*, ann. 1901, t. V ; *La ruine de Lyon sous Louis XIV*, *ibid.*, ann. 1902, t. III ; *Une conspiration à Lyon en 1827*, *ibid.*, ann. 1904, t. IV ; *La petite Église de Lyon*, *ibid.*, ann. 1904, t. VI. — En collaboration avec Chabot : *Histoire de l'Enseignement secondaire dans le Rhône de 1789 à 1900*, Paris (Picard) et Lyon (Rey), 1901. (*Annales de l'Université de Lyon*, N. S., II, fasc. 7). CHARLÉTY a édité les *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le département du Rhône* (Paris, Leroux, 1906, xviii-722 p.). — En dehors de ses travaux d'histoire régionale, signalons son article sur *Le Premier Ministère de Louis XVIII, Correspondance du comte de Jaucourt*, dans le *Journal des Savants*, ann. 1906.

rien à y voir ; mais les enfants apprendront le français, parce qu'autrement les indigènes ne peuvent pas être initiés aux sciences et à la civilisation occidentale. Il en résultera dans l'avenir pour nous une perte de prestige, d'influence, d'autorité ; mais « toute colonisation qui réussit, écrivait Charléty, tend à créer des conditions qui rendent sa continuation superflue ou impossible ».

Charléty a été le créateur de l'enseignement français en Tunisie. Sur tous les points de la Régence, on peut voir des Écoles Normales et des Écoles primaires supérieures, qui lui doivent leur fondation ou leur agrandissement. Mais ce qu'il a considéré comme sa tâche principale, c'est la création d'un enseignement primaire et professionnel adapté aux besoins du pays. D'après les judicieux programmes dont il est l'auteur, l'enfant indigène étudie le français usuel, dépouillé de ses complications grammaticales, et les éléments des sciences physiques et naturelles, par « l'observation raisonnée des réalités ». Enfin « on s'est préoccupé de greffer sur le tronc commun d'un enseignement primaire scientifique, partout où l'activité économique des habitants était assez spécialisée pour le permettre, un enseignement professionnel régional, susceptible de retenir l'homme au pays » ; ici un enseignement agricole ; là un enseignement de pêche et navigation ; à Kairouan, célèbre autrefois pour ses couvertures de laine, une école de tissage ; pour les filles, des écoles de broderie, de dentelles, de tissage et de teinture des tapis, etc.¹.

Un lycée de jeunes filles s'est ouvert en pleine guerre, en 1915, à Tunis. Tout en haut, avec le concours de William Marçais, se sont fondés ou développés une *École supérieure de Langue et de Littérature arabe*, un Musée, une Bibliothèque².

Durant cette étape de sa carrière, notre ami a tout de même trouvé le moyen de composer deux gros livres de synthèse historique. Un savant nommé administrateur ne se résout pas tout de suite à abandonner la plume pour la dictée aux dactylographes. Prié par Ernest Lavisse de collaborer à la grande *Histoire de France contemporaine*, il a écrit deux volumes de quatre cents pages, qui

1. CHARLÉTY, *L'Enseignement professionnel des indigènes en Tunisie*, dans la *Revue Pédagogique*, nouv. série, t. LXIII, 1914.

2. Dans *L'Œuvre de la Science en Tunisie*, Discours prononcé à la séance d'ouverture du Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, tenu à Tunis en 1913 (*Rev. scientifique*, 51^e année, 1^{er} semestre, 1913), Charléty s'est demandé « quel était l'avenir de la science en terre d'Islam ».

sont un des meilleurs tableaux qu'on ait peints de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. Avec son sens exact des proportions, son souci de ne parler que des choses importantes, il nous a fourni un exposé bien équilibré, alerte, nourri d'idées générales, non seulement de la vie politique, mais de la vie économique et intellectuelle ; il s'est demandé constamment quelles étaient les choses qui valaient la peine d'être dites, et il suffit de noter qu'il a consacré trois grandes pages à la querelle entre Cuvier et Geoffroy-St-Hilaire.

Mais les tâches que les mérites mêmes de notre ami ont suggéré de lui demander ne lui ont point permis d'écrire d'autres livres et désormais la bibliographie de ses œuvres ne se composera plus que d'une masse, d'ailleurs imposante, d'articles de circonstance et de discours, composés sur des sujets de toute sorte, toujours riches d'idées, animés d'un sentiment généreux, et aussi d'une compréhension nette de la réalité. On en trouvera un grand nombre dans les Bulletins des Universités de Strasbourg et de Paris ; il faut renoncer à les énumérer ici. Signalons seulement qu'à la fin de sa vie il a édité deux documents importants, le *Journal (1815-1818)* de la Marquise de Montcalm (1936), et en 1939 les *Lettres du duc de Richelieu au Marquis d'Osmond (1816-1818)*, d'après les papiers donnés à l'Université de Paris par l'actuel duc de Richelieu.

En juin 1919, Charléty fut convoqué d'urgence à Paris. Il dut accepter la lourde charge de directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à Strasbourg. La besogne était encore plus difficile que celle qu'il avait assumée en Tunisie. On ne pouvait plus tailler dans le neuf. Dans ces nouvelles fonctions, Charléty a rendu d'incomparables services. Pour avoir pu, au cours d'inspections, admirer son activité et recevoir la confiance des déceptions qu'il surmontait, j'apporte ici un témoignage direct. Maintenant qu'il va falloir tout reprendre à pied d'œuvre, on n'aura qu'à se reporter, la plupart du temps, à ce qu'il a fait ou voulu faire. C'est sous son rectorat que l'Université de Strasbourg est devenue, par son organisation et l'abondance des moyens de travail, la plus importante de France après celle de Paris.

Charléty, usé par un labeur excessif et des soucis qui se renouelaient chaque jour, fut comme rajeuni par sa nomination à Paris. Il me disait en 1926 : « Je ne puis plus rester ici. Je suis éreinté. Qu'est-ce qu'on va faire de moi ? » Il se trouva que la mort imprévue de Lapie laissa vacant le rectorat parisien. Charléty y fut nommé le 28 janvier 1927 et il y est resté jusqu'à sa retraite, en 1937. Au

contraire de Lapie, qui avait prétendu gérer son Académie comme il en avait déjà géré une autre, en contrôlant les trois ordres d'enseignement, — fardeau impossible à porter et sous lequel, d'ailleurs, il succomba —, Charléty prit le seul parti raisonnable, celui de se confiner, ou à peu près, dans l'administration de l'immense Université de Paris. Il prit sa part aux agrandissements, aux créations d'Instituts, et surtout il se préoccupa du sort des étudiants et des relations internationales. Entre lui et l'homme de pensée et d'action qu'est M. André Honnorat, il se forma un pacte de travail en commun. Ils estimaient tous deux qu'un pays comme le nôtre, affaibli par le malthusianisme et par l'effroyable saignée de 1914-1918, affaibli par les stériles querelles de partis aux vues courtes, affaibli par le désordre financier et par une économie vieillote, ne pouvait garder son rang de grande nation que sur le plan intellectuel. Il fallait que notre jeunesse scolaire, dépositaire de l'avenir national, cessât de s'étioler dans les mansardes du quartier latin, qu'on lui procurât la sécurité matérielle, une bonne santé, des délassements sains, et il fallait la mettre en contact avec la jeunesse étrangère : Charléty a eu la joie de s'associer à l'édification de notre Cité Universitaire. — D'autre part, l'Université de Paris a toujours été un des principaux centres de communication intellectuelle entre la France et le reste des pays civilisés. On aurait beau créer des services nouveaux dans les Ministères : on ne décidera pas les étrangers à s'interdire de correspondre directement avec les Universités et les associations qui les secondent. Charléty a donné toute son attention aux échanges intellectuels. C'est une œuvre qui n'est encore qu'à son début, ou pour mieux dire au début de son renouveau. Dans un article sur *les Échanges intellectuels à l'Exposition de 1937* (*Dépêche de Toulouse*, 25 fév. 1937), il demandait que l'Exposition eût l'ambition de manifester « sinon la paix des peuples, remise à une date ultérieure, du moins leur unanimité dans le désir d'accroître les échanges d'idées et les témoignages de sympathie ». Il proposait qu'un Musée survécût à l'Exposition, où l'on montrerait ce qui a été fait et ce qui reste à faire, « les problèmes résolus et les problèmes à résoudre », dans le domaine des travaux collectifs, des échanges de professeurs, d'étudiants, d'écoliers, des cours de vacances, de la correspondance inter-scolaire, des traductions, et où serait mise en évidence la formule de Léon Bourgeois : « Au-dessus des gouvernements eux-mêmes, une puissance nouvelle a pris naissance : elle s'appelle la conscience universelle. »

Parmi les honneurs qu'a reçus Charléty, croix, doctorats *honoris causa*, présidences de toutes sortes, ceux qui l'ont touché le plus ont été sans doute ceux qui lui sont venus de l'étranger, et ceux qui lui ont imposé des besognes nouvelles en accord avec ses goûts et, comme il disait, ses regrets d'« historien défunt ». Il a été président de la Commission pour la publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914-1918, président de la Commission supérieure des Archives, et pendant les années qui ont précédé sa retraite à Chambéry, il s'est occupé très activement du Centre d'études de politique étrangère mis sous son patronage par Dennery. Reçu en 1931 membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, qui eut le bon sens de l'accueillir comme il se devait, sans lui faire marquer le pas, il remplit ses devoirs d'académicien et travailla en ce qui le concernait à faire de la compagnie ce qu'elle doit être avant tout, une Académie d'Histoire moderne. On trouvera dans les publications de l'Académie, sous sa signature, un grand nombre de rapports et de comptes rendus de livres récents.

Si la longueur de cette notice a une excuse, c'est qu'en décrivant les étapes de la carrière d'un tel homme, on écrit une page d'histoire contemporaine. L'Ancien Régime a eu de grands commis, la France moderne aussi, et Charléty a été un d'eux. Il a été un animateur et un créateur. Partout où il a passé, il a intelligemment et vaillamment servi son pays. Il a été parfois irrité par des difficultés que sa lucidité d'esprit lui permettait de juger très graves, il a été cruellement affligé par la catastrophe qui a accablé la France et qui a failli tarir les sources de sa force, mais il était de ceux, nombreux encore, qui pensent que le seul moyen de supporter la vie, c'est de travailler.

Ch. PETIT-DUTAILLIS,
de l'Institut.

OBSERVATIONS SUR LE TARIF DE PALMYRE

En 137, la *boulè* de Palmyre décida qu'il y avait lieu de réviser la rédaction du tarif qui fixait les taxes à percevoir par le fermier général. Ces taxes étaient de différentes sortes, droits de douane à l'entrée et à la sortie du territoire de Palmyre, impôt sur les marchands de la ville, monopole de vente du sel, droit d'usage des sources.

Or, le tarif était ancien, un très grand nombre de droits effectivement perçus n'y figuraient pas¹. Aussi, dans les contrats périodiquement renouvelés avec les publicains, ceux-ci étaient-ils autorisés à percevoir « selon le tarif et selon la coutume »². Des conflits surgissaient, soit au sujet de contradictions entre le tarif et la coutume, soit au sujet de la définition de la coutume. Pour y mettre fin, la *boulè* de Palmyre ordonna qu'une commission affichât l'ancien tarif (πρῶτος νόμος), et qu'elle affichât aussi un exemplaire du nouveau contrat d'affermage (μίσθωσις), auquel contrat serait incorporé un tarif complémentaire³, indiquant quel était exactement le montant des droits qui n'étaient jusqu'alors que coutumiers et non écrits. L'affichage aurait lieu dès que le publicain aurait donné son agrément à la rédaction nouvelle du contrat.

Donc le décret de la *boulè* distingue deux documents de type différent : d'une part, la charte de la ferme, ὁ τελωνικός νόμος, qui, pour l'essentiel, était constitué par un tarif ; d'autre part, le contrat de fermage, ἡ μίσθωσις. Le νόμος est un texte de valeur permanente ; la μίσθωσις est renouvelée à chaque échéance du fermage⁴. Pourtant cette μίσθωσις peut avoir elle aussi une valeur

1. Ligne 5 du texte grec : πλείστα τῶν ὑποτελῶν οὐκ ἀνελήμφθη.

2. Ligne 6 du texte grec : ἐνγραφόμενον τῇ μίσθώσει τὸν τελωνῶντα τὴν πράξιν ποιεῖσθαι ἀκολουθῶν τῷ νόμῳ καὶ τῇ συνθηκῇ.

3. Ligne 9 du texte grec : τὰ μὴ ἀνελημμένα τῷ νόμῳ ἐνγράφει τῇ ἐγγίστα μίσθώσει.

4. D. SCHLUMBERGER (*art. cit. infra*, p. 292) pense qu'il y avait entre le νόμος et la μίσθωσις une opposition plus grave : « le contrat était rédigé par le gouverneur, la loi par le Sénat de Palmyre ». Mais il n'est pas du tout prouvé que Rome s'interdisait d'intervenir dans la rédaction de la loi.

permanente, puisque la *boulè* décide que le texte de la nouvelle $\mu\iota\sigma\theta\omega\sigma\iota\varsigma$ sera affiché et considéré comme un complément de la loi ancienne.

Le texte proposé par la commission fut gravé sur quatre tables de pierre, en grec et en palmyrénien, au cœur de la cité. Un prince arménien le découvrit en 1881, et ce beau document n'a cessé de solliciter la sagacité des érudits. Une édition magistrale en fut donnée par M. l'abbé J.-B. Chabot, dans le *Corpus Inscriptionum Semiticarum*, en 1926¹. Deux études récentes de M. D. Schlumberger² et de M. H. Seyrig³, neuves et pénétrantes, ont remis ce problème à l'ordre du jour. Car le texte affiché, qui comprend plusieurs éléments très divers, ne correspond pas exactement à ce que faisait attendre le décret de la *boulè* de Palmyre. Ce sont ces éléments que nous voudrions essayer de mieux définir.

*
* *

Voici l'aspect que présente le document affiché. Le texte palmyrénien nous a conservé le titre général qui était gravé au sommet de l'inscription : *Lex vecligalis portus Hadrianæ Palmyrae et fontium aquarum Aelii Caesaris*. Par conséquent, tous les éléments qui composent le texte sont considérés comme faisant partie d'un document unique, qui désormais est la charte de la ferme de Palmyre⁴.

Après le texte du décret de la *boulè* de Palmyre viennent trois textes nettement différenciés :

1. le document A (ll. 1-93 du texte grec, ll. 1-62 du texte palmyrénien). Cette partie présente tous les caractères d'un tarif très développé.

2. le document B (ll. 94-151 du texte grec, ll. 63-73 du texte palmyrénien). Ce document possède un titre particulier, qui n'est conservé qu'en palmyrénien et que M. l'abbé Chabot traduit ainsi : [*Lex vecliga*]is Palmyrae et fontium aquarum et salis qui est in civilale et finibus eius, secundum sti[pulationem] quae stipulata est coram Marino praeside⁵.

1. T. III, fasc. primus, p. 33-73.

2. *Réflexions sur la loi fiscale de Palmyre* (Syria, XVIII, 1937, 271-297).

3. *Antiquités syriennes*, § 36. *Le statut de Palmyre* (ib., XXII, 1941, 155-167). Cet article et le précédent me dispensent d'indiquer plus complètement la bibliographie.

4. Sur l'interprétation de ce titre, SCHLUMBERGER, 275.

5. Palm., II., 63-65.

La première partie de ce document — que M. Schlumberger appelle Ba — renferme un très petit nombre d'articles tarifés. Puis vient la mention : « *Item exigit publicanus omne genus ut supra scriptum est* » (palmyrén., l. 68). Puis nous trouvons ici un règlement sur le sel, qui manque au document A.

La deuxième partie du même document n'est pas traduite en palmyrénien et renferme uniquement des règles de procédure. M. Schlumberger appelle cette partie le document Bb, qu'il considère comme tout à fait indépendant de Ba ; M. Seyrig admet aussi que Bb forme un document indépendant, bien qu'il ne le définisse pas exactement comme M. Schlumberger.

3. le document C (ll. 152-237 du texte grec, ll. 74-149 du texte palmyrénien) fournit des solutions, un peu en désordre, à un très grand nombre de cas controversés.

* * *

C'est ce dernier document, qu'il convient de définir d'abord. « Rien de plus difficile, écrit M. Schlumberger, que de caractériser la section C, dont le trait le plus certain est le manque d'unité¹. » Ce savant pense résoudre les difficultés en définissant le document C comme un contrat de *μισθωσις*, « le contrat par lequel les revenus de Palmyre étaient donnés à ferme ». Mais bien meilleure nous paraît être la solution de Dittenberger, qui proposait d'y reconnaître un édit du légat de Syrie² ; il avait d'ailleurs tort de penser que cet édit avait pour objet de confirmer la validité du tarif que la cité de Palmyre lui avait soumis avant de le publier. Nous nous rallions absolument à l'opinion de H. Seyrig, selon qui cet édit a pour objet de trancher les conflits survenus entre la cité de Palmyre et le publicain. Il n'y a pas lieu de reprendre sa démonstration, qui nous semble décisive.

Celui qui a rédigé le document C s'exprime sur un ton impératif : *statui* (l. 76 et l. 125 du texte palmyrénien), *aequum mihi visum est* (*ib.*, l. 131), *εἵσταιμι* (l. 188 du texte grec). Il se réfère, pour trancher les difficultés, le plus souvent au *νόμος*, parfois à des textes officiels émanant de personnages romains (Germanicus, Corbulon), parfois à

1. *Art. cit.*, 281.

2. *Orientis graeci inscriptiones selectae*, 629, n. 98.

l'accord conclu entre les parties (ll. 174-5 et l. 233 du texte grec)¹, parfois à l'usage de la province de Syrie².

Pouvons-nous connaître la date de cet édit ? Le début du texte est malheureusement mutilé. Le publicain devait s'appeler Alkimos. Du nom du légat de Syrie il ne reste que quelques lettres dans le texte palmyrénien, le prénom *Gaius*, la fin du cognomen *-cinus* ou *-cianus*. Parmi les noms de légats de Syrie connus, un seul semble convenir, celui de C. Licinius Mucianus, légat en 68-69. M. Seyrig est l'auteur de cette brillante restitution, à laquelle il est peu probable qu'une découverte nouvelle apporte un démenti³.

Parmi les trois éléments du tarif de Palmyre, le document C nous paraît donc pouvoir être défini avec certitude : c'est une sentence d'arbitrage édictée par le légat Mucien vers le début de l'époque flavienne. C'est en fonction de ce document, dont nous connaissons exactement la nature et la date, qu'il convient maintenant d'étudier les deux autres documents.

* * *

Quelle relation existe-t-il entre le document C et le document A ? Voici une liste parallèle des articles des documents A et C, où les articles communs figurent en italique.

Document A	Document C
<i>Esclaves.</i>	<i>Esclaves.</i>
Marchandises sèches.	<i>Laine</i> ⁴ .
<i>Laine pourpre.</i>	<i>Myrrhe.</i>
<i>Myrrhe.</i>	Bouchers.
Huile et graisse.	<i>Alimenta</i> (= blé, vin, etc.).
Poissons salés.	Pommes de pin.
[Bronze] ?	<i>Chameau non chargé.</i>
[Bouchers] ?	Herbes et légumes.

1. LL. 174-5, [ὡς συν]εφωνήθη; — l. 233, συνεφωνήθη.

2. SEYRIG, 162.

3. SEYRIG, 166-167.

4. Il n'est pas dit expressément, dans l'édit de Mucien, qu'il s'agit ici de laine de pourpre. Mais la place de cet article, entre les esclaves et la myrrhe, est la même dans les documents A et C. L'exportation des laines teintées en pourpre intéressait particulièrement Tarente.

<i>Chevaux, moutons, chameaux</i> (= trou- peaux).	<i>Prostituées.</i>
. (lacune).	<i>Statues.</i>
Marchands d'huile.	<i>Sel.</i>
<i>Prostituées.</i>	<i>Peaux.</i>
Cordonniers.	<i>Troupeaux.</i>
<i>Peaux.</i>	
Marchand de vêtements.	
Usage des sources	
<i>Vin, blé, etc. (= alimenta).</i>	
<i>Chameau non chargé.</i>	

Presque tous les articles du document C, figurent donc dans le document A.

De plus, il faut noter qu'il y a dans le document A une lacune importante — plus grave dans le texte grec que dans le texte palmyrénien — où il y a la place d'insérer et la taxe des objets de bronze et la taxe des bouchers¹.

Enfin certains articles du document C sont expressément indiqués comme nouveaux : les pommes de pin, qui devront être assimilées aux marchandises sèches, — les statues, qui devront être assimilées aux bronzes —, les légumes, qui apparemment devront être assimilés aux *alimenta*. Ainsi Mucien fait rentrer ces articles nouveaux dans les cadres mêmes du document A.

Un seul article du document C n'a rien à voir avec le document A c'est le sel, pour lequel, semble-t-il, la place manque dans ce dernier document².

Le libellé des articles communs n'est pas le même dans le document A et dans le document C. Il arrive que le document C réaffirme simplement une règle posée par le document A : ainsi pour la taxe des prostituées. Mais habituellement il est plus précis

1. La lacune va de la ligne 52 à la ligne 71 du texte grec (si on y englobe les fragments sans signification). Elle est moins grave dans le texte palmyrénien, où aucune ligne ne manque entièrement. Le bronze peut être l'article dont il est question aux lignes 36-37, et la taxe des bouchers, peut être celle qui est, à la ligne 38, fixée à trois deniers, bien que ce chiffre semble fort (un denier seulement par mois pour les cordonniers) ; mais rien ne dit que la perception des trois deniers fût mensuelle.

2. Le publicain vendait le sel à raison d'un as le *modius*. Une ligne mutilée du document A (palm., l. 45) mentionne une perception d'un as. Pourtant il paraît invraisemblable que le règlement si compliqué de l'impôt sur le sel ait pu être résumé en une ligne. Sur cet impôt, M. Schlumberger a proposé des observations importantes (p. 283-4).

et plus détaillé ; il introduit des modalités ou des exceptions. Pour les toisons de laine, un privilège est accordé à la laine italique¹ ; pour la myrrhe, une faute de rédaction du νόμος est corrigée en recourant à l'exemplaire original² ; pour les bouchers, il est précisé en quelle monnaie le paiement aura lieu³ ; pour les peaux, les peaux de chameaux sont déclarées exemptes de droits⁴ ; pour les *alimenta*, Mucien décide que le droit n'est pas dû s'il s'agit d'une opération de commerce à l'intérieur de l'État palmyrénien⁵ ; de même encore, pour les troupeaux, s'il s'agit de déplacements à l'intérieur des frontières⁶.

Existe-t-il des divergences entre le document A et le document C ? M. Février pense en avoir découvert une assez grave⁷. Dans le montant des droits, il faut toujours soigneusement distinguer la taxe qui frappe le produit transporté, d'une part, et, d'autre part, celle qui frappe l'animal de transport. Par exemple, pour les matières sèches, la marchandise paie 2 deniers, le chameau 1 denier ; le contribuable versera donc 3 deniers. Dans le document A, la discrimination n'est pas toujours faite : pour les matières sèches transportées à dos de chameau, la taxe est indiquée d'emblée comme de 3 deniers. Mucien confirme que le chameau, chargé ou non, paie toujours un denier. Or, nous voyons que dans le docu-

1. Palm., I. 96.

2. Grec, II. 178-180 : ἀμ[άρ]τημα γέγονεν τῷ προτεθέντι, ... [ἐν τῷ συν]επραγισμένῳ νόμῳ τέτακται. Tel est le texte que donnent Dittenberger et M. l'abbé Chabot et qu'adoptent les commentateurs. La restitution [συν]επραγισμένῳ est due à A. WILHELM (*Arch. Epigr. Mill. aus Oesterreich*, XX, 1897, 55). DITTENBERGER (*l. c.*, n. 115) est d'avis que cette restitution éclaire parfaitement la signification qu'il donne au document C. Le νόμος avait été soumis à l'approbation du légat ; il avait été placé sous le même sceau que l'édit du légat qui en confirmait l'autorité ou bien que la lettre des Palmyréniens qui le lui soumettait. H. Seyrig incline à admettre cette interprétation (159, n. 2). D. Schlumberger écrit : « On peut sans doute déduire d'un passage mutilé [du document C], que le texte de la loi y était annexé, les deux documents étant scellés du même sceau. » — J'estime que la restitution de A. Wilhelm est fautive et qu'il faut revenir à celle de Vogüé : [τῷ] ἐπραγισμένῳ νόμῳ. Les commentateurs ne se sont pas souvenus que les Romains ont emprunté aux institutions hellénistiques la coutume de rédiger en double exemplaire les documents dont ils voulaient éviter la falsification ; un des exemplaires était scellé et pouvait être consulté solennellement si une controverse surgissait. C'est ce qui est arrivé ici. Une erreur avait été commise dans le texte affiché (προτεθέντι). C'est pourquoi Mucien a recouru à l'exemplaire scellé.

3. Palm., I. 102.

4. Palm., I. 122.

5. Grec, II. 187-191 ; palm., II. 109-113.

6. Palm., II. 145-147.

7. *Essai sur l'histoire politique et économique de Palmyre* (Paris, 1931), p. 40, n. 1. La théorie de J.-G. Février est adoptée par D. SCHLUMBERGER (*l. c.*, 275).

ment A, pour les *alimenta* (blé vin, etc.), le montant de la taxe est de 1 denier seulement¹ : M. Février comprend que seul le chameau paie, et que la marchandise transportée est exempte. Il conclut que les produits alimentaires, aux termes du document A, jouissent d'une franchise que ne leur accorde pas le document C. Mais cette conclusion nous semble très fragile : le document A dit bien que c'est pour un chargement d'*alimenta* qu'il faut payer un denier ; la taxe du chameau est omise à tort. On peut même penser que c'est précisément pour corriger cette équivoque que Mucien rappelle qu'il faut toujours payer un denier pour le chameau, qu'il soit non ou chargé².

Il faut maintenant essayer de résoudre le problème posé en tête de cette section : quelle relation existe-t-il entre le document C et le document A ?

Ou bien le document A dérive du document C, il en extrait les règles essentielles.

Ou bien le document C commente le document A, il en écarte les obscurités, il y fait rentrer des cas d'espèce oubliés.

L'analyse que nous avons faite prouve que cette deuxième hypothèse est la bonne. Le document C est un commentaire du document A. Le document A remonte donc au plus tard à l'époque julio-claudienne. Il est le *πρῶτος νόμος* dont la *boulè* de Palmyre recommandait l'affichage.

Il reste pourtant à écarter une objection. Le document A fait allusion par deux fois à la coutume :

1) pour la taxe des cordonniers (grec, l. 82, palm., l. 54), ἐκ συνθηκῆς ;

2) pour le droit payé par un chameau non chargé, la loi se réfère à la pratique de l'affranchi impérial Kilix, qui percevait un denier (grec, l. 93, palm, l. 62).

Les droits coutumiers fixés ici ne sont-ils pas précisément « ceux dont le décret prévoyait la codification »³ ? A cette objection, M. Schlumberger a répondu lui-même : « Sans doute n'est-il pas inconcevable que la loi ancienne ait elle-même fixé une coutume. » Peut-être d'ailleurs, pour l'article mentionnant la pratique de

1. Grec, l. 89 ; palm., l. 59. Le texte précise que la taxe est due ἐκάστου γόμου καμηλικού καθ' ὅδον ἐκάστην.

2. Palm., 118. Cameli sive onusti sive vacui inducantur ex finibus, debetur in singulos camelos denarius... Mucien se réfère à un texte de Corbulon.

3. SCHLUMBERGER, 277.

Kilix, faut-il proposer une autre hypothèse. Cet article est le tout dernier de la loi ancienne et présente le caractère d'une addition. Il est permis de conjecturer que cette addition a été faite avant la publication de la sentence de Mucien, puisque celle-ci connaît déjà la taxe qui frappe le chameau non chargé. L'affranchi impérial Kilix doit être un publicain de la fin de l'époque claudienne¹.

On est d'ailleurs en droit de penser que cette addition n'est pas la seule qui ait été faite, dès avant le temps de Mucien, au texte primitif. La ferme des eaux (mentionnée en une ligne), la taxe des *alimenta*, ne figuraient peut-être pas dans le texte primitif.

*
* * *

Si le document A est la loi ancienne, dirons-nous que le document B est la loi nouvelle² ? Il nous paraît que la rédaction des premiers articles du document B indique nettement qu'il est postérieur au document A. Il en modifie les prescriptions en deux cas seulement :

1. le droit sur les matières sèches (?) est porté de 3 à 4 deniers³;
2. le droit sur la toison de laine pourpre est porté de 8 as à 4 deniers⁴.

Et le texte ajoute que pour les autres articles, le publicain percevra conformément au taux précédent, c'est-à-dire au document A⁵. En d'autres termes, à l'exception de deux articles, rien n'est changé. Les savants qui considèrent le document B comme identique à la loi ancienne ne peuvent pas aisément expliquer un tel libellé⁶. Il est tout naturel, au contraire, si le document B est postérieur au document A.

1. Nous connaissons un publicain de Palmyre de l'année 58 p. C., L. Spedius Chrysanthus, dont le nom dénote un affranchi (*C. I. S.*, II, 4233).

2. Le document A est la loi ancienne, le document B la loi nouvelle selon M. l'abbé Chabot et M. Rostovtzeff (*Yale Classical Studies*, III, 1932, 76). La plupart des auteurs adoptent la solution inverse : ainsi, parmi les modernes, MM. Février, Schlumberger et Seyrig.

3. *Palm.*, I. 66. Le nom de la marchandise en question manque ; M. l'abbé Chabot conjecture qu'il s'agit de marchandises sèches, mais, comme il le reconnaît lui-même, *debili argumento fretus*.

4. *Palm.*, I. 67.

5. *Palm.*, I. 68. *Supra*, p. 16.

6. Il leur faut supposer que les commissaires n'ont pas publié tous les articles de la loi ancienne, mais seulement ceux qui étaient tombés hors d'usage ; ils renvoyaient donc, pour les autres articles de la loi ancienne, à la loi nouvelle qui les reproduisait. L'expli-

De plus, le document B renferme une réglementation très développée sur l'impôt du sel. Il semble que le sel n'était pas mentionné dans le document A, qui datait donc d'une époque où la taxe du sel n'était pas encore jointe aux autres taxes ; et ceci confirmerait encore l'antériorité du document A.

On peut aller plus loin et fournir un argument très fort en faveur de la thèse qui considère le document B comme la loi nouvelle.

Sous quelle forme le Sénat de Palmyre avait-il décidé que serait rédigée la loi nouvelle ? Les articles modifiés devaient être insérés dans le nouveau contrat de *μισθωσις* : τὰ μὴ ἀνεκλημμένα τῷ νόμῳ ἐνγράφαι τῇ ἑργιστᾷ μισθώσει (grec, l. 9), *ut definirent quae in lege non enumerata sunt et ea in nova stipulatione scriberentur* (palm., l. 8). Or, d'après le titre même du document B, nous avons ici un règlement *secundum stipulationem quae stipulata est coram Marino praeside*². Le terme palmyrénien qui est ici traduit par *stipulatio* est la traduction du terme grec *μισθωσις*.

Il est singulier que ce caractère du document B ait généralement été inobservé. Si on y avait été attentif, on aurait sans doute reconnu qu'il est très difficile de l'identifier à une charte de portée générale, telle que devait être la loi ancienne. Mais surtout on aurait compris sans difficulté la signification des articles de la deuxième partie du document B, qui semblent avoir tant embarrassé les commentateurs les plus récents³. Il est tout à fait naturel, en effet, que le contrat du publicain comporte des clauses fixant la procédure au cas de conflits entre lui-même et les contribuables, et détermi-

cation est singulièrement contournée et explique très mal la formule employée à la ligne 68 du texte palmyrénien.

1. Grec, II. 116-120 (le début est perdu). Palm., II. 69-73. Le texte est difficile à comprendre ; nous avons déjà signalé les observations de Schlumberger (*supra*, p. 14, n. 2). Il est même difficile de mettre en parallèle ce qui reste du texte grec et le texte palmyrénien. C'est pourquoi Schlumberger suppose que le texte palmyrénien a interverti les lignes 71 et 72 (p. 282). Je propose une autre solution de cette difficulté. A mon avis les lignes 116-118 du texte grec correspondent aux lignes 72-73 du texte palmyrénien. Mais les lignes 119-120 du texte grec ne sont pas traduites en palmyrénien. Le rédacteur palmyrénien, qui avait décidé de ne pas traduire la fin du document B, a arrêté sa traduction deux lignes trop tôt.

2. *Supra*, p. 11.

3. SCHLUMBERGER (292) a très bien vu que Bb doit être une partie du contrat de *μισθωσις* ; mais comme il n'a pas reconnu que c'est tout le document B qui est une *μισθωσις*, il sépare la partie Bb et propose de la rejeter après le document C. SEYRIG (157) considère Bb comme « un règlement d'application assez disparate, rédigé en vue de cas particuliers », et propose de le considérer comme le fragment d'un édit distinct à la fois de Ba et du document C.

nant dans quelles conditions il pourra recourir à la *pignoris capio*¹. Nous comprenons aisément aussi pourquoi le document palmyrénien ne donne pas la traduction de la deuxième partie du document B. Ces clauses de procédure ne pouvaient jamais faire défaut à un contrat de *μίσθωσις*, mais elles n'avaient aucun rapport avec l'objet de la publication présente. Seuls les articles qui modifiaient le tarif ancien devaient être reproduits. La partie Bb aurait donc dû être négligée par le graveur du document grec, et le rédacteur palmyrénien a bien fait de ne pas la traduire. (Il a d'ailleurs arrêté sa traduction deux lignes trop tôt².)

Nous irons jusqu'à dire que le grand intérêt de la copie grecque du document B est de nous fournir un exemplaire, non pas complet, mais très développé, de ce qu'était un contrat conclu entre une ville et un publicain.

Ainsi le document B est postérieur au document A, et c'est un contrat de *μίσθωσις* où ont été insérés des articles modifiant le tarif ancien, donc précisément la sorte de rédaction nouvelle que faisait attendre le décret du Sénat de Palmyre. Nous venons de corroborer en apparence la thèse qui définit le document B comme la loi nouvelle. Pourtant cette thèse nous semble fausse, pour les raisons suivantes.

1. On a déjà observé que le titre du document B ne peut pas convenir au temps d'Hadrien : Palmyre y porte le nom de Tadmor, sans le surnom d'*Hadriana*; les sources d'Aelius Caesar n'y sont pas mentionnées³.

2. La sentence de Mucien se réfère pour la taxe du sel au *νόμος*⁴. Or, ce *νόμος* ne peut pas être, en la circonstance, le document A, où le sel ne paraît pas avoir de place. Le *νόμος* auquel Mucien

1. Sur la *pignoris capio* des publicains, J. CARCOPINO, *La loi de Hiéron et les Romains* (Paris, 1919), qui la définit ainsi : « un droit de confiscation limitée, qui, inscrit, lors de leur entrée en ferme, dans leur cahier des charges, ne pouvait s'exercer que pour la répression des fraudes et avec les réserves qui y étaient également prévues ».

2. *Supra*, p. 18, n. 1.

3. FÉVRIER, *op. cit.*, 36, — SCHLUMBERGER, 276. — C'est un problème de savoir si les sources d'Aelius César sont toutes les sources que Palmyre affirmait, — ou si elles sont distinctes des sources dont il est question dans le document A. La bibliographie du problème est donnée par SCHLUMBERGER, 280. J'incline à penser que les sources de Palmyre ont pris le nom du prince à la suite de travaux que l'État aura fait exécuter. L. Ceionius Commodus a été adopté par Hadrien et a pris le nom de L. Aelius Caesar dans le courant de 136; il est mort le 1^{er} janvier 138.

4. Palm., II. 134 et 135. Ces références semblent attester que le *νόμος* traitait assez longuement de l'impôt du sel; pourtant le document A n'en porte pas trace.

renvoie ne peut donc être ici que le document B, qui, par conséquent, longtemps avant Hadrien, aurait été annexé au document A.

Une difficulté grave demeure. Le dernier article du document B commence par ces mots : *Λιμένος Π[αλμύρων καὶ πε]γῶν ὑδάτων Κρίσπρος τῷ μισθωτῇ...*¹. Palmyre n'est pas appelée Hadriana et pourtant il est déjà question des sources de César. Si nous raisonnons en toute rigueur, nous devons donc penser que ce César n'est pas le prince Aelius Caesar, mais bien un empereur romain, qui aura acquis, avant Hadrien, la propriété des sources. A notre avis, ce dernier article est une addition au document B, tout comme l'article concernant l'affranchi Kilix, était une addition au document A ; et ces deux additions peuvent dater toutes deux de l'époque néronienne². Il n'est pas exclu cependant que l'addition au document B puisse être postérieure à Mucien.

Nous définissons donc le document B comme un contrat de *μισθωσις*, qui fut rédigé au moment où la perception de la taxe sur le sel fut jointe à celle des autres droits. Quelques articles modifiant le texte de la loi ancienne y ont été insérés, et c'est pourquoi le légat Mucien semble avoir déjà considéré le document B comme une annexe au *νόμος* primitif.

*
* *

Le tarif affiché en 137 à Palmyre, comprenait donc les trois éléments suivants :

1. le *πρῶτος νόμος*, c'est-à-dire la charte générale de la ferme telle qu'elle avait été fixée anciennement, à une date qu'on ne saurait préciser. C'est le *νόμος τελωνικός* dont parle le décret du Sénat de Palmyre. Ou plutôt c'est un extrait de ce *νόμος*, qui devait comprendre sans doute d'autres prescriptions que le simple tarif.

2. un contrat de *μισθωσις*, où sont insérées deux modifications au tarif général et aussi la réglementation de l'impôt du sel. Ce contrat est plus récent que le *νόμος*, mais, nous semble-t-il, antérieur aux Flaviens.

3. une sentence d'arbitrage entre la ville de Palmyre et le publi-

1. Grec, II, 139-140, avec l'heureuse restitution proposée par SCHLUMBERGER, 279.

2. Il existe une raison accessoire de considérer le dernier article du document B comme une addition. C'est que le fermier qui, partout ailleurs dans le document B, est appelé *δημοσιώνης*, porte ici le nom de *μισθωτής*.

cain, au cours de laquelle Mucien se réfère et au document A et au document B¹.

Mais alors la commission chargée par le Sénat de Palmyre de reviser le tarif n'a pas accompli sa tâche. Elle n'a pas codifié la longue liste des taxes qui, selon le Sénat, n'étaient fixées que par la coutume. Comment expliquer cette carence ?

On peut l'expliquer de deux manières. D'abord, quand la commission a exploré les archives de la ferme, elle s'est aperçue que le travail dont on l'avait chargée était déjà exécuté : on lui a présenté un ancien contrat de *μισθωσις*, dans lequel étaient insérées les modifications au texte ancien, et une sentence officielle, qui éclairait les obscurités de détail ; la commission a pu penser qu'elle pouvait se contenter de joindre ces deux textes au tarif ancien.

Mais, de plus, on peut se demander si la procédure engagée par le Sénat de Palmyre était légale. Le document B nous apprend que le contrat entre la ville et le publicain était conclu en présence du gouverneur romain de Syrie et que les conflits étaient jugés par le résident romain de Palmyre². En fait, à plusieurs reprises, Germanicus, Corbulo, Mucien étaient intervenus pour interpréter et préciser les obligations du publicain. Or, le décret du Sénat de 137 montre qu'il entendait agir de sa seule autorité. C'est pourquoi M. Seyrig suppose que le statut de Palmyre a été modifié entre l'époque du document B et le temps d'Hadrien : de cité stipendiaire Palmyre aurait été élevée au rang de cité libre *sine foedere*. Mais on peut aussi penser que le Sénat de Palmyre avait transgressé ses droits, que le gouverneur romain a présenté des remontrances, et que la commission a dû se contenter de publier les pièces qui portaient déjà le contre-seing du gouverneur romain.

Le texte ainsi publié était donc, en une certaine mesure, anachronique ; et il présentait un aspect monstrueux. Deux des articles du document A étaient périmés, et il fallait se reporter au document C pour trancher bien des litiges. Cet aspect ne doit pourtant pas trop nous étonner. Les Romains avaient l'habitude

1. Ces observations garderaient leur valeur même s'il venait à être démontré que le légat *Calus ... cianus* n'est pas Mucien.

2. Grec, l. 129, *παρά τῷ ἐν Παλμύροις τεταγμένῳ*. Sur le sens de cette expression, SEYRIG, 159. [Les documents B, C] « reflètent le statut d'une ville sujette et tributaire, *civitas stipendiaria* ; le décret de 137, au contraire, a été voté sous le statut d'une ville libre, *civitas libera* ». Mais cette conclusion se trouve compromise si, comme nous le pensons, le décret de 137 n'a pas pu être exécuté.

de joindre aux documents anciens les documents qui les modifiaient, sans se soucier de les fusionner dans une rédaction nouvelle.

Comme le droit anglais, le droit romain est composé essentiellement d'une collection de précédents¹, de prescriptions dont beaucoup sont tombées en désuétude sans qu'on ait eu le souci de les révoquer. Ainsi le *gnomon de l'idiologue* comprend un noyau ancien, le règlement d'Auguste, auquel se mêlent en désordre des adjonctions de dates diverses, sans qu'une refonte ait été jugée nécessaire. Plus frappant encore est le cas du sénatus-consulte de 177 sur la limitation des dépenses dans les jeux de gladiateurs : le texte du projet de loi impérial est suivi des amendements proposés par les sénateurs et qui en altèrent profondément certaines dispositions, mais on n'a pas jugé nécessaire de rédiger un texte définitif². Pareillement le Sénat de Palmyre n'avait pas ordonné de refondre le νόμος, mais, au contraire, de le rééditer en y joignant un appendice. Les commissaires chargés de la rédaction se sont donc acquittés de leur tâche conformément à l'ordre qui leur avait été donné, mais seulement dans la mesure où Rome les y a autorisés.

Les différents éléments du tarif de Palmyre peuvent donc être récapitulés dans le tableau suivant :

INTRODUCTION : Décret du Sénat de Palmyre.

DOCUMENT A : Tarif extrait du τελωνικὸς νόμος (avec additions anciennes, taxe des eaux (?), alimenta (?), pratique de l'affranchi Kilix).

DOCUMENT B : Contrat de μίσθωσις (avec un article additionnel où sont mentionnées les eaux de César).

DOCUMENT C : Édit de Mucien, arbitrant un conflit entre Palmyre et le publicain.

L'ordre des documents A, B, C, est chronologique. Aucun d'entre eux — à l'exception peut-être du dernier article du document B — n'est postérieur à Mucien.

Pourtant le décret du Sénat disait que la plupart des articles soumis aux droits (πλεῖστα τῶν ὑποτελῶν) ne figuraient pas dans les textes écrits ; ils ne figurent donc pas davantage dans la rédaction de 137. Que peuvent être ces articles ? On ne rencontre dans

1. F. SCHULZ, *Prinzipien des römischen Rechts* (Munich, 1934), *passim*. Cet auteur note en particulier que l'édit du préteur était devenu un texte coupé d'interpolations et désordonné.

2. DESSAU, *Inscr. lat. sel.*, 5163 et 9340, — BUCKLER et ROBINSON, *Sardis*, vol. VII, part. I, n. 16. Cf. A. PIGANOL, *Recherches sur les jeux romains* (Strasbourg, 1923), 63.

le tarif « aucun des objets dont le passage faisait la fortune de Palmyre... On n'y trouve ni la soie ni les pierreries ni l'ivoire ni l'ébène ni les épices »¹. Il est bien tentant de supposer que le vœu du Sénat de Palmyre était de soumettre à des droits réguliers ce luxueux commerce de transit, mais que Rome a mis son veto, parce qu'elle ne voulait pas que les droits payés à Palmyre rendissent plus coûteux encore les objets orientaux et que la fuite du numéraire romain vers l'Orient fût aggravée ; sans doute réservait-elle à la douane d'Empire le bénéfice des taxes d'entrée ; et c'est pourquoi, parcourant le tarif de 137, on y cherche en vain le reflet du prestigieux bazar où les synodiarques apportaient les trésors de l'Arabie, de l'Inde et de la Chine.

A. PIGANIOL.

Professeur au Collège de France.

1. SEVRIG, *loc. cit.*, 161.

MÉLANGES

L'ÉDIT D'AVRIL 1704 ET L'ÉRECTION EN TITRE D'OFFICE DES SUBDÉLÉGUÉS DES INTENDANTS¹

PREMIÈRE PARTIE

Les subdélégués des intendants dont on retrouve des traces dès la première moitié du xvii^e siècle et dont l'activité et l'influence ne cesseront de s'accroître, d'une manière générale, jusqu'à la Révolution, ont été des officiers en titre de l'édit d'avril 1704 à celui d'août 1715. C'est là, pour l'administration monarchique, un fait d'importance considérable dont les conséquences, se prolongeant bien au delà de 1715, ont persisté jusqu'à la disparition même des intendants et de leurs subdélégués.

Nous avons montré ailleurs² la situation qu'occupaient et le rôle que jouaient, à la fin du xvii^e siècle, les subdélégués dans l'administration provinciale. Mais quelque importante que fût leur action en fait, ils n'étaient en droit que des agents officieux et précaires, à la merci des intendants qui les utilisaient, tolérés, ou acceptés tout au plus, par le pouvoir central, en l'espèce le Contrôleur général des Finances. Leur érection en titre d'office en fait des agents officiels, auxquels sont octroyés des lettres de provision. Les subdélégués ont désormais un statut fixe : leurs attributions, leur rang, leurs droits et leurs privilèges sont codifiés et précisés. Leur situation à l'égard des diverses autorités locales et leurs rapports avec elles s'en trouvent sensiblement modifiés.

Les subdélégués n'ont eu, sans doute, en tant qu'officiers, qu'une brève existence puisque leurs offices ont été supprimés par un édit d'août 1715. Ils ont eu en cela le sort commun à beaucoup d'autres officiers créés ou supprimés suivant les besoins ou les possibilités des finances royales. Mais la suppression de leurs offices ne changea guère, pratiquement, la

1. Le présent article faisait partie d'une étude d'ensemble que les circonstances nous ont obligé à morceler. Il est complété par : a) L'application de l'édit d'avril 1704 dans l'ensemble du royaume. La vente des offices et le recrutement des titulaires ; b) L'installation des subdélégués dans leurs offices et les conséquences de leur création ; parus dans la *Revue historique de droit français et étranger*, n^o de décembre 1942 et de décembre 1943.

2. Les subdélégués des intendants jusqu'à leur érection en titre d'office (*Revue d'Histoire moderne*, sept.-déc. 1937 et *Études d'Histoire administrative et sociale de l'ancien régime* sous la direction de M. G. Pagès, Alcan, 1938).

situation des subdélégués qui conservèrent en fait, sinon en droit, le statut que leur avait accordé l'édit d'avril 1704. On a même pu écrire, non sans une pointe d'exagération, « qu'en mettant un terme à leur existence comme officiers du royaume la date de 1715 marquait pour les subdélégués l'avènement de leur importance administrative »¹.

Comment et dans quelles circonstances les subdélégués des intendants ont-ils été érigés en titre d'office ? De quelle façon et dans quelle mesure cette création est-elle devenue une réalité administrative. Tels sont les points que nous voudrions essayer de préciser².

*
* *

La création des offices « des subdélégués de messieurs les intendants » est l'aboutissement d'une longue évolution administrative³ qui s'est accomplie sous la pression des circonstances, avec le concours des intendants et malgré l'hostilité, avouée ou secrète, du Contrôleur général et de ses bureaux dont l'édit d'avril 1704 marque un changement d'attitude au moins temporaire.

C'est avant tout à l'action des intendants qu'est dû ce revirement du Contrôleur général à l'égard des subdélégués : la lecture de leur correspondance ne laisse aucun doute à ce sujet. Les subdélégués sont pour eux des auxiliaires indispensables, des collaborateurs bénévoles auxquels ils doivent recourir quotidiennement pour les mille détails de l'administration. Or les intendants craignent que leurs subdélégués ne se lassent de ce rôle d'auxiliaires officieux, et c'est pourquoi ils désirent très vivement faire reconnaître officiellement leurs services. Dès les dernières années du XVII^e siècle plusieurs intendants notent chez leurs subdélégués un relâchement de zèle et ils signalent au Contrôleur général la gêne qui en résulte pour eux. La lettre que M. de Creil, intendant à Orléans, écrivait au Contrôleur général le 15 novembre 1689⁴ constitue un des témoignages les plus précis et les plus caractéristiques. « Je m'aperçois, écrivait l'intendant en parlant de ses subdélégués, que *leur zèle se ralentit fort*, voyant qu'au lieu d'estre dédommagés de la dépense qu'ils font et du temps qu'ils consomment gratuitement pour le service, *ils ne sont pas distingués des autres... Pas un en particulier*, poursuivait l'intendant, *ne m'a parlé ; mais quasi tous en général, soit qu'ils soient occupés de leurs propres embarras soit la raison que je viens d'avoir l'honneur de vous déduire, ne sont plus exacts à me rendre compte, ni à faire tout ce qu'ils avoient accoutumé. Les*

1. BUSQUET, *Études sur l'ancienne Provence*, pp. 297 et sq.

2. L'auteur se propose de consacrer une étude spéciale à la suppression et à la liquidation des offices de subdélégués.

3. Cf. *art. cit.* où nous avons analysé cette évolution.

4. BOISLISLE, I, 785.

plus belles paroles que je leur puis dire et toutes les honnestetés que je leur écris n'ont plus leur effet ordinaire, et je me vois quelquefois réduit à aller moy-mesme en des endroits où un mot de lettre à un homme de confiance faisoit effet ». Or le concours des subdélégués est plus nécessaire que jamais ; « la difficulté des temps demande des gens sur les lieux, qui donnent la couleur qu'il faut aux nouveautés qu'une guerre aussy grande introduit tous les jours ». Et l'intendant de conclure : « Je payeray de ma personne tant que je pourrai ; je n'omettray rien de mon ministère, mais je ne puis pas, comme je vous l'ay dist, estre partout, pour l'exécution de bien des choses que la misère générale et les accidents particuliers de la généralité [d'Orléans] ont rendues très difficiles. »

Certains intendants vont plus loin encore. Le 7 janvier 1704¹ l'intendant de Provence, Le Bret, expose crûment la situation au sujet des frais qu'ont à supporter les subdélégués pour le port des paquets qu'il leur envoie, « port... presque doublé par le nouveau tarif ».

Il précise que, les droits étant doublés, si on les oblige à les supporter sans dédommagement, « il ne faut pas douter... qu'ils ne me remerciassent tous de la subdélégation et ne me missent par conséquent dans l'impossibilité d'exécuter les ordres qui me sont donnés ». Après « le ralentissement de zèle » signalé par de Creil, c'est maintenant la crainte de voir les subdélégués refuser tout concours, qu'exprime Le Bret, si on ne leur accorde pas quelques satisfactions.

Les intendants ne manquent pas de souligner qu'en définitive c'est « le service du Roi » qui est en jeu. Ce service ne pourrait que gagner à ce que les subdélégués fussent encouragés et tirés de la situation un peu fausse dans laquelle ils se trouvent.

« Leur autorité et leurs interventions ne sont pas toujours volontiers acceptées ; leur compétence est souvent récusée, non seulement par des officiers, mais encore parfois par de simples particuliers. Les collecteurs des tailles refusaient assez fréquemment de souffrir la présence du subdélégué de l'intendant à l'établissement des rôles². Un arrêt du Conseil devenait nécessaire pour forcer leur résistance. Les maires et échevins ne tenaient pas toujours compte des ordonnances des subdélégués et

1. BOISLISLE, II, 560. « ... Mais ce que je dois avoir l'honneur de vous représenter est que, me trouvant très souvent dans la nécessité d'envoyer des paquets à mes subdélégués..., quelle justice y a-t-il que ces subdélégués, qui sont tous gens de justice, et par conséquent obérés ou pauvres par toutes les taxes qu'on leur a fait payer depuis le commencement de la dernière guerre jusqu'à présent, et dont les offices sont presque infructueux, payent de gros ports de lettres et de paquets pour affaires qui ne les regardent en rien et qui ne leur produisent quoi que ce soit que de la peine et des soins ? »

« Je ne prends la liberté de vous faire ce détail désagréable, poursuit l'intendant, que parce qu'ils m'ont souvent porté leurs plaintes sur cela. »

2. A Montlhéry et à Pontoise en particulier en 1689. BOISL., I, 824.

obligeaient également l'intendant à recourir au Contrôleur général et au Conseil¹.

Aussi le plus souvent les subdélégués n'ont pas l'autorité nécessaire pour terminer seuls les affaires qui leur sont confiées par les intendants²; celle dont ils jouissent, de par l'intendant, officieuse, limitée et intermittente, ne suffit même pas toujours à faire accepter leurs interventions de plus en plus fréquentes. Cette situation est en contradiction avec le rôle de plus en plus important qu'ils jouent, à la fin du XVII^e siècle, dans les diverses branches de l'administration provinciale : justice, police et finances. Leur action dans tout ce qui concerne la question des grains et les « affaires extraordinaires » en fait des personnages de premier ordre dont le concours, indispensable aux intendants, ne peut être plus longtemps sous-estimé par le Contrôleur général³.

C'étaient là des raisons impérieuses qui militaient en faveur de la création d'offices pour les subdélégués, création qui permettrait de « distinguer » ces derniers comme le demandaient depuis longtemps plusieurs intendants⁴.

La plupart des intendants étaient ainsi acquis d'avance à la création des offices de subdélégués. Cette création, par contre, devait constituer un abandon ou un reniement de ce qui avait été, de Colbert à Pontchartrain, la doctrine officielle du Contrôle général. Ériger en titre d'office les fonctions des subdélégués c'était renoncer à la fiction de l'intendant qui, seul responsable, doit tout voir et tout faire par lui-même. C'était accepter en outre que le recours aux subdélégués, considéré par Colbert comme « un très grand abus »⁵, toléré par ses successeurs au Contrôle général comme un pis-aller, devint d'exceptionnel, normal. C'était accepter enfin l'éventualité de payer aux subdélégués-officiers des « gages » ou des « émoluments », éventualité contre laquelle s'élevait vivement en 1686 le Contrôleur général⁶. Il fallait des motifs impérieux pour déterminer une telle évolution du Contrôle général. Cette évolution fut facilitée, incontestablement, par l'arrivée au Contrôle général des Finances, le 5 septembre 1699, de Chamillart, ancien intendant à Rouen. Il s'était rendu compte personnellement à la fois de la nécessité des subdélégués

1. A Semur-en-Auxois en 1698. BOISL., I, 1712.

Dans la généralité de Caen, en 1698, un propriétaire riverain récusé la compétence du subdélégué de l'intendant au sujet de l'entretien des chemins « interjette haro sur l'entrepreneur » chargé, sous la direction de l'intendant, d'entretenir celui de Caen à Paris par Lisieux, et « demande renvoi par-devant le bureau des finances de Rouen ». BOISL., I, 1691.

2. A. N., G 7 1552.

3. Cf. notre *art. cit.*, pp. 383 et sq.

4. BOISL., I, 224, en particulier.

5. CLÉMENT, *Lettres, instructions, etc.*; IV, 108.

6. BOISL., I, 224.

et de la situation délicate dans laquelle se trouvaient parfois ces derniers en raison de leur autorité sans titre. Il est donc possible, sans qu'on puisse toutefois l'affirmer catégoriquement faute de documents, qu'en arrivant au pouvoir Chamillart fût acquis au principe de la création des offices de subdélégués. Il renonça en tout cas à « tracasser » les intendants, comme l'avaient fait ses prédécesseurs, au sujet de l'emploi qu'ils faisaient de leurs subdélégués et accepta l'institution telle qu'elle existait en fait.

Une considération particulière a pu déterminer l'attitude du nouveau Contrôleur général. Intendant des finances depuis 1690 il sait que l'exécution de toute mesure financière, de quelque ordre qu'elle soit, aboutit, en définitive, aux subdélégués sans lesquels suivant l'expression de Lebreton, les intendants sont dans l'impossibilité d'exécuter les ordres du Roi¹. Nous connaissons leur rôle effectif dans la répartition des tailles entre les diverses communautés de leur ressort. Au moment de l'établissement de la capitation en 1695, les subdélégués sont, en fait, chargés de sa répartition, même en Bretagne², où l'intendant est pourtant d'introduction récente. Dès 1693, au moment où l'on étudie au Contrôle général un projet de capitation, le Contrôleur général écrit, le 27 octobre, à l'intendant d'Auvergne, M. d'Ableiges, que ses subdélégués « feront les rôles » dans les lieux où lui-même ne pourra pas être présent³. Mais c'est surtout pour « les affaires extraordinaires » que le concours des subdélégués est indispensable. Elles leur causent en correspondance, voyages, etc., un travail et des frais considérables⁴. C'est d'eux en définitive que dépend, en grande partie, le succès de tel ou tel traité.

Les directeurs des affaires des traitants dans les différentes généralités le savent bien et la plupart distribuent aux subdélégués, d'accord avec l'intendant, une gratification plus ou moins importante⁵. Les subdélégués sont chargés, sous la responsabilité des intendants, de la surveillance des fonds recueillis par les commis des traitants ; ils participent activement à la recherche des « gens d'affaires ». Une circulaire, en date du 6 avril 1700, du Contrôleur général aux intendants, les autorise à confier ces différentes missions à leurs subdélégués⁶.

Le Contrôleur général envisage enfin une participation plus directe des subdélégués aux affaires extraordinaires. La multiplicité de ces affaires à partir de 1700, la rareté générale des espèces dans tout le royaume, rendent parfois difficile le recouvrement en forme de traité des nouvelles

1. BOISL., II, 560.

2. H. FRÉVILLE, *Note sur les subdélégués généraux* (*Revue Hist. mod.*, sept.-déc. 1937, p. 409).

3. BOISL., I, 1252.

4. BOISL., I, 1583.

5. 3.100 livres dans la généralité de Montauban en 1696 (BOISL., I, 1583).

6. BOISL., II, 121.

créations d'offices en particulier. Les intendants et leurs subdélégués sont alors chargés eux-mêmes de la vente de ces offices. Dès 1703 un édit daté du mois d'août et complété par deux édits postérieurs érige en titre d'offices formés et héréditaires toutes les charges de l'artillerie. Les instructions relatives à l'application de ces édits, envoyées aux intendants en octobre 1704 mais préparées plus tôt, expliquent que « pour ne point donner à cette affaire un air de traité à recouvrement, S. M. a trouvé à propos qu'il n'y eût que MM. les intendants qui se mêlassent de la vente des charges d'artillerie dans les provinces ». Et le Contrôleur général précise : « Ainsi, il faudra que vous fassiez tout *par vous-même* ou *par vos subdélégués* dans votre département, sans attendre de secours d'aucun commis¹. » Le Contrôleur général en faisant des subdélégués des officiers en titre leur donnera, d'une part, plus d'autorité et pourra, d'autre part, faire appel à leur concours sans réserve. On est confirmé dans cette opinion en constatant quel rôle est dévolu aux subdélégués par le Contrôleur général aussitôt après la création de leurs offices. Les 2 et 22 novembre 1704 deux circulaires sont envoyées aux intendants au sujet de la création, dans chaque généralité, de deux Inspecteurs généraux des Manufactures ; elles recommandent de donner à chaque subdélégué des instructions pour favoriser le débit de ces charges². En 1705, le Contrôleur général supprime les offices de courtiers-commissionnaires des vins dont la plupart n'avaient pu être levés et décide de les remplacer par un droit de 40 sols par tonneau. Les subdélégués ont à faire appliquer cette mesure³.

En 1706 le Contrôleur général envisage, pour se procurer de nouvelles ressources, d'accorder dans les diverses paroisses du royaume des privilèges exemptant de toutes sortes de charges. Les subdélégués jouent encore dans cette nouvelle affaire le principal rôle. Par eux « il sera fort aisé d'être exactement informé de ceux qui peuvent faire ces acquisitions dans chaque endroit »⁴ par les connaissances qu'ils en ont. Mais le Contrôleur général précise en outre que « lesdits privilèges seront adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur par MM. les Commissaires départis dans les provinces, *et, en leur absence, par leurs subdélégués* »⁵.

La situation financière nous paraît ainsi avoir été la cause déterminante du changement d'attitude du Contrôleur général vis-à-vis des subdélégués. Les guerres, quasi continues à partir de 1688, exigent des

1. BOISL., II, 681.

2. BOISL., II, appendice, p. 620.

3. BOISL., II, 815 (note). Ce sont eux, en particulier, qui sont chargés de procéder à une enquête auprès des propriétaires des vignes dans chaque paroisse pour connaître ceux qui acceptent de payer à la vente le droit de 40 sols par tonneau, et ceux qui préfèrent le payer sur les vignes mêmes.

4. BOISL., II, 1065.

5. BOISL., II, 1062 (note).

dépenses sans cesse accrues. Or la misère presque générale¹ du royaume à partir de 1700 rend de plus en plus difficile et aléatoire la rentrée des recettes ordinaires. Dans la plupart des généralités les intendants sollicitent des remises de l'arriéré des tailles ou des diminutions pour l'année en cours. Le Trésor royal est à peu près constamment vide. L'argent manque pour payer les achats de grains destinés aux armées en campagne ; les intendants malgré leurs demandes pressantes obtiennent difficilement les sommes nécessaires pour désintéresser les fournisseurs qui sont souvent de petits cultivateurs². Et le temps n'est pas loin où le Contrôleur général répondra à un intendant qu'« on ne peut fournir tout d'un coup un fonds aussi considérable » qu'une somme de 10.000 livres³. Dans ces conditions, comme il faut pour soutenir la guerre, se procurer de l'argent à tout prix le recours aux affaires extraordinaires devient le principal moyen de fournir au Trésor le « secours immédiat » dont il a un besoin pressant. Ainsi s'explique la place prépondérante que prennent dans les finances royales, de 1700 à 1715, les « affaires extraordinaires » de toute nature : création d'offices, vente de privilèges, réformation des espèces, billets de loterie, etc. Chamillart qui est à la fois Contrôleur général et secrétaire d'État à la Guerre connaît mieux que personne l'importance que prennent les affaires extraordinaires dans les recettes. Le 27 octobre 1703⁴ il adresse une circulaire aux intendants « pour leur demander des mémoires sur l'état présent de toutes les affaires extraordinaires, chacun dans leur département, depuis son ministère qui comprend les trois derniers mois de l'année 1699, et les années 1700, 1701, 1702, 1703 ». Il veut, avant d'en créer de nouvelles, procéder à une sorte d'inventaire des affaires extraordinaires en cours. Il demande à « M. de La Croix » un « mémoire sur les Éclaircissements nécessaires pour travailler à l'État des affaires extraordinaires et des finances, qui lui est remis le 20 février 1704⁵. Il nous paraît hors de doute que les « affaires extraordinaires » sont, dès le début de la guerre de succession d'Espagne, au premier plan parmi les préoccupations financières du Contrôleur général. La part que prennent à ces affaires, — et qu'il connaît —, les subdélégués amène le Contrôleur général à les ménager et à encourager leur zèle en faisant d'eux des « officiers » suivant les suggestions mêmes de plusieurs intendants. Enfin il faut considérer que la création des offices de subdélégués apportera

1. *Arch. Nat.*, G 7, *passim*. Boisl., *id.*, en particulier :

I, 1432 (28 mai 1695) ; II, 1816(5^e janvier 1699) ; II, 330 (26 octobre 1701) ; II, 356 (5 janvier 1702) ; II, 1065 (9 juillet 1706) ; III, 178 (3 octobre 1708).

2. Voir en particulier dans *A. N.*, G 7, la correspondance des intendants de Bourgogne, de Champagne, de Soissons et de Montauban.

3. Boisl., III, 1214.

4. *Arch. Nat.*, G 7 1494.

5. *Id.*

elle-même au Trésor royal un « secours immédiat » qui sera le bienvenu, si léger soit-il. La situation est telle que le Contrôleur général est toujours à la recherche d'une ressource immédiate. Le produit d'une affaire est souvent « consommé » avant son entière réalisation. Les 3.500.000 livres que devait rapporter au Trésor royal le « traité des hérédités » du 30 août 1701 sont consommés en 1701 et 1702¹. Le produit du traité des « augmentations de gages des officiers de police à Paris »² du 20 janvier 1703, soit 540.000 livres est « consommé en 1703 par le pain de [l'armée] de Flandre de [l'année] 1702 ». Le traité des « augmentations de gages des officiers de police dans les provinces » de la même date fournit 666.667 livres qui sont « consommées en 1703 par plusieurs trésoriers »³. La véritable détresse dans laquelle se trouve presque toujours le Trésor royal à partir de 1700 fait cesser, au moins momentanément l'hostilité du Contrôle général à l'égard des subdélégués⁴. Et c'est ainsi que la proposition faite en avril 1702 au Contrôleur général par un sieur Caquez, « Contrôleur des Traittes et des Gabelles à Mézières-sur-Meuse » de « créer en charge » des « offices de subdélégués des Intendants des Provinces »⁵ fut prise en considération et aboutit, après étude, à l'édit d'avril 1704.

* * *

Le mémoire envoyé au Contrôleur général par le sieur Caquez constitue ainsi l'antécédent immédiat de l'édit de création d'avril 1704. Le mémoire n'est pas daté mais il est accompagné d'une lettre d'envoi du 15 avril 1702 adressée directement au Contrôleur général.

Il était de pratique courante alors d'envoyer au Contrôleur général des propositions de toutes sortes en vue de créer des ressources nouvelles. Des diverses provinces du royaume parvenaient chaque jour des mémoires de sujets et d'auteurs les plus variés⁶. Beaucoup de ces mémoires, dont plusieurs contenaient des propositions saugrenues, étaient écartés après un examen rapide. La proposition de créer des offices de subdélégués n'eût vraisemblablement pas été retenue quelques années plus tôt, mais elle parvenait au Contrôleur général dans des circonstances favorables et en moins de deux ans elle entraînait en voie de réalisation.

Le mémoire intitulé : « offices de Subdélégués des intendants de Province. Raisons pour les créer en charge » contient des précisions qui mon-

1. *Arch. Nat.*, G 7 1496.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. Cf. notre *art. cit.*, pp. 370-79.

5. *Arch. Nat.*, G 7 1553.

6. Cf. *Arch. Nat.*, G 7 *passim* ; BOISLISLE, *id.* On sait le bruit que fit une proposition de DE BOISGUILLEBERT.

trent que son auteur est un praticien et connaît bien l'affaire dont il traite. Il comprend deux parties : un exposé des motifs pour l'édit éventuel de création, et l'énumération des fonctions à attribuer aux charges de subdélégués¹.

La création est justifiée en partie par les circonstances ; elle est présentée comme une « des marques sensibles », que Sa Majesté veut bien donner à ses sujets, « de son affection inviolable pour la justice, dans cette conjoncture délicate et pressante, où la guerre va être allumée dans toute l'Europe, en prévenant l'atteinte que la discorde peut donner aux Loix pendant un temps de troubles ». Comme Sa Majesté « sait très parfaitement que rien ne cause tant de préjudice aux particuliers que le retard d'un jugement et la décision d'une affaire. Elle a toujours eu soin d'envoyer des Intendants dans les provinces pour terminer les affaires les plus pressantes ou par eux-mêmes ou par leur[s] subdélégués ». Mais, d'une part, « les Intendants ne peuvent pas exécuter seuls tous les ordres qui leur sont envoyés du Roy, à cause de la célérité que requièrent leur exécution » ; et, d'autre part, « leur[s] subdélégués *n'ont pas le pouvoir de terminer une affaire définitivement*, sans auparavant la leur communiquer ». Ce serait donc surtout « pour éviter la longueur des affaires » que Sa Majesté créerait les subdélégués en titre d'offices. Il est intéressant de noter que, dans l'esprit de l'auteur de la proposition, la création des offices de subdélégués, de même que l'institution d'intendants dans les provinces, apparaît comme une mesure de décentralisation de l'administration monarchique, réalisée dans l'intérêt des particuliers.

La deuxième partie du mémoire énumère les fonctions ou attributions qu'il conviendrait d'accorder aux nouveaux officiers auxquels serait donné le titre de Conseillers du Roi. Les subdélégués seraient chargés de procéder à l'enrôlement des « soldats levez pour la milice » sous réserve de l'agrément de l'intendant ; « les communautés, Corps des Arts et métiers, obligent de fournir des soldats pour la milice » leur paieraient « un certain droit pour l'enrollement ». Ils connaîtraient de toutes les affaires des Corps d'arts et métiers en cas de contestation et « les maîtres et gardes des Communautés » devraient se faire agréer par eux après avoir été élus.

Les subdélégués assisteraient, « comme Commissaires députez du Roy » à l'élection des maires et échevins aux hôtels de ville « pour qu'on choisisse des personnes de probité et d'expérience, non suspectes ». L'auteur du mémoire propose même d'obliger les maires et échevins à prêter serment de fidélité devant les subdélégués « et cela avec attribution de droits ».

1. L'exposé des motifs débute par un éloge assez curieux du « Roy » qui « a toujours fait paraître dans toutes ses actions toute la prudence et toute la Générosité possible, en renonçant lui-même à ses prétentions ».

En ce qui concerne « les réparations publiques des villes » les subdélégués « seront présents à toutes les adjudications, même à celles qui sont pour le Compte du Roy, en payant par l'adjudicataire certains droits ».

Dans le domaine de la police, « en cas de sédition, tumulte, incendie », les subdélégués, « pourront faire mettre les Compagnies bourgeoises sur les armes pour les apaiser et en prévenir les suites ». Enfin dans l'ordre des finances les subdélégués « seront présents aux répartitions des tailles et aux taxes qui seront imposées dans chaque ville afin que les dites impositions se fassent avec justice ».

L'auteur laisse au Conseil le soin de régler, s'il le juge à propos, le rang des subdélégués « dans les Cérémonies publiques, prévotéz, baillages, présidiaux et autres justices » ainsi que « les Gages » à leur attribuer, « à proportion de la finance et de la grandeur des villes ».

Tel est le contenu du mémoire présenté par le sieur Caquez. Il propose en somme de donner aux subdélégués l'autorité nécessaire pour exercer en droit les fonctions qu'ils détiennent en fait. En outre il accroîtrait leurs attributions au détriment des maires et échevins qui deviendraient en quelque sorte leurs subordonnés par l'obligation du serment et qui n'auraient plus seuls le commandement des « Compagnies bourgeoises ». Sur ce dernier point, le Contrôleur général et le Conseil ne devaient pas suivre les suggestions du sieur Caquez. Enfin il semble bien que dans l'esprit de ce dernier les subdélégués devaient avoir un *pouvoir de décision* qui leur permettrait de « terminer seuls les affaires » dont ils seraient saisis. Là encore les suggestions du sieur Caquez ne devaient pas être acceptées : le Contrôleur général entendait maintenir, au moins en théorie, aux seuls intendants, responsables devant le roi, tout pouvoir de décision.

Ces réserves faites le mémoire, dans son ensemble, fut accueilli favorablement au Contrôle général. Il inspire l'édit de création d'avril 1704, dans lequel on retrouve quelques-unes de ses expressions.

On voudrait pouvoir préciser le rôle qui revient au Contrôleur général Chamillart lui-même et à ses collaborateurs dans la création des offices des subdélégués. On ne peut guère, faute de documents, aboutir qu'à des hypothèses très vraisemblables.

Le mémoire du sieur Caquez fut envoyé pour examen par le Contrôleur général à « monsieur Rouillé », vraisemblablement, Rouillé du Coudray, directeur des Finances jusqu'en 1703². Après cet examen préliminaire la proposition fut prise en considération. Le rôle prépondérant dans la création des offices de subdélégués revient, évidemment, au Contrôleur général lui-même à qui appartenait en définitive la décision. Nous avons

1. Arch. Nat., G 7 234.

2. Almanach Royal, années 1702 et 1703.

analysé¹, les motifs qui pouvaient avoir déterminé la décision de Chamillart qui, secrétaire d'État à la Guerre depuis janvier 1701, sentait plus que personne l'impérieuse nécessité de trouver des fonds pour soutenir la guerre.

Mais à côté du Contrôleur général il existe, sous ses ordres, deux directeurs des Finances dont les postes ont été créés en 1701 pour soulager précisément Chamillart qui assume la lourde charge des finances et de la guerre. Ce sont les directeurs des Finances qui sont chargés, sous l'autorité du Contrôleur général, de régler le détail des affaires. Les deux directeurs des Finances sont, en 1704, Desmaretz et Fleuriau d'Armenonville. Le premier joue de beaucoup le rôle le plus important. Il est un personnage au Contrôle général. Neveu de Colbert il a été de bonne heure initié par lui à l'administration des finances. Après une disgrâce de quelques années à la mort de son oncle, il est à nouveau associé, dès 1689, par Pontchartrain au Contrôle général (1689-1699). Chamillart, à son tour, le conserve comme collaborateur, et lui confie à la fin de 1703 le poste de directeur des Finances détenu par Rouillé du Coudray ; de sorte qu'en fait Desmaretz inspira, au moins en partie, l'administration financière pendant près de vingt ans avant de devenir lui-même Contrôleur général en 1708².

Desmaretz semble bien, comme Colbert, avoir été hostile à l'institution de « subdélégués permanents » qu'il ne veut pas voir se substituer aux intendants.

Peut-être est-ce dans sa présence au Contrôle général à partir de 1689 qu'il faut chercher la raison de l'hostilité persistante, que nous avons signalée, à l'égard des subdélégués.

Contrôleur général des Finances de 1708 à 1715 il est personnellement très dur³ pour les subdélégués, bien qu'ils soient en titre, et c'est lui qui, dès la fin de la guerre de succession d'Espagne, supprime leurs offices dans un édit d'août 1715⁴ portant réformation des tailles. Il y a donc tout lieu de penser que Desmaretz n'ait jamais été très favorable à la création des offices de subdélégués. Il ne s'y est sans doute pas opposé ouvertement. Une lettre du Contrôleur général à l'intendant de Provence Lebrét, datée du 27 janvier 1704⁵ et dont la minute est de la main de Desmaretz, permet de le penser. Le Contrôleur général, par M. Desmaretz, écrit à l'intendant « qu'on peut chercher quelque dédommagement pour les subdélégués ». L'édit de création des subdélégués étant du mois d'avril suivant on peut vraisemblablement supposer que c'est à lui que songe

1. Cf. ci-dessus, pp. 4 et sq.

2. LAVISSE, *Hist. de France*, t. VIII, I^{re} partie, p. 165.

3. Cf. en particulier Arch. Nat., G 7 231-234 et G 7 396-397. Cf. également notre article dans la *Revue historique de droit français et étranger*, décembre 1942, p. 90.

4. Arch. nat., AD + 731.

5. BOISL., II, 560.

Desmaretz quand il parle de « dédommagement pour les subdélégués ». Il semble ainsi avoir accepté la création des offices de subdélégués, mais seulement comme un expédient provisoire.

Ce n'est pas lui, en tout cas, qui fut chargé de préparer l'édit de création et d'en suivre l'application. Ce rôle revint à son collègue, Fleuriau d'Armenonville, qui aurait été le véritable promoteur de la création dont il devait contrôler la réalisation auprès des intendants des diverses généralités. Tout ce qui se rattachait à l'affaire des subdélégués et au traité qui la concernait, relevait de sa direction, « M. Desforts » en prenant soin en qualité d'intendant des Finances. Jusqu'à l'arrivée de Desmaretz au Contrôle général ce fut d'Armenonville qui rapporta au Conseil la plupart des arrêts relatifs aux subdélégués et c'est à lui que les intendants s'adressaient pour tout ce qui concernait les offices de subdélégués. Il y a donc tout lieu de croire que c'est à lui qu'il faut attribuer la rédaction de l'édit d'avril 1704 arrêtée en accord avec le Contrôleur général Chamillart.

Julien RICOMMARD.

(Sera continué.)

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

(1934 à 1940)

I. — GÉNÉRALITÉS

Depuis le dernier *Bulletin critique d'histoire américaine*, publié en 1934 dans cette *Revue*¹, la production historique consacrée aux États-Unis ne s'est pas ralentie. En donner un panorama fidèle est pourtant difficile, faute d'une liaison suffisante avec les éditeurs américains de 1935 à 1939, surtout à cause de la longue occupation de la France par l'armée allemande.

Au lendemain de la libération du sol national par les armées anglaise, française et américaine, le temps est venu de renouer une tradition féconde, de reprendre et d'intensifier les rapports intellectuels entre les historiens des deux grandes nations, comme au temps d'Alexis de Tocqueville et de Jared Sparks.

*
* *

I. — DOCUMENTS ET ARCHIVES. — La *Revue* a reçu peu de recueils de documents. Elle a déjà rendu compte de ceux qui lui ont été envoyés².

1. *Rev. Hist.*, t. CLXXIV, 269 et sq., 519 et sq.

2. EDMUND C. BURNETT, *Letters of members of the Continental Congress*. Vol. VII : January, 1, 1783 to December, 31, 1784. Washington Carnegie Inst., in-8° de LXXXVII-670 p. (*Rev. Hist.*, t. CLXXXVIII, 614) ; STANLEY VESTAL, *New sources of Indian history 1850-1891, the ghost dance, the Prairie Sioux, a miscellany*, Norman, the Univ. of Oklahoma Press, 1934, in-8° de XIX-352 p., 13 illust., \$ 3,50 (*Rev. Hist.*, t. CLXXVI, 592-593) ; HENRY STEELE COMMAGER, *Documents of American history*, New York, Crofts, 1934, 2 vol. in-8° (*Rev. Hist.*, t. CLXXVIII, 615) ; ELIZABETH DONNAN, *Documents illustrative of the history of the slave trade to America. The border colonies and the southern colonies*. Washington Carnegie Inst., 1935, in-8° de xv-719 p. (*Rev. Hist.*, t. CLXXX, 119) ; MRS RALPH CATTERALL, *Judicial cases concerning American slavery and the negro*, t. IV, Washington Carnegie Inst., 1935, in-8° de x-586 p. (*Rev. Hist.*, t. CLXXX, 121).

D'autres recueils documentaires que les revues américaines disent importants ne nous ont pas été envoyés¹.

Un livre et deux importants articles fournissent des précisions bienvenues sur certaines archives. Les *Inventories of County records and miscellaneous. State and local archives compiled by the Historical records survey*², fournissent des précisions inégalement réjouissantes sur l'état de conservation des documents énumérés dans 150 inventaires. Les textes les plus utiles se trouvent dans les comtés d'Essex (Mass.), de Marion (Ind), de Chesterfield.

L'article de RICHARD B. MORRIS, *The Federal archives of New-York City*³, met en relief, le classement rationnel des cinq dépôts des Archives de New-York. A la Federal Court House, les documents de la Vice Admiralty Court (1701-1788), sur la crise franco-américaine de 1798 à 1801, sur les péripéties de l'Embargo et du blocus de la Guerre de Sécession donnent beaucoup d'inédit. Les 6.000 pieds cubiques pesant 20 tonnes des *Customs Records*, comprennent le registre des vaisseaux depuis 1789, l'index de sortie des ports depuis 1798, l'itinéraire suivi par les vaisseaux de guerre américains lors de l'expédition du Mexique sous Wilson. Les documents du *National Reemployment Service* sont d'une valeur unique pour l'étude du marché du travail depuis 1929 comme ceux d'*Ellis Island*, le sont pour celle de l'immigration, 15.000 pieds de films

1. E. G. SWEM, *Virginia historical index*. Roanoke Stone printing and manufacturing Company, 1934-1936, 2 vol. in-8°, \$ 100,00 ; GILBERT H. BARNES, DWIGHT L. DUMOND, *Letters of Theodore Dwight Weld, Angela Grimké Weld and Sarah Grimké*. New York, D. Appleton Century Company, 1934, 2 vol. in-8° (capital pour l'histoire de l'abolitionnisme) ; CLARENCE EDWIN CARTER, *The territorial papers of the United States*. Washington Government Printing Office, 1934-1938, 6 vol. in-8° (capital ; de 1787 à 1817) ; MALONE, *Dictionary of American biography*, t. XVII-XX + Index. N. York, C. Scribner's sons, 1935-1937, 5 vol. in-8° (l'ouvrage achevé contient 13.633 articles) ; LEONARD WOOD LABAREE, *Royal instructions to British colonial governors, 1670-1776*, N. York, D. Appleton Century, 1935, 2 vol. in-8° (87 % d'inédits) ; ALLAN NEVINS, *The letters and journal of Brand Whitlock*. N. York, D. Appleton Century, 1935, 2 vol. in-8° ; ETHEL ARMES, Nancy Shippen. *Her journal book ; the international romance of a young lady of fashion of colonial Philadelphia with letters to her and about her*. Philadelphia J. B. Lippincott, 1935, in-8° de 438 p., \$ 3,50 (unique pour la période révolutionnaire) ; MAX FARRAND, *The records of the Federal Convention of 1787*, t. IV, Yale U. Press, 1937, in-8° de xii-230 p., \$ 4,00 ; HENRY R. WAGNER, *The cartography of the Northwest of America to the year 1800*, Berkeley, 1937 2 vol. in-8° (très utile) ; I. MACREATH CALDER, *Letters of John Davenport, puritan divine*. New Haven, 1937, in-8° de xi-301 p., \$ 3,00 ; DWIGHT LOWELL DUMOND, *Letters of James Gillespie Birnie, 1831-1857*, N. York, D. Appleton Century Company, 1938, 2 vol. in-8°, \$ 10,00.

2. Washington, 1937-1939, 2 vol. in-8°.

3. *Am. Hist. Rev.*, 1937, 256-273.

divers présentent un grand intérêt. M. DALLAS D. IRVINE a étudié *The fate of Confederate Archives*¹. Dispersés par la défaite, les papiers de l'Executive Office, furent dirigés vers la Nouvelle-Orléans, Washington (Géorgie), Waldo (Floride). Les dossiers de Jefferson Davis, vus au Canada par H. Greeley, ont trouvé refuge à l'Université de Géorgie, au Confederate Memorial Hall de la Nouvelle-Orléans. La Library of Congress et le War Department conservent les procès-verbaux des débats du Congrès confédéré. De Chester, les archives des Postes ont regagné le Post Office et la Library of Congress, tandis que celles du Trésor se trouvent à Richmond et à Washington. Après avoir été déposés à Danville, à Charlotte, les documents du State Department sont aujourd'hui à la Library of Congress. Le sceau de la Confédération a trouvé sa place naturelle au Confederate Museum à Richmond.

II. — BIBLIOGRAPHIES. — Si la bibliographie par excellence reste celle de CHANNING, HART, TURNER, il est des recueils plus spécialisés et plus savants. Seul nous est parvenu celui de BEERS², rédigé sur les épreuves de GRACE GARDNER GRIFFIN. Il comprend quatorze chapitres systématiques. Les uns sont excellents (évolution particulière des États (guerre de Sécession) ; tandis que ceux qui concernent l'histoire extérieure ou les biographies sont insuffisants. Le plan n'est pas assez chronologique.

III. — HISTORIOGRAPHIE. — Il serait injuste de faire ce reproche à celui de M. MICHAËL KRAUS³. Fort documenté, impartial mais incomplet — en ce qui concerne les historiens français — cet ouvrage d'historiographie commence par une mention des annalistes espagnols du XVI^e siècle, des protohistoriens coloniaux du XVII^e siècle. Sans doute, au XVIII^e, Will. Stithe, Wm Douglass restent asservis à l'imprimé, à la gazette. Cadwallader Golden frappe par son impérialisme partisan. Mais l'impartialité fait des progrès avec T. Hutchinson, équitable à l'égard des adversaires du *Stamp Act*, avec le loyaliste G. Chalmers dans son *Introduction to the history of the revolt of the American colonies* (1782), avec Jeremy Belknap, fondateur de la *Mass. Historical Society* et censeur de l'intolérance puritaine dans *A history of New Hampshire*. Chemin faisant,

1. *American Historical Review*, 1929, 823-840.

2. HENRY PUTNEY BEERS, *Bibliographies in American History. Guide to materials for research*. N. York, H. H. Wilson Cy, 1938, in-8° de 338 p.

3. MICHAËL KRAUS, *A history of American history*. N. York, Farrar & Reinhart, 1937, in-8° de x-600 p., \$ 3.75.

M. Kraus fait l'éloge, inattendu et quelque peu immérité de Parson Weems, l'historien romancé du « sifflet » de Washington.

Une troisième époque, un progrès nouveau se marquent quand Jared Sparks, W. Lincoln Hawkes rassemblent les documents inédits nécessaires à leurs travaux sur Washington, sur les Congrès provinciaux du Massachusetts, sur l'histoire ecclésiastique. Au delà des ébauches de T. Ritkin (1828), d'Eberling, les premiers grands historiens américains se tournent vers les grands hommes comme Jared Sparks. George Bancroft, jacksonien et johnsonien, agent de liaison entre l'Amérique et l'Allemagne, vulgarise l'idée hégélienne qui fait de l'histoire, la réalisation de l'« Idée ». Aux idées générales sacrifient John Gorham Palfrey, l'owéniste R. Hildreth, A. Gayarré, exégète averti de l'américanisation de la Louisiane, T. Benton interprète de la vente des terres publiques.

La quatrième période, celle de la maturité, s'annonce avec F. Parkman, qui a le don de faire parler les sources dans son *La Salle* et d'évoquer les lieux (*Pontiac*). Avec Henry Adams, le « séminaire » germanique acquiert droit de cité dans les Universités. Au lendemain de la guerre de Sécession, les historiens avec James Ford Rhodes, disciple de Darwin et de Spencer, avec H. L. Osgood, se pâment d'admiration devant la force, ce qui fait refluer la réaction démocratique de B. Wright. Le livre de M. Kraus se termine par un chapitre consacré aux synthèses de W. Wilson, au matérialisme historique de C. A. Beard, de J. F. Turner, qui exalte le rôle de la « frontière ». Peut-être M. Kraus n'a-t-il pas assez montré que l'historiographie américaine est une filleule de l'historiographie européenne ; souvent trop philosophique, mais pas assez pittoresque et insuffisamment spiritualiste.

La démonstration inachevée par l'auteur précédent se poursuit avec M. T. CLARKE SMITH¹, qui montre tout l'intérêt que portent au XIX^e siècle J. Schouler, Mac Master, J. F. Rhodes. Les curiosités se portent vers l'économie, la vie sociale, l'histoire coloniale pénétrée chaque jour de plus d'impartialité. Tandis que les journalistes historiens et les Beard, animent de passion socialiste ou libérale ou de dons littéraires des œuvres qui remuent le grand public, l'histoire religieuse stagne dans le pays des Puritains et des Quakers.

1. T. CLARKE SMITH, *The writing of American history in America from 1884 to 1934*, in *Amer. hist. Rev.*, 1935, 439-449.

IV. — HISTOIRES GÉNÉRALES. — C'est aussi le grand public qui apprécie les histoires générales. Celle de E. PRÉCLIN¹, qui se traduit aujourd'hui en espagnol² a connu un réel succès. Trop courte sur les guerres et les négociations diplomatiques du XVIII^e siècle, elle insiste sur la géographie historique, sur les institutions coloniales sur les opérations militaires des guerres de 1775, de 1812, de 1861, sur la vie économique et sur la civilisation au XIX^e siècle. Il serait souhaitable que la maison Armand Colin pût donner une suite à cet ouvrage et conduire l'histoire américaine jusqu'à nos jours. D'une autre ampleur sont les deux volumes de S. E. MORISON et de H. STEELE COMMAGER³. C'est une refonte de l'ouvrage déjà analysé ici de S. E. Morison, mais conçu suivant un esprit nouveau. Cela dès le premier volume, où les questions intérieures prennent un relief marqué, mais surtout au second qui s'enrichit de développements consacrés aux arts, à l'impérialisme (chapitres XII, XIII), à l'activité des Progressistes (ch. XV), de quatre chapitres sur la guerre, de 35 pages de bibliographie et de 25 cartes nouvelles.

V. — HISTOIRE DIPLOMATIQUE. — L'histoire diplomatique a, ces dernières années, fait l'objet de bonnes mises au point. Celle de SAMUEL FLAGG BEMIS⁴ rajeunit le beau livre d'Albert Bushnell HART, *Foundations of American foreign policy*, dans un esprit de sereine impartialité. L'auteur ne dissimule pas les fautes de son pays : lors des tractations de 1783, lors des négociations préliminaires au traité Webster-Ashburton, quand les deux parties détenaient les cartes, il expose la thèse de l'adversaire, lors des incidents des arbitrages alaskien et colombien. Il dénonce les outrances de la presse Hearst déchainée contre les camps de concentration à Cuba. Bien venues sont les pages relatives à la préparation du traité de Guadalupe Hidalgo, à l'affaire Crampton lors de la guerre de Crimée (XIX), à la préhistoire des rapports nippo-américains (XX), aux abus de la « presse » et du blocus anglais avant 1812.

Quelques banalités sur l'Amérique latine mises à part, et nonobstant des incertitudes de plan, le remarquable livre de

1. E. PRÉCLIN, *Histoire des États-Unis*, Paris, A. Colin, 1938, in-12 de 220 p., 2 cartes.

2. A Barcelone, édition Juventud.

3. S. E. MORISON, H. STEELE COMMAGER, *The growth of the American Republic, 1763-1865 ; 1865-1937*. Oxford, U. Press, 1937, 2 vol. in-8°.

4. SAMUEL FLAGG BEMIS, *A diplomatic history of the United States*. S. I. N. D. (1936), in-8° de xii-881 p., 35 cartes, 18 tables et diagrammes, \$ 4.00.

M. Bemis, si différent par ailleurs de ceux d'A. Debidour et d'E. Bourgeois, est de tout premier plan. Ce sont de grandes perspectives qui se dégagent de celui de M. ALBERT K. WEINBERG¹. Vivant, de lecture assez pesante, plus philosophe qu'analyste des réalités, il s'attache plus aux doctrines des publicistes et des politiciens (H. Cabot Lodge, E. Everett, Albert J. Beveridge, De Bow), qu'aux tendances des majorités parlementaires, et plus à l'exposé des mobiles qui ont conduit successivement les États-Unis à une politique extérieure active qu'à une histoire proprement chronologique. Le droit naturel qui fut revendiqué par Gouverneur Morris et Jefferson, inspire l'*Evening Post*. « De droit, il appartient aux États-Unis de régler le sort futur de l'Amérique... » La prédestination géographique d'un territoire limité d'abord à la Floride, au bassin du Mississippi s'étend aux Rocheuses dès 1820 avec Baylies, au Pacifique dès 1840 avec Frémont, puis successivement au bassin du Saint-Laurent, à Cuba (J. Q. Adams), à l'île de Haïti (Seward, 1859). Cette prédestination (chap. II) comporte (chap. III) l'obligation de mettre en valeur le sol et le sous-sol que ni les Indiens, ni les Mexicains (*United States Review*, 1853) ne se soucient d'exploiter. La primauté des États-Unis dépassant le domaine physique, se fonde sur la qualité de la race anglo-saxonne. Josiah Quincy, John Sullivan, estiment en 1845 qu'étendre les terres de liberté c'est réserver à l'humanité surabondante de 1945, des conditions de vie incomparables (*Morning News*, 1845) : Pour J. Lowell l'occupation du Mexique serait le signal de la régénération de la race et de l'État (chap. VI). Lieber, les journalistes de la *Democratic Review*, les affiliés au groupement de la Jeune Amérique, quelques sénateurs fédéraux en 1859 estiment que faire de Cuba, des Antilles danoises, de l'Alaska, du Canada, de simples satellites de la grande étoile américaine, serait assurer la croissance naturelle de l'État (chap. VIII). Reprise par A. Johnson, par Sumner et Cullom, cette idée revêt un caractère nécessaire à partir de 1895 dans l'esprit de Foster, de Mahan, de Gibson. Mac Kinley pouvait dire : « Les Philippines sont dévolues aux États-Unis, « province » de Dieu, conformément à ses plans et à ses méthodes en vue d'assurer le progrès humain (chap. IX). Faillir à cette tâche serait trahir le devoir imposé au Blanc (X), méconnaître le devoir imposé

1. ALBERT K. WEINBERG, *Manifest destiny*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1935, in-8° de xiii-559 p.

à la grande République d'être le bouclier vivant de ses voisines (chap. XI, XIII) et des nations démocratiques sœurs (XII) contre les agressions des perturbateurs de la paix publique (H. Cabot Lodge, Beveridge).

Le livre de M. Karl Weinberg, si suggestif, demeure inachevé. L'auteur a démonté l'horloge : il ne l'a pas remontée, faute d'avoir montré comment les quinze causes de l'expansion se sont associées au cours des grandes périodes.

Le livre de OSCAR PAULLIN¹ est un simple recueil des textes de 96 traités, reproduits dans la langue originale, traduits en anglais, accompagnés d'une bibliographie. L'insuffisance des commentaires, les lacunes sur la question de l'embargo, la brièveté des extraits reproduits des traités de Paris et d'Amiens qui contraste avec la publication quasi intégrale des traités de subsides, souvent sans intérêt pour les États-Unis, font regretter la qualité bien supérieure des volumes antérieurs consacrés au XVIII^e siècle.

VI. — HISTOIRE CONSTITUTIONNELLE. — Les critiques de l'*American Historical Review*, disent grand bien des deux ouvrages de ANDREW C. MAC LAUGHLIN, *A constitutional history of the United States*², de CONYERS READ, *The Constitution reconsidered*³, recueil de cinq dissertations remarquables, et d'un article très suggestif de M. Mac Ilwain⁴. Ils ne nous sont pas parvenus, non plus que BURTON J. KENDRICK, *Bulwark of the Republic : a biography of the Constitution*⁵. L'article de Mlle S. M. BENOIT⁶ étudie au cours d'un siècle et demi les progrès du pouvoir fédéral. Très vite, l'amitié des colonies d'hier exprimée dans la Déclaration d'Indépendance a fait place à l'alliance militaire des *Articles de Confédération*, limitée à l'article II par la souveraineté des États, par l'absence de juridiction fédérale. Encore fallut-il, pour obtenir la ratification des articles, faire des concessions au Rhode Island, qui encaissait la majeure

1. F. OSCAR PAULLIN, *European treaties bearing on the history of the United States and its dependencies*, t. IV, 1716-1815. Washington, D. C. Carnegie Institute, 1937, in-8° de viii-222 p.

2. N. York, D. Appleton Cy, 1935, in-8° de xi-833 p., \$ 5.00 (*Am. Hist. Rev.*, 1936, 348-351).

3. N. York, Columbia U. Press, 1938, in-8°, xviii-424 p., \$ 3.75.

4. *Am. Hist. Rev.*, 1939, 649-651.

5. Boston, Little, Brown & Cy, 1937, in-8° de xxviii-467 p., \$ 3.50 (*Am. Hist. Rev.*, 1938, 637-638).

6. S. M. BENOIT, *L'évolution du pouvoir fédéral aux États-Unis et les crises constitutionnelles* (*Rev. hist. mod.*, 1939, 1-113).

partie des droits de douane, ainsi qu'à New York et au New Jersey. Quand, grâce au « coup d'État » des conservateurs constructeurs qu'étaient Hamilton et Madison, le nouvel État fut doté d'un pouvoir fédéral véritable, les Fédéralistes durent user de prudence pour le faire accepter. Si, vaincus en 1801, voulant se perpétuer à la Cour Suprême et dans les cours de circuit, ils durent y renoncer lors des lois des 3 février et du 31 mars 1802, le pouvoir fédéral eut la bonne fortune de s'accroître à la fois par l'action du fédéraliste Marshall lors du procès *Marbury-Madison* et des Républicains eux-mêmes lors de l'achat de la Louisiane, puis de la guerre de 1812. Alors Mlle Benoît évoque rapidement les progrès du pouvoir fédéral depuis 1815 : l'adoption du système américain de Clay et l'échec de la nullification (1803-1833), l'évolution de la question de l'esclavage, couronnée par la suspension de l'*habeas corpus* (16 sept. 1862), par l'abolition de toute servitude, surtout par la prétention victorieuse d'imposer arbitrairement à des États, même antérieurs à 1776, les conditions de leur vie politique, fût-ce contrairement à l'avis du pouvoir exécutif. Mlle Benoît montre enfin que « le XIV^e amendement visant l'affaiblissement des pouvoirs des États a apporté « dans le régime du gouvernement fédéral et des gouvernements « d'État non seulement des modifications, mais des changements « fondamentaux puisque désormais l'État fédéral obtient priorité « certaine sur les États » (p. 86). Ce texte capital, attaqué par la Cour Suprême dans les *Slaughter house cases* (1869) et récemment en 1935 et 1937, a permis à Franklin D. Roosevelt de mettre en vigueur les mesures de salut public du *New Deal*. Le clair exposé de Mlle S. Benoît, qui présente et ordonne les faits, s'apparente étroitement à l'ouvrage de M. J. LAMBERT¹. Pour l'auteur, le gouvernement fédéral, encore faible au début du XIX^e siècle, prouva son efficacité en assurant le peuplement, en distribuant les crédits nécessaires aux voies ferrées (surtout de 1880 à 1890), aux routes (particulièrement après 1919), en défendant la liberté du commerce contre les États monopolisateurs (comme la Californie). Dans la plupart des cas, ces résultats furent obtenus par la Cour suprême au moyen du contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois des États et de la Fédération. De 1889 à 1918, la Cour a annulé 790 lois

1. J. LAMBERT, *Histoire constitutionnelle de l'Union américaine*, t. II : « Le triomphe de la nation (I) ; A la recherche d'un gouvernement national : le gouvernement des juges. » Paris, Sirey, 1937, 2 vol. in-8°.

locales et plus de trente lois fédérales : économiques, douanières, monétaires. Une seconde de ses méthodes, le contrôle des « *public utilities* », surtout les chemins de fer, a permis de ramener la législation en matière de services publics et de trusts aux principes des « *common and statute laws* » sans tenir très grand compte de l'*Inter-states Commission Act* (1887) et de la loi Sherman. Les mêmes procédés appliqués aux problèmes ouvriers, mais dans l'esprit autoritaire que Wolker manifesta lors de la grève Pullman, n'ont guère favorisé les syndicats. Riche en aperçus originaux, la synthèse de M. J. Lambert, qui serait digne de toute l'attention d'un Bryce d'un Smellie, ou d'un Boutmy, montre qu'à l'exemple du gouvernement parlementaire anglais devenu le gouvernement de comités hiérarchisés, le gouvernement américain d'aujourd'hui repose sur le prestige de la Cour Suprême, d'ailleurs peu compréhensive des besoins sociaux de la masse.

VII. — LA SOCIÉTÉ. — *Les problèmes ouvriers.* On ne peut guère faire ce reproche à M. Marjolin¹. Son livre révèle un réel talent d'économiste formé aux austères disciplines de la sociologie et de la philosophie. Il étudie successivement la lutte pour l'indépendance économique, le Trade Unionisme, les nouveaux problèmes du travail, le syndicalisme ouvrier et les expériences Roosevelt. Dans la première partie, l'auteur évoque les grèves de 1786, 1791, 1828, 1849, le plan de partage égal des terres de Thomas Skidmore au Congrès de New York d'avril 1829, la fondation, sur le modèle britannique, de syndicats locaux (58 à Philadelphie) et de syndicats d'ouvriers qualifiés. Les deux groupements se fédèrent dans la *National Trades Union* dont les 300.000 adhérents gagnés au fouriérisme par Albert Brisbane et par les pensionnaires de Brook Farm, se dispersent, vers 1840, la prospérité revenue. Seul, un mouvement coopératif persiste chez les Germano-Américains.

Au lendemain de la guerre de Sécession, commence l'ère des syndicats nationaux : la *National Labour Union* de Baltimore (1866), les *Knights of Labor*, qui, primitivement société secrète de tailleurs de Philadelphie, agit au grand jour après la grève de 1877, pour fortifier la solidarité qui doit unir les hommes de toutes les races et de tous les métiers. Concile hétérogène d'ouvriers, les *Knights of Labour* doivent pour retenir leurs 729.000 adhérents, ouvrir des

1. ROBERT MARJOLIN, *L'évolution du syndicalisme. De Washington à Roosevelt*. Paris. Alcan, s. d. (1936), in-8° de 256 p., 25 francs.

coopératives de consommation, organiser les grèves de 1883-1884, préparer une action politique. Mais ils souffraient d'une contradiction interne. Si tous ses membres étaient les adversaires des banquiers et des gros industriels, les « *Knights* » de la classe moyenne ne souhaitaient que se défendre des abus du grand capitalisme, alors que les ouvriers plus ou moins « qualifiés » aspiraient à un syndicalisme autonome. A la première difficulté, les Chevaliers du Travail allaient se disperser. L'*American Federation of Labour* (250.000 adhérents en 1892), allait connaître une autre fortune avec ses Unions locales de métiers et ses Trade Unions de mineurs, de métallurgistes, de cheminots. Insoucieuse de l'hostilité des manœuvres de l'*Independent Workers of the World* et des grands patrons, elle publie (après 1906), les Cahiers des Unions nationales, qui réclament la journée de huit heures, l'abolition de l'« injonction » et de la *sweat shop*. Quand la guerre de 1917 fit de l'*American Federation of Labour* un des éléments de la commission tripartite, les effectifs doublant par l'entrée massive d'ouvriers non qualifiés, Gompers dut soutenir plusieurs grèves et laisser voter la nationalisation des chemins de fer. Il n'en poursuivit pas moins sa collaboration avec certains syndicats d'entreprise, certaines compagnies d'assurances patronales. Politique qui coûta à la Fédération un million d'adhérents (1929), lors du non renouvellement des contrats collectifs, puis quatre cent mille défections au début de la crise. Dès lors, l'aile marchante du monde ouvrier se résigne à imiter tous les partis ouvriers d'Europe et d'Australie, à réclamer de l'État des réformes sociales, à multiplier les grèves. Elle croit arriver au port à l'époque du *New Deal*. Mais la N. I. R. A., fut « une longue suite d'occasions manquées, de compromis douteux, de succès involontaires ». Riche de faits et d'idées, le livre plus sociologique qu'historique de M. Marjolin n'a pas suffisamment distingué les composantes européennes et nationales du syndicalisme américain.

Les journaux. — Dans son numéro de janvier-mai 1939, la *Revue d'Histoire Moderne* (p. 224-240), donne une idée du gros effort fait, ces dernières années, par les historiens américains des journaux et du livre¹.

1. Seize comptes rendus intéressants, signés par M. MARC JARYC signalent particulièrement : LEHMANN-HAUPT (HELLMUT), GRANNIS (RUTH S.), WROTH (LAWRENCE S.), *Das amerikanische Buchwesen, Buchdruck und Buchhandel, Bibliophilie und Bibliothekswesen in den Vereinigten Staaten von den Anfängen bis zur Gegenwart*. Leipzig, Hiersemann, 1937, in-8° de 386 p. (important) ; LEE (ALFRED MAC CLUNG), *The daily newspaper in*

VIII. — LA RELIGION. — A défaut d'ouvrages généraux d'histoire religieuse, dont l'absence a été signalée dans le dernier Bulletin, trois livres paraissent présenter un réel intérêt¹. Ils ne sont pas parvenus à la *Revue*. L'important ouvrage de M. J. Griffin² qui met au premier plan l'action féconde dans les pays du Mississipi des Jésuites et du R. P. de Smedt dans la première moitié du XIX^e siècle a fait l'objet d'un compte rendu dans cette *Revue*³.

Dans un article de la *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 1935, p. 502-531, intitulé *La France et l'établissement de la hiérarchie catholique aux États-Unis. La légende de l'ingérence française*, M. JULES BAINÉE réfute l'accusation portée par le Dr Guilday contre Barbé-Marbois et Talleyrand, il démontre que le gouvernement de Louis XVI ne se prêta pas aux démarches engagées par B. Franklin et par la Congrégation de la Propagande en faveur de la nomination d'un prélat français comme Vicaire apostolique aux États-Unis. Cette question est une de celles que l'auteur de ce Bulletin compte traiter dans l'*Introduction*, qu'il prépare, à l'*histoire des rapports religieux franco-américains des origines à 1914*.

IX. — LA POPULATION DES ÉTATS-UNIS. — Comme l'histoire religieuse, l'histoire démographique américaine paraît quelque peu négligée. Les recensions de l'*American Historical Review* signalent des monographies du type de STELLA H. SUTHERLAND, *Population distribution in colonial America*⁴; de SAMUEL COLE WILLIAMS, *Dawn of Tennessee valley and Tennessee history*⁵; de FERDINAND P. SCHULTZ, *A history of German Memnonites from Russia al*

America. The evolution of a social instrument. N. York, Macmillan, 1934, in-8° de 79 p. (excellent); WILSON LOUIS R., *The geography of reading. A study of the distribution and status of libraries in the United States*. Chicago, University Press, 1938, in-8° de 482 p. (documentation de premier ordre pour la période contemporaine).

1. CARLOS E. CASTAÑEDA, *Our catholic heritage in Texas, 1519-1936*. Austin, 1936-1938, 3 vol. in-8° à \$ 8,95 pièce (essentiel d'après *Am. Hist. Rev.*, 1939, 919-920); WILLIAM WARREN SWEET, *The Presbyterians, 1783-1840: a collection of source materials*. N. York Harper, 1936, in-8° de XII-939 p., \$ 3,50 (*Am. Hist. Rev.*, 1939, 792-793); GILBERT J. GARRAGHAN, *The Jesuits of the Middle United States*. N. York, America Press, 1938, 3 vol. in-8°, \$ 15,00 (ouvrage de base au même titre que les *Relations des Jésuites* d'après *Am. Hist. Rev.*, 1939, 169-170).

2. J. GRIFFIN, *The contribution of Belgium to the Catholic Church in America, 1523-1857*. The Catholic University of America, 1932, in-8° de x-235 p.

3. *Rev. Hist.*, 1935, t. CLXXVI, 560.

4. N. York, Columbia U. Press, 1936, in-8° de XXXII-353 p., \$ 4.50 (excellentes cartes).

5. Johnson City, Watauga Press, 1937, in-8° de XI-495 p., \$ 5.00 utile, long), voir *Am. hist. Rev.*, 1938, 887-888.

*Mountain Lake (Minnesota)*¹; de MELVIN GINGERICH, *The Memnonites in Iowa*².

Deux livres récents, sur les mêmes sujets, seront plus discutés. Celui de MADISON GRANT³, tout raciste, assez précis, mais dépourvu de bibliographie, affirme que l'unité morale américaine, menacée par l'immigration française, scandinave, orientale, syrienne et mongole, ne pourra être maintenue qu'au prix d'un strict contrôle démographique. Il relève plus du domaine de la polémique que de l'histoire⁴. M. Heinz Kloss⁵ a écrit l'histoire des tentatives faites par les Germano-Américains pour s'unir sur le triple terrain social (distractions), religieux et intellectuel (écoles, usage de la langue allemande). Alors qu'il démontre la légitimité de ces aspirations, il fait preuve d'une discrétion regrettable sur le pangermanisme américain d'hier, sur le national-socialisme d'outre-Atlantique des années antérieures à la guerre.

Sur le plan religieux où les Luthériens occupent le premier plan, les protestants de l'époque coloniale se sont groupés autour de Kelpius et de Zinzendorf (1741-1743), qui, champion des Moraves, ne put obtenir l'appui des sectes réformées majeures. Depuis, les efforts iréniques de Justus Falckner, Konrad Maithais, H. Mühlenberg, E. L. Walz n'ont guère connu plus de succès.

Sur le plan pratique, les libéraux allemands, proscrits de 1830, ont fondé des colonies germaniques, ouvert des écoles nationales, réclamé la parité avec les Anglais. Leur effort, tout pratique, couronné par la *Pittsburgh Convention* (1837) s'oppose à celui des Allemands immigrés de 1848-1850, qui, plus radicaux, acceptent l'américanisation quasi totale avec Kapp et Schurz, organisent les fêtes de Schiller et de Humboldt (1859, 1869), animent le *Turnverein*, mais célèbrent la fête de la paix (1871). A la veille de l'entrée en guerre de l'Amérique, les Germano-Américains se groupent dès 1916 et grossissent les effectifs du *Sleubenverein*. De 1931 à 1936 les nazis d'Amérique s'organisent et s'agitent.

Tour à tour, les guides des colons allemands ont eu recours à

1. Minneapolis, 1938, 119 p. in-8°, \$ 1,25.

2. Iowa City, State Hist. Society of Iowa, 1939, in-8° de 419 p. \$ 3,00 (voir *Am. Hist. Rev.*, 1940, 665-667).

3. MADISON GRANT, *Die Eroberung eines Kontinents oder die Verbreitung der Rassen in America*. Berlin, A. Neitzner, s. d. (1933), in-8° de xii-232 p., 1 carte.

4. *Rev. Hist.*, t. CLXXXVI, 1939, 288-289.

5. HEINZ KLOSS, *Um die Einigung des Deutschamerikanertums*. Berlin, Volk und Reich, 1937, in-8° de 328 p.

l'autonomie absolue (Zinzendorf, 1916), à une union en vue d'un but immédiat à atteindre (après 1848), sur un programme minimum à plus longue échéance.

Quand il expose les tentatives d'union des catholiques allemands ou l'action des immigrants de 1830, le Dr Kloss apporte du nouveau, parce qu'il se tient à l'écart des polémiques. Si grande est sa prudence qu'il se garde de définir l'action des nazis américains sur la presse, le cinéma, le théâtre. Le lecteur se prend à regretter cette réserve.

II. — DES ORIGINES A 1825

I. — PÉRIODE COLONIALE. — Sur la préhistoire américaine, le livre de Mlle ELSIE CLEWS PARSONS¹ ne nous est pas parvenu. Celui de FAY COOPER et de ses collaborateurs² expose le résultat des fouilles faites dans le Fulton County, de 1930 à 1932 par l'Université de Chicago. Il vaut par la méthode prudente, plus que par l'importance des découvertes de poteries et d'armes déterrées des *mounds*.

Sur les découvertes faites au XVI^e siècle, sur le territoire aujourd'hui américain, les ouvrages publiés de 1935 à 1940 n'ont pas été adressés à la *Revue*³.

La part prise par les Français à la colonisation du territoire des États-Unis d'aujourd'hui n'a pas attiré les historiens américains et a peine nos historiens français. La plaquette élémentaire et sèche du P. LEJOSNE⁴ n'apprend rien aux spécialistes. Sur l'Empire colonial français d'Amérique, M. GABRIEL-LOUIS JARAY, a écrit un livre riche de faits et d'idées, déjà analysé ailleurs par l'auteur de ces lignes. La sobriété⁵ de l'exposé de l'auteur met d'autant plus en relief la portée de ses jugements favorables à d'Aulnay, au P. Marquette, surtout à Cavelier de la Salle. Les mêmes mérites

1. ELSIE CLEWS PARSONS, *Pueblo Indian religion*. Chicago U. Press, 1939, 2 vol. in-8° (voir *Am. Hist. Rev.*, 1939, 655-656).

2. FAY COOPER, COLE, THORNE DEUEL, *Rediscovering Illinois*. Illinois U. Press, 1937, in-8° de 295 p., 4 cartes, 36 gravures.

3. JOHN BARTLETT BRENNER, *The explorers of North America*. N. York, Macmillan, 1933, in-8° de xv-502 p.; HERBERT INGRAM PRIESTLEY, *Tristan de Luna, conquistador of the Old South...* Glendale, Arthur, 1936, in-8° de 215 p.; PHILIP AINSWORTH MEANS, *The Spanish mainfocus of envy 1492-1700*. N. York, Scribner's Sons, 1935, in-8° de xi-278 p.

4. R. P. LEJOSNE, *Un grand missionnaire : le Père Marquette, découvreur du Mississipi*, s. d., 1936, in-12 de 69 p.

5. GABRIEL LOUIS JARAY, *L'empire français d'Amérique, 1534-1803*. Paris, A. Colin, 1938, in-8° de 376 p. Voir *Rev. Hist. mod.*, 1939, 208-209.

donnent son prix à l'histoire du déclin de l'Empire français, après 1673. Plus qu'une œuvre de sèche érudition, celle de M. Jaray est une synthèse judicieuse et clairvoyante ; les péripéties de notre histoire coloniale de 1940 à 1944 prouveraient la valeur de son diagnostic, n'était la politique francophile de la Grande-Bretagne.

Les deux ouvrages de M. CHARLES M. ANDREWS que nous allons analyser sont de tout premier ordre par la précision de l'analyse, par la justesse des aperçus¹. Le premier est le recueil factice de six conférences des fonds *Stoke* et *Anson G. Phelps*. *Walter Raleigh* et *Roanoke*, héros et cadre de la première n'offrent rien d'inédit. La Virginie des origines, sujet de la seconde, est évoquée avec sobriété, clarté et objectivité. La troisième, consacrée au Massachusetts, taxe les Puritains de dureté et d'éloignement pour les arts, contrairement aux conclusions de M. Samuel Eliot Morison. Les trois derniers exposés évoquent de façon quasi définitive la fondation du Rhode-Island, du Connecticut, du Maryland.

Le second ouvrage de M. Charles M. Andrews, est un monument d'érudition et de patiente analyse. Aux deux chapitres liminaires du premier volume, le décevant bilan des aventuriers découvreurs, préparé l'esprit à comprendre le meilleur succès des quatre types de compagnies de commerce. La *trade guild*, la *semi joint stock company*, la *joint stock*, la *compagnie d'associés* parvinrent à tirer parti des mobiles d'émigration principaux : le désir de diriger vers une terre nouvelle les détenus pour dettes et les irréguliers ; la fringale de terre à cultiver et à posséder ; le besoin d'un asile religieux ; et pour les Églises d'un pays à évangéliser. Les sept chapitres consacrés à la Virginie valent surtout au point de vue économique. Les chapitres X et XI apportent du nouveau sur le curieux monde bermudien original par sa salubrité, par la quasi-absence des Indiens, mais si proche parent de la Nouvelle Angleterre et de la Virginie. Les mêmes qualités assaisonnées de sel anti-puritain animent l'exposé des origines du Massachusetts. Au tome II, les colonies filles de Boston et des puritains : le Rhode-Island, le Connecticut, New-Haven naissent et grandissent en même temps que l'économie agricole américaine, inspirée de l'anglaise, se définit. La fondation

1. CHARLES M. ANDREWS, *The earliest colonial settlements. Their diversities of origin and later characteristics*. N. York, U. Press, 1933, in-8° de v-179 p. ; CHARLES M. ANDREWS, *The colonial period of American history*. Yale U. Press, 1934-1939, 5 vol. in-8°.

et la colonisation du Maryland, des Barbades, des Iles sous le Vent font l'objet de développements neufs quant au fond, évocateurs dans la forme. Au tome III, sept chapitres décrivent les colonies fondées de 1655 à 1682 par les deux Penn : la Jamaïque et la Pennsylvanie. Impartiaux et clairs, de plan sinueux, ils ne laissent pas une conclusion assez nette. Nonobstant l'incertitude de la politique coloniale du « Protecteur », la Jamaïque demeura anglaise parce que l'Espagne épuisée ne sut reconquérir une colonie mal défendue. Sous Charles II, l'expansion coloniale dut son succès à la politique mercantile, à l'anti-hispanisme, mais aussi à la rivalité de deux groupes coloniaux. Les négociants londoniens se portèrent vers Tanger, vers Bombay, vers la Jamaïque. Les amis du duc d'York avaient des intérêts aux Bahamas, aux Jerseys, plus tard en Pennsylvanie, toujours sur le golfe de Guinée. Radicalement hostiles, les deux factions concurent une entreprise commune : la conquête de la Nouvelle-Hollande. Dans son exposé, l'auteur qui ne montre pas que la monarchie se devait de réprimer la contrebande intensive pratiquée de concert entre le Massachusetts et les trafiquants hollandais, tire bon parti de la lettre de Nicol à Stuyvesant du 25 août 1664, mais rejette la date trop ancienne de l'occupation de la Nouvelle-Hollande septentrionale donnée par Miss Green (*Walloon founding*). D'accord pour la guerre de 1664, les deux groupes coloniaux se heurtèrent dans les Jerseys et en Pennsylvanie. Chez les uns et les autres mûrissent les idées coloniales de l'*Oceana* d'Harrington¹.

La Nouvelle-Angleterre au XVII^e siècle semble avoir peu attiré les chercheurs. Dans *The puritan pronaos*² l'infatigable Mr. S. E. MORISON, reprenant le thème de ses *Builders of the Bay Colony*, montre que si les Puritains condamnèrent le théâtre et la musique d'église, ils goûtèrent le jeu des instruments dans les réunions profanes. Au cours d'un « curriculum » de sept ans défini par le pédagogue Cheever, les élèves des écoles de grammaire subventionnées traduisent les *Colloques* d'Érasme, les *Métamorphoses* d'Ovide, le *De Officiis*, l'*Énéide*, et en grec, Homère, Hésiode, Isocrate. Adultes cultivés, ils se nourrissent de la Bible, des ouvrages de controverse imprimés sur place ou à Londres, vendus par Hezekiah Usher & Harris aux particuliers. Thomas Jenner dispose de

1. Le t. IV : *England's commercial and colonial policy*, 1938, in-8° de xi-477 p. n'est pas parvenu à la Revue.

2. S. E. MORISON, *The Puritan pronaos. Studies in the intellectual life of New England in the XVIIth century*. N. York U. Press, 1936, in-8° de vii-281 p.

250 volumes, Increase Mather de 675, Cotton Mather de 3.000, John Winthrop *junior* de 10.000. La bibliothèque municipale de Boston s'enrichit de legs alors que le fonds d'Harvard en 1723, compte 2.100 ouvrages religieux, 500 d'histoire, 250 de philosophie. Tandis que l'historien Nathaniel Morton est sec et médiocre, ses émules : Miss Rowlandson (1682), Cotton Mather sont alertes, vivants. Le dernier, chasseur de sorciers en sa jeunesse, en vient à les considérer comme de simples malades. Il est de ces puritains en voie d'émancipation qui se multiplient à la fin du XVII^e siècle. Non sans avoir persécuté les dissidents, surtout les Quakers. C'est à leurs souffrances que M. P. BRODIN consacre un beau livre¹. Les puritains, profondément intolérants, frappent les Quakers de lois progressives (14 octobre 1657, 19 mai et 19 octobre 1658), aux sanctions proportionnelles au nombre d'offenses. Au Massachusetts intense fut une persécution (1665, 1677-1681) qui, par le fait du roi fut due aux outrances de la théologie de Fox et aux extravagances sociales de ses sectateurs. A Plymouth, au Connecticut, en Rhode-Island, la persécution vite essoufflée n'empêcha ni le succès de la controverse entre Fox et Williams, ni la constitution des « meetings » où les Amis se distinguèrent par une profonde activité mystique. A New-York, pays cosmopolite et de dissidence : la tolérance semblait s'imposer. Elle se brisa contre l'intolérance du clergé, contre le dessein de l'alliance avec la Nouvelle-Angleterre. Dans le Sud, la tolérance chemine. Elle est relative au Maryland, tardive en Virginie (1687) et en Caroline du Nord (1688-1690) grâce à William Edmundson, puis quand de 1694 à 1699, des Amis gouvernèrent la colonie. Alors Penn venait d'ouvrir un refuge à ses coreligionnaires et de pratiquer avec les Indiens une politique de bon voisinage².

Précise, nonobstant quelques erreurs de dates, la thèse principale de M. Brodin illustre les scrupules légalistes des puritains persécuteurs et leur acclimatation sur le sol américain. Après Mr. Bonamy Dobrée³, Mr. WILLIAM I. HULL⁴ s'attache au jugement de la postérité

1. P. BRODIN, *Les Quakers, en Amérique à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle*. Saint-Amand, Bedu, in-8° de 394 p.

2. MEJOERS WILLIAM PENN, *His own account of Delaware Indians*. Moylan, 1937, in-8° de 107 p., ne nous est pas parvenu.

3. BONAMY DOBRÉE, *William Penn, quaker and pioneer*. Londres, s. d. (1936), in-8° de XII-428 p., 18 s. (*Rev. Hist.*, t. CLXXVIII, 104).

4. WILLIAM I. HULL, *Eight first biographies of Wm. Penn. Monographs on Quaker history*. Swarthmore College, 1936, in-8° de XVIII-136 p.

sur le fondateur de la Pennsylvanie. Il analyse et caractérise ses huit premiers biographes qui écrivirent en anglais, en néerlandais, en latin, en allemand, en français, en espagnol et en italien. La vie due à l'Anglais Besse (1726), très incomplète, ne mentionne qu'un cinquième des œuvres du grand Quaker. C'est en termes attendrissants et romancés que le Yankee Weems évoque la carrière pacifiste de Penn. Néerlandais d'ascendance anglaise, William Sewell, qui a utilisé la documentation fournie par Josiah Cole et Stephans Crisp, néglige, à la fois les années de jeunesse et d'Amérique, tandis que Gérard Kroes en un latin sans élégance, fait (1695), l'apologie de sa politique loyaliste Stuart, de son irénisme, de la paix quaker. Dépassant en portée les six biographies allemandes, publiées de 1696 à 1842, le livre du Français Guillaume Marsillac (1791) s'abandonne à toutes les illusions du siècle des lumières et du « bon sauvage ». Les ouvrages : espagnol de Purdie (1858) et italien de Mascorro (1884), plus tardifs, peu originaux, trahissent l'indifférence vouée dans les pays méditerranéens et en Amérique du Sud, à l'homme d'élite qui essaya d'établir la confiance entre les Blancs et les peuples de couleur. L'intérêt du beau livre de M. Hull est celui d'une biographie critique vivante, enregistreuse des indices de réfraction nationale du grand Penn. C'est un de ses frères spirituels qu'évoque Mr. GEORGE S. BROOKES¹. Son héros est le fils d'un Picard huguenot, réfugié à Philadelphie. Lui-même (1713-1784), jeune homme modèle, maître d'école d'une incomparable douceur, allait devenir le bienfaiteur des malheureux. Aux Acadiens déportés à Philadelphie (1755-1760) le fils de Saint-Quentinois qu'il était, procura des fonds, puis du travail dans une galocherie. Protecteur des Indiens de Pennsylvanie (1755-1760) et des esclaves noirs qu'il eût voulu fixer, libérer et civiliser dans des réserves de l'Ouest américain, champion de la paix entre les peuples, mais francophile toujours, il apparaît le quaker modèle. Cela au fil d'une correspondance un peu verbeuse (cent-huit lettres éditées de 1751 à 1801), dont M. Brooks, eût pu, sans inconvénient, ne reproduire que des extraits.

New-York et sa région ont fait l'objet de trois travaux, deux recueils de documents et une monographie. M. RICHARD B. MORRIS, diligent éditeur des actes de la cour de New-York², montre que ce

1. GEORGE S. BROOKES, *Friend Anthony Benezet*. Londres, Milford, in-8° de xiii-516 p., 9 illustrations.

2. RICHARD B. MORRIS, *Select cases of the Mayor's court of New York City, 1674-1784*. Washington. *The Am. hist. assoc.*, in-8° de vii-777 p.

tribunal, constitué sur le modèle du Collège des Dix-Neuf à Amsterdam, rendant alors ses sentences en néerlandais, s'anglicisa à partir de 1673, au point de devenir une réplique d'un tribunal de *borough* et une transposition coloniale de la cour de la *Cité* de Londres. Ses règles de procédure furent codifiées en 1701, et, dès 1731, le quasi-monopole d'intervention était dévolu à sept « *allorneys* ». Les trois cent trente-huit procès analysés par M. MORRIS : l'un d'eux eut pour héros le célèbre Rutgers, — fournissent d'excellents renseignements sur l'économie et la société new-yorkaises, sur la police des mœurs, les statuts respectifs des apprentis et de la femme commerçante, d'ailleurs moins libéraux qu'à Londres. Le lecteur français, peu au fait de la législation coloniale, regrette que les trésors d'information, libéralement ouverts par l'auteur, soient rendus inaccessibles par une phraséologie souvent hermétique. Plus clair est le recueil analogue de Mlle DOROTHY TOWLE¹, d'où comme le dit M. Julius Gœbel Jr. « l'étudiant ès commerce colonial peut déterrer un grand nombre de détails sur la nature des cargaisons transportées : le nombre des esclaves noirs, de quartauts de sucre, la quantité de rhum et de mélasse, ainsi que sur la contrebande toujours poursuivie et sans cesse renaissante ». La belle introduction donnée par M. Charles M. Andrews, peut-être quelque peu prématurée, n'emportera pas l'adhésion de tous, surtout quand l'éminent historien affirme la juridiction limitée et la légalité discutée des cours de vice-amirauté. En tout état de cause, les jugements de Mlle Towle et de Charles Andrews, doivent être confrontés avec les conclusions de Mlle ELLEN J. CRUMP². Elles ont été appréciées ici même³.

Le Maryland est à l'honneur dans ce Bulletin, avec quatre ouvrages de caractères différents : juridique, anecdotique, économique, diplomatique, MM. CARROLL E. BOND, RICHARD B. MORRIS⁴ ont édité un recueil des débats de la Cour d'appel marylandaise, avec un grand soin rendu en partie inutile par l'absence de notes et par un jargon technique difficile à comprendre.

1. DOROTHY S. TOWLE, *Records of the Vice Admiralty Court of Rhode Island (1716-1752)*, t. III. Washington, *Am. Hist. Assoc.*, 1936, in-8° de 595 p., \$ 7,00.

2. ELLEN J. CRUMP, *Colonial admiralty in the seventeenth century*. London, Longmans Green, 1931, in-8° de xi-200 p.

3. *Rev. Hist.*, t. CLXXIX, 161.

4. CARROLL T. BOND, RICHARD B. MORRIS, *Proceedings of the Maryland court of Appeals, 1695-1729*. Washington, *Am. Hist. Ass.*, in-8° de li-673 p.

Au contraire, le livre fleuve de Mr. RAPHAËL SEMMES¹ est, dans ses trente-trois chapitres, sinon dans ses quinze appendices, de lecture agréable et facile. Tout en menues touches, il est tissé d'anecdotes vivantes, empruntées aux Archives du Maryland, aux *Calvert Papers*, aux journaux de *Cyprian Thorowgood*, de *H. Fleet*, de *Jaspar Dankers*. Mais la méthode ne paraît pas plus sûre que la biographie n'est critique. Tour à tour, sont évoqués sur un canevas coloré d'histoire militaire, l'évolution de la marine (II-IV, VI-VII), de la vie indienne (XIII, XVIII-XXIV). Après une bonne description du rôle respectif nautique et tactique des pinasses, des chaloupes (*pinnaces, shallops*), des sloops, l'auteur définit le rôle des chefs politiques, militaires et des aventuriers : instruments du gouverneur comme Thomas Cornwallis ou partisans et chefs de bandes comme Claiborne de Kent Island, comme Thomas Smith ou John Boteler. De valeureux officiers subalternes, du type de l'Écosais Beale, encadrent les *rangers* de comté qui occupent les forts palissadés (Kent, Garrett, Saint-Clement's Island). Leurs « troupes » de vingt hommes soldés au taux de trois cents (fantassins) ou de six cents livres (cavaliers) de tabac par mois se servent de deux modèles d'armes. Leurs *matchlocks* qui tirent à cinquante pas, mais sont dépourvus de hausse, ne l'emportent guère sur les flèches. Les fusils à silex ne se généraliseront que pendant la guerre du roi Philippe. Approvisionnés par les magasins de Mattapany, de Saint-Mary, d'Annapolis (chap. XI), ceux des comtés fournissent la poudre. Les milices combattent les Indiens dont Searbugh et Joan Pott souhaitent l'extermination, mais que veulent convertir les deux PP. jésuites André White et Altham. Plus prisés que ces interprètes spirituels, des interprètes temporels, les Young et les Coursey, s'ingénient à Albany (1677 et 1682), à gagner les Cinq Nations à la paix, ou la colonie de New-York, à l'action contre les Français. Les Algonquins de Powhattan, les Piscattaways, les Susquehannocks, irrités de la saisie de leurs terrains de parcours, hésitent entre la soumission aux Anglais et la fuite devant les Virginiens (Susquehannocks) et devant les Iroquois (Piscattaways). M. Semmes, qui intéresse et fait réfléchir le lecteur, eût pu aisément abrégé son récit de faits divers et de détails inutiles. C'est au Maryland, producteur de tabac, que s'intéresse M. VERTRIES

1. RAPHAËL SEMMES, *Captains and early mariners of early Maryland*. Baltimore. The Johns Hopkins Press, in-8° de 856 chapitres.

J. WYCHKOFF¹. Originaire de Tobago, acclimaté en 1565 dans l'île de Grande-Bretagne, puis en Virginie le tabac fournit au Maryland 1/13 de la récolte totale. La surproduction de 1657 est suivie des crises accidentelles de 1663-1666, sanctionnées par l'abandon plus édicté qu'obéi de la culture en 1667. Au cours des neuf décades de prospérité qui suivirent, les autorités voulurent maintenir la qualité des feuilles ; tantôt par la limitation du rendement (1728), tantôt par l'interdiction d'exporter les produits médiocres (idée de Calvert en 1726), tantôt par l'obligation de mettre en culture une surface donnée de terres fraîches (1747). Si le commerce du tabac s'est normalisé en ce qui concerne les poids livrés, la sélection des variétés, les méthodes de culture n'ont point fait de progrès. Telle est la leçon du livre gris de Mr. Wychkoff, qui a dépouillé avec diligence des sources locales. C'est aussi grâce au tabac, selon Mlle KATHRYN SULLIVAN, que le Maryland entra avec la France en rapports suivis². Acheteuse des précieuses feuilles, mais concurrente des négociants marylandais par la *Ferme générale*, la France catholique de l'Ancien Régime et les coureurs des bois de la « Belle Rivière » n'éprouvaient aucune sympathie particulière à l'égard de l'ancien refuge « papiste » de lord Baltimore. La situation changea quand les Français importèrent plus de tabac américain, quand le corps expéditionnaire débarqué aux États-Unis échangea la farine qui lui manquait contre de l'or qui faisait défaut aux « *insurgents* ». Gêné au lendemain de la mauvaise récolte de 1779, le commerce reprit en 1780 pour s'étendre pendant l'occupation du pays par un contingent français et grâce à l'habileté de Lee. La guerre finie, les « *hogsheads* » de tabac en feuilles, reprirent le chemin de Bristol (Pourquoi ?). L'érection d'un évêché catholique laissa quelques arrière-pensées. La lune de miel franco-marylandaise avait duré l'espace d'un matin.

Les Carolines, n'ont point donné lieu à une étude de la valeur de celle de Mr. Verner Crane, mais seulement aux deux monographies mineures de Mr. SAINT-JULIEN RAVENEL CHILDS, et de Mr. W. P. CAMMING. La première³ qui relève de l'histoire médicale

1. VERTRES J. WYCHKOFF, *Tobacco regulation in colonial Maryland*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1936, in-8° de 228 p., \$ 2,25.

2. Mlle KATHRYN SULLIVAN, *Maryland and France*. Philadelphie, U. Press, 1936, in-8° de XI-195 p.

3. SAINT-JULIEN RAVENEL CHILDS, *Malaria and colonization in the Carolina low country*, 1526-1696. Baltimore, The Johns Hopkins Press., in-8° de 292 p.

du XVI^e au XVIII^e siècle, discute la thèse de Finlay suivant laquelle la malaria, devenue endémique dans les sols rizicoles de Caroline, aurait décimé les Indiens venus des Antilles. Une analyse minutieuse et quelque peu lassante, prouve que de 1526 à 1580, la malaria n'eut aucune prise permanente sur les Espagnols et sur les Indiens de Floride. Au XVII^e siècle, les colons originaires des pays non malarieux de Barbade, d'Antigua, des Bermudes, les Nègres et les Indiens furent aussi réfractaires à la maladie jusqu'en 1620. Elle devint alors endémique. Le lecteur regrette de ne pas savoir pourquoi, mais sait gré à M. Childs, d'avoir tiré bon parti de sources locales et de monographies médicales, qui lui ont permis, en détruisant une légende tenace, d'apporter une utile contribution à l'écologie des pays tropicaux.

L'article de Mr. W. P. Camming¹ révèle l'établissement aux bouches du Roanoke de colons anglais, qui, dès 1657, étaient soumis au gouverneur Batts.

La Géorgie du XVIII^e siècle, fait l'objet du livre de Mr. JOHN TATE LANNING². Si sa bibliographie est peu critique, s'il fait d'Oglethorpe moins un philanthrope qu'un Don Quichotte anglo-saxon, il a le mérite de ne pas surestimer l'importance de la lutte anglo-espagnole pour la possession de la colonie. Ces caractéristiques se retrouvent dans le livre d'AMOS ASCHBACH ETTINGER, biographe d'Oglethorpe. A la différence de M. Leslie Church qui a écrémé plus qu'étudié le *Journal of Egmont*, l'auteur a tiré grand parti de cette source importante et d'autres documents inédits³. Seulement six chapitres évoquent sa vie américaine, intermède entre sa jeunesse d'officier du Prince Eugène, de jacobite militant et sa vieillesse d'oublié. Rallié du bout des lèvres au roi George, et député d'Haslemere, emprisonné pour meurtre, en fuite, puis amnistié, il sentit s'éveiller en lui une sympathie profonde pour ses anciens compagnons de geôle. Il la manifesta en devenant *Trustee* de la Société de Géorgie, y accompagna les colons à Savannah (1736) et sut concilier les intérêts de la colonisation pénale, de l'anglicanisme au temps de J. Wesley et de la défense de la frontière contre les Espagnols. Revenu en Angleterre et major général, il laissa fuir

1. W. P. CAMMING, *The earliest settlement in Carolina*. *Am. Hist. Rev.*, 1939, 82-89.

2. JOHN TATE LANNING, *The diplomatic history of Georgia : a study of the epoch of Jenkin's Ear*. Chapel Hill, 1935, in-8° de x-275 p.

3. AMOS ASCHBACH ETTINGER, *James Edward Oglethorpe*. Oxford, U. Press, in-8° de xi-348 p., 15 s.

le Prétendant pendant la campagne de 1745. Il vécut dans la retraite, auprès de Wilberforce et de Samuel Johnson, plaidant les causes de l'Amérique, de l'armée nationale, de l'empire colonial mais condamnant les abus de l'« exclusif » et de la « presse ». L'apologie documentée de M. Ettinger qui tourne parfois au panégyrique et lie mal l'activité d'Oglethorpe à la philosophie du temps, reste plus vivante que l'ouvrage de M. Leslie Church.

C'est un quart de siècle d'histoire géorgienne qui revit dans la monographie de JOHN PITTS CORRY¹. Le traité anglo-espagnol de 1670, qui avait réservé à l'Espagne le pays situé au sud de Charleston, fut rendu vain par les trois expéditions anglaises armées de 1680, de 1691, de 1702. L'alliance creek laissa la victoire finale aux habits rouges. Finalement, le *Georgian Act* de 1735, adouci par l'arbitrage du *Board of Trade* (1^{er} sept. 1936) atténua, en faveur des Géorgiens, le monopole carolinien des transactions avec les Indiens. L'ouvrage de M. CORRY est généralement plus clair que pénétrant.

A l'inverse du Bulletin précédent, le présent *Bulletin* n'est pas en mesure de mentionner d'étude d'institutions de la valeur de celle de Mr. Leonard Woods Labaree². Dans une recension de l'*American Historical Review*, M. Richard B. Morris, juge excellent le livre de ERNEST S. GRIFFITH, *History of American government. The colonial period*. Six volumes du *Calendar of State Papers. America and West Indies (1724-1732)*³, enrichis d'introductions de M. M. CECIL HEADLAM (1724-1730), avec la collaboration de M. ARTHUR PERCIVAL NEWTON, offrent une sorte d'instantané colonial américain, au temps de la fin du règne de George I, et du début de celui de George II. Les documents caractéristiques évoquent au Massachusetts les conflits entre le législatif et le gouverneur (1724-1725), les tracasseries dirigées contre les presbytériens irlandais (1726), le renvoi du gouverneur Burnet (1727). Un autre point névralgique est la question acadienne, avec les rivalités entre les pêcheurs de Canso, avec les troubles fomentés par les Français et les Indiens (1724-1725, XL-XLV ; 1727, XXVI et suiv. ; 1730, XXXII-XXXIV). Les autres colonies comptent moins, sauf la Virginie (1728-1729, XXXIII-XXXVI), troublée par

1. JOHN PITTS CORRY, *Indian affairs in Georgia, 1732-1756*. Philadelphia U. Press, 1936, in-8° de 197 p.

2. *Rev. Hist.*, t. CLXXIV, 287.

3. *Calendar of State Papers. America and West Indies, 1724-1725 ; 1726-1727 ; 1728 ; 1729 ; 1730 ; 1731 ; 1732*. Londres, His Majesty Stationery office, 1936-1939, t. I-IV.

quelques difficultés religieuses et par la quasi-disparition des Indiens (1730, XL). Les derniers volumes ajoutent beaucoup d'inédit à l'histoire carolinienne et géorgienne, en même temps qu'ils éclairent les origines du « conflit dormant » de frontière avec l'Espagne et la France (1728-1731), les progrès des appels des sentences des cours d'amirauté en cour de Londres (1726-1727), les modalités de l'activité économique du *Board of Trade*. Si intéressants que soient les documents publiés et les introductions écrites par Mr. Cecil Headlam, ils gagneraient : les premiers à être mieux annotés, les seconds à être plus systématiques. La collection publiée par Mr. A. E. STAMP, du *Journal of the Commissioners for Trade and Plantations*¹, a été conduite de 1756 à 1782 au cours de la dernière décade. L'absence de toute introduction et de notes, diminue l'utilisation d'une publication qui fourmille de détails inconnus sur le Canada, sur les pêcheries du Labrador (III, 341-343), sur les tribunaux et les négociants canadiens (III et IV *passim*), sur la distribution des terres de l'île Saint-Jean. Tour à tour, les colonies les plus diverses (Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, le Sénégal, la côte de Guinée, les Antilles), retiennent l'attention de Commissaires avisés, consciencieux et qui consentent à réformer leur organisation (t. II, 89-91). Les treize colonies donnent lieu à de nombreuses remarques de caractère économique (élève du ver à soie en Virginie, culture de l'indigo) et monétaires (papier-monnaie en Virginie, III, 29, à New-York, III, 167). Souvent sont évoquées les querelles de clocher qui agitent la Géorgie et la Pennsylvanie (t. II, *passim*) alors que les textes sont d'une discrétion remarquable sur les débuts du conflit anglo-américain. En bref, les six volumes du *Journal des Commissaires* constituent une source quasi inépuisable de renseignements. Le recueil de M. LEO FRANCIS STOCK², qui analyse les débats parlementaires du royaume de Grande-Bretagne présente un triple intérêt pour la période walpolienne. Les *Acts* votés envoient outre-Océan des soldats occuper les forts élevés sur la frontière et tentent de fixer le statut des fonctionnaires nommés en Amérique. Sous la pression des négociants, les Communes s'emploient à tirer le maximum de l'*asiento*, à déconsidérer les gardes-côtes espagnols, à s'établir sur la côte de Campêche. Plusieurs textes enregistrent

1. *Journal of the Commissioners for Trade and Plantations*, 1759-1763 ; 1764-1767 ; 1768-1775 ; 1776-mai 1782.

2. LEO FRANCIS STOCK, *Proceedings and debates of British parlements respecting North America*, 1728-1739, t. IV. Washington, Carnegie Institution, in-8° de xv-388 p.

tacitement l'impopularité du *Molasses Act* entretenue par les cinquante distilleries bostoniennes productrices d'un rhum qu'elles vendent aux Indiens à 25 % de moins que le cognac. Les métallurgistes anglais s'inquiètent des ventes croissantes de fer colonial. Au cours de ces débats, J. Barnard se fait le champion des droits économiques des colons, alors que Walpole reste mercantiliste, et que Pulteney et J. Howe évoluent vers l'impérialisme.

C'est la première fêlure qui s'élargira jusqu'à la séparation. C'est la décade suivante qu'évoque M. LAURENCE HENRY GIPSON dans les trois volumes qui constituent un Tableau de l'empire britannique en 1750¹. Seuls les deux derniers intéressent le sud (II), le nord des treize colonies (III). Les critiques ont fait à l'auteur le grief d'avoir choisi un observatoire chronologique moins significatif que celui de 1763. Si l'objection n'est pas irréfutable, il est certain que l'absence d'une bibliographie générale se fait sentir, que les développements trop statiques s'alimentent à des sources d'inégale qualité. Du moins, M. Gipson met-il en relief la vitalité de ce peuple américain, très agressif à l'égard des gouverneurs autoritaires, des sectes religieuses conquérantes, mais qui se résigne parfois à la tolérance et se passionne pour les problèmes économiques. Il s'agit déjà de savoir si le *Board of Trade*, aidera les colonies à sucre, à éliminer la concurrence des Antilles françaises ou si, auxiliaire des contrebandiers de Newport et de la Nouvelle-Angleterre, il favorisera l'impérialisme vers le Canada. Du moins une chose est-elle sûre, l'imminence d'une phase nouvelle de la rivalité anglo-française.

* * *

II. — LA RIVALITÉ ANGLO-FRANÇAISE. — Les conditions économiques en sont évoquées aux deux premiers chapitres du beau livre de G. P. DE T. GLAZEBROOK². Il révèle (rapport de John Robson au Comité parlementaire des Communes, en 1749), que les Indiens vendent les petites fourrures de valeur aux Français venus de Québec ou de Montréal, alors qu'ils cèdent les fourrures lourdes et les peaux de castor à la Compagnie de la baie d'Hudson. Les

1. LAURENCE HENRY GIPSON, *The British Empire before the American Revolution Provincial characteristics and sectional tendencies in the era preceding the American Revolution*. Caldwell, Idaho, 1936, 3 vol. in-8°.

2. G. P. DE T. GLAZEBROOK, *A history of transportation in Canada*. Toronto, The Ryerson Press, 1938, in-8° de xxv-475 p.

coureurs des bois vendent plus cher le cognac et les marchandises aux indigènes qu'ils visitent à domicile alors que les trafiquants anglais offrent le rhum et des objets à plus bas prix, mais à leur poste ou à leur fort. L'avantage fût peut-être resté à nos compatriotes, si les facteurs de la Compagnie d'Hudson, n'avaient, de York-Fort, atteint à l'intérieur des postes et des confluent, plus difficilement accessibles aux Français par de longs portages.

La guerre de Sept Ans, qui fut ainsi rendue inévitable, par de telles rivalités, n'a guère inspiré les historiens, Mr. T. CALVIN PEASE¹, expose l'évolution des conflits anglo-français sur les frontières communes au Canada, à la Louisiane et aux treize colonies. Au cours de son exposé en seize chapitres et qui est plus documenté qu'original, il scande le rythme de la rupture anglo-française de 1752 à 1756. Commencée par une négociation, toute en finesses, où les Français de la commission des limites étaient plus au fait que leurs adversaires (avril-mai 1752), elle parut s'éloigner jusqu'à l'été de 1753 par un temps d'arrêt. Il prit fin, par une offensive anglaise, marquée par le manifeste d'Halifax (15 août 1753), par un projet de construction d'une ligne de forts de Crown Point à Mobile : riposte aux blockhaus français que les Canadiens de Montréal n'appréciaient guère (printemps 1754). Les négociants militent alors en faveur de l'union coloniale pendant que le parti français succombe en Espagne. La négociation sans espoir de 1755 engendre la guerre. Les débuts du conflit armé sont exposés par Mr. STANLEY MAC CRORY PARGELLIS².

Après un tableau de la situation militaire aux 13 colonies en 1755, où est mis en relief le rôle de Shirley, l'auteur attaque son sujet : la biographie de lord Loudoun, Écossais du clan Campbell. Arrivé en juillet 1755 à Albany, il y gagne Winslow à quelques-unes de ses exigences : soumettre au *Muliny Act*, les 7.000 hommes levés par Shirley, assimiler les *field officers* coloniaux aux *senior captains* réguliers. La lutte contre les déserteurs réussit alors qu'un nouvel effort de recrutement se poursuit par l'incorporation d'*indentured servants* gagnés par les capitaines recruteurs, qui reçoivent de £ 1 à £ 3 10 s. par homme. Le succès de l'œuvre administrative

1. T. CALVIN PEASE, *Anglo-french boundary disputes in the West, 1749-1763*. Springfield, Illinois, s. d., in-8° de CLXXI-607 p.

2. STANLEY MAC CRORY PARGELLIS, *Lord Loudoun in North America*. New Haven, Yale U. Press, 1935, in-8° de vii-399 p.

de Loudoun rendra possible celui que remporteront Wolfe et ses émules. Succès partiel acheté au prix de trois échecs : à Oswego ce qui permet de renvoyer Shirley en Angleterre ; auprès des Assemblées coloniales qui refusent 6.000 nouvelles recrues ; à Louisbourg et au fort William Henry. Cette fois, la mesure est comble. Pitt se hâte de se débarrasser de Loudoun, créature de Cumberland. Le livre de M. Pargellis, bien documenté par des manuscrits inédits, rend hommage au talent administratif de Loudoun, ainsi qu'à ses idées tactiques. Au risque d'idéaliser quelque peu le personnage et de ne point se prononcer sur la réputation de touche-à-tout que Franklin fit à lord Loudoun. C'est dans le camp des adversaires que nous font passer Mlle HUDNUT et les frères HAYES BAKER¹. Ils évoquent l'odyssée de 942 Acadiens, victimes du *Grand Dérangement*, et qui arrivèrent à Charleston du 3 décembre 1755 au 6 janvier 1756. Inquiet de l'afflux de catholiques francophiles, le gouverneur Glen, d'abord hostile, obtint de l'Assemblée les secours nécessaires à ces hôtes indésirables. La variole fit 109 victimes, les survivants furent bientôt (loi du 6 juillet 1756), réduits à l'état d'*indentured servants* (1/5 à Charleston, 4/5 dans la colonie). Statut qui leur plut si peu, qu'avec le produit d'une souscription publique, ils quittèrent la Caroline du Sud, certains pour le Port Saint-Nicolas à Haïti. De plus nombreux frères de misère, évoqués par Mr. ERNEST MARTIN¹ avaient tenté de s'établir en France dans les brandes du Poitou, sur les terres du comte Pérusse d'Escars. L'hostilité jalouse des Poitevins, nourrie par les pamphlets d'un Cordelier de Châtellerault, ruina le projet. Les Acadiens quittèrent les concessions qui leur avaient été attribuées et au nombre de 1.434 se réfugièrent à Nantes. Douze cent-quarante et un réembarquèrent pour la Louisiane (15 mai 1778), où ils retrouvèrent trois mille compatriotes fuyards des Carolines et de Géorgie. Ils se sont établis depuis le long des bayous et y ont fait souche. De leurs 500.000 descendants, 130.000 gravitent autour de Baton-Rouge, 65.000 et 300.000 au voisinage des bayous Lafourche et Tèche. Les Acadiens résidents en Acadie ne sont plus aujourd'hui que 70.000. Ils y sont rentrés dans les circonstances

1. Mlle RUTH ALLISON HUDNUT, HAYES BAKER BROTHERS, *Acadian transients in South Carolina* dans *Am. Hist. Rev.*, 1938, p. 500-518.

1. ERNEST-MARTIN, *Les exilés acadiens en France au XVIII^e siècle et leur établissement en Poitou*. Paris, Hachette, 1936, in-8° de 335 p., 2 hors-texte.

expliquées par Mr. JOHN BARTLETT BREBNER¹. Au lendemain du *Grand Dérangement*, certains colons de Nouvelle-Angleterre, dans l'impossibilité légale de déborder les Alleghanys, avaient cru pouvoir (proclamation du 11 janvier 1759) se réserver en Nouvelle-Écosse des lots de 100 acres pour 2.250 familles et groupés en *farming towns*. Mais quand les grandes marées eurent rompu les digues de la baie de Fundy, seuls les Acadiens s'avérèrent en mesure de les réparer. Plus d'un millier sortirent de leurs cachettes et, leur travail accompli, vécurent de façon précaire dans leur propre pays, jusqu'à la prestation du serment d'allégeance. L'immigration britannique reprit : en 1765, 3.100 habitants se partageaient 540.000 acres. Jusqu'en 1774, la Nouvelle-Écosse est une colonie de la Nouvelle-Angleterre. Dans les deux pays, maisons, écoles et tavernes présentent un air de famille, tandis que le commerce des fourrures et du poisson y revêt la même importance. Jared Eliot acclimate dans l'Acadie d'hier les nouveautés agricoles. Des Barres y prépare la réfection des piètres pistes. La capitale Halifax s'orne de la basilique Saint-Paul, réplique de Saint-Mary-le-Bone. Au temps de la guerre d'Indépendance l'élite prend parti : John Day pour la métropole, les autres pour les *insurgents*, tandis que la population qui tint à conserver la neutralité fit sans scrupule de grosses affaires avec les deux belligérants. Plus intéressant et documenté que toujours clair, le livre révèle l'existence d'une zone pionnière septentrionale, ainsi qu'un aspect inattendu du matérialisme historique à une époque et dans une région où s'opposaient brutalement deux idéologies adverses.

C'est au contraire, aux pays alléghaniens et transalléghaniens que s'intéresse M. SHAW LIVERMORE, historien des compagnies foncières² américaines de 1780 à 1850. C'est-à-dire au cours de la transformation qui a converti la *chartered Company* pourvue de privilèges fonciers et judiciaires (1694, 1727), puis financiers (1753) en corporation moderne. Tandis que la *Frankfurter Company* de Pastorius (1683-1700) et l'*Equivalent Land Company* ont des chartes du type primitif, des sociétés financières plus souples se constituent (*Lynn Iron Works*, 1645 ; *Free society of Traders*, 1682 ; *Connecticut*

1. JOHN BARTLETT BREBNER, *The neutral Yankees of Nova Scotia*. N. York, Columbia U. Press, in-8° de xvi-338 p.

2. SHAW LIVERMORE, *Early American land companies. Their influence on corporate development*. Londres, Milford, 1939, in-8° de xxv-327 p.

copper mine company, 1730). La loi de 1741 vient juste de protéger d'un nouveau scandale de la Mer du Sud, les associés de bonne foi, quand, en 1748, les pays transalléghaniens s'ouvrent à la colonisation. Tels les compagnons qui vendent la peau de l'ours, l'*Ohio* et la *Susquehanna companies* (1751, 1753), distribuent des terres... à conquérir. La guerre de Sept Ans finie, des vétérans du Connecticut, des associés pauvres, nouveaux soldats laboureurs, montent la garde sur les bords du Mississipi. Puis leurs frères d'armes, attirés par les promesses des Compagnies de l'Ohio, du Yazoo, de l'Amérique du Nord, secondés par les associations d'émigrés de Talon et de Noailles, essaient d'accaparer des millions d'acres. Mais leurs sociétés à charte aberrante ou de type désuet n'ont plus le monopole de la colonisation. L'ordonnance du 13 juillet 1787, a facilité l'acquisition individuelle des terres. Les biens confisqués aux Loyalistes sont dévolus aux Patriotes. Les législateurs d'État, sous l'aiguillon de l'esprit démocratique, alourdissent les Chartes de servitudes (*Manhattan Company*) imposent aux *Boston Water Works*, une responsabilité quasi illimitée. Économiste plus qu'historien M. Livermore, a écrit un plaidoyer en faveur de la liberté d'association, trop injuste à l'égard des thèses officielles et qui repose trop sur des ouvrages de seconde main. Le livre de Mr. THOMAS PERKINS ABERNETHY¹, sur les terres de l'Ouest au temps de la Révolution américaine est d'une autre portée. Suggestif, souvent provocant, il met à jour les conclusions d'Alvord à la lumière des travaux de Ch. Beard. L'un des thèmes majeurs est la rivalité dont l'enjeu fut le pays transalléghanien et qui opposa, à la fin du XVIII^e siècle, les Virginiens et les Pennsylvaniens (B. Franklin, S. Wharton, J. Galloway). A l'écart des uns et des autres, Croghan et quelques Virginiens convoitaient les fourches de l'Ohio.

Le seul travail consacré aux questions spirituelles coloniales est celui de SISTER MARY DORIS MULVEY² qui, sur un plan géographique, étudie l'histoire des missions catholiques envoyées sur le territoire actuel des États-Unis de 1604 à 1791. Tour à tour, elle évoque la Nouvelle-Angleterre, rétive au catholicisme, le « vieux Nord-Ouest » avec l'Illinois évangélisé par les PP. Membré et Mercier qui ouvrirent les chapelles de Chicago (1691), de l'Imma-

1. THOMAS PERKINS ABERNETHY, *Western lands and the American Revolution*. N. York, D. Appleton Century Cy, 1937, in-8° de xv-413 p., \$ 4,00.

2. SISTER MARY DORIS MULVEY, *French Catholic missionaries in the present United States, 1604-1791*. Washington, The Catholic University, 1936, in-8° de ix-158 p.

culée Conception (1692-93), du fort de Chartres (1718) et de Kaskaskia. Puis après les PP. de Rhu et de Montigny, la Louisiane fut découpée en zones d'influence religieuse : jésuite au nord de l'Ohio, carme au sud, capucine à l'ouest. Après 1763, tous les religieux français quittèrent le territoire du Nord-ouest et la rive orientale du Mississipi, à l'exception de trois Jésuites et de dix Capucins. Quatre-vingt-dix aumôniers régnicoles ou américains suivirent pour tant les troupes insurgentes. La guerre finie, ils allaient essaimer, donner aux Américains, le magnifique exemple de leur activité et de leur attachement aux règles de la vie monastique. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas utilisé davantage les archives d'Instituts religieux, qu'il n'ait pas enrichi son texte d'une carte et qu'il n'ait pas suffisamment montré comment les vaincus de 1763 ont compté parmi les conquérants spirituels de leurs vainqueurs.

[*Sera continué.*]

E. PRÉCLIN,
Professeur à l'Université de Besançon.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Recueil des actes de Charles III le Simple, roi de France, publié sous la direction de Ferd. LOT par Ph. LAUER. T. I : *Texte*. Paris, Imprimerie Nationale, 1940, in-4°, 306 pages ; dans les « Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France publiés par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ».

On sait avec quelle lenteur avance la publication des « Chartes et diplômes » de nos anciens rois. Le premier volume a vu le jour en 1909 et, lorsque la collection sera complète, elle contiendra tous les actes des souverains ayant régné sur tout ou partie de la France de Charles le Chauve à Philippe Auguste. Pour la période capétienne, on attend impatiemment, le second volume des actes de Philippe Auguste (il en comprendra trois), le seul souverain dont, avec Philippe I^{er} et mis à part les actes de Henri II Plantagenet concernant la France, le règne ait encore été amorcé. La liste n'est guère plus longue pour les souverains carolingiens. Rien n'a encore paru des actes de Charles le Chauve, dont Prou avait accepté la charge¹, Rien non plus sur Louis le Bègue et ses fils, ni sur les Robertiens. Un seul volume sur les misérables règnes de Louis IV, Lothaire et Louis V, un sur les Carolingiens d'Aquitaine, un autre sur les souverains de la Provence, et la liste était close. Le souci d'une perfection peut-être irréalisable est, autant qu'une trop modique dotation budgétaire, responsable de cet état de fait. Toute nouvelle publication dans cette belle et probe série est donc un petit événement : saluons le premier volume des actes de Charles le Simple, auquel M. Lauer a consacré une minutieuse et méritante préparation. Il ne contient encore que les documents eux-mêmes. L'introduction historique, l'étude diplomatique, les discussions d'authenticité, sont remises avec les tables et les planches à plus tard ; souhaitons que le délai ne soit pas trop long, car il est évident que seul le second volume permettra au lecteur de manier aisément et utilement le premier.

La publication comprend 130 numéros, en y incluant les mentions de 13 actes perdus et 7 documents certainement faux, qui ont été rejetés en appendice. Sur les 110 restant, la proportion des originaux est de près d'un quart. Évidemment aucun de ces textes n'était inédit. Mais leur publication, avec tout l'apparat critique désirable, en une seule série chronologique², permettra d'apprécier mieux qu'il n'était jusqu'ici possible ce qui reste de l'activité de la chancellerie royale à une période de profonde décadence politique et de rapides transformations

1. Le premier volume des diplômes de Charles le Chauve a paru depuis qu'a été écrit ce compte rendu.

2. Quand un acte dépourvu de mention chronologique ne peut être placé qu'approximativement entre deux dates extrêmes, Prou conseillait de l'insérer à la plus tardive des deux. Les éditeurs des *Chartes et diplômes* ont adopté la solution inverse, qui semble moins bonne.

sociales. Rien n'a subsisté des cinq premières années du règne, toutes occupées à la lutte contre Eudes, sauf un unique diplôme (n° 7) ; les actes ultérieurs marquent la fin de cette guerre civile comme la « réintégration » du Carolingien et datent désormais de l'année de la « succession » d'Eudes. A l'autre extrémité du règne, l'élection de Raoul de Bourgogne et la déposition de Charles, en juillet 923, coïncident avec la fin de la collection. On n'ignore pas pourtant qu'Herbert de Vermandois, révolté en 927, remit pour un temps sur le trône le malheureux Charles, auquel se rallièrent les ducs de Normandie : mais il n'est pas resté d'acte de ce roi fantôme, et le recueil compilé par M. Lauer est compris tout entier entre les années 898 et 923.

Il va sans dire que la presque totalité des diplômes royaux concerne des établissements religieux, ce qui restreint sensiblement la portée des enseignements qu'on y peut trouver. A peine, de ci de là, quelques concessions de biens à des laïcs, et qui prirent ultérieurement le chemin d'une abbaye, d'où leur conservation ; plusieurs actes se rapportent notamment au douaire de la reine Frérene. Mais la seule répartition géographique de ces établissements religieux et des biens qui leur sont concédés est elle-même très suggestive, et permet d'esquisser les limites spatiales de l'autorité royale. Sauf un groupe important de diplômes pour les églises languedociennes et catalanes, les régions situées au sud de la Loire ne sont pour ainsi dire pas représentées : un acte en faveur d'Aurillac (n° 21), un autre en faveur de Conques (n° 44), la confirmation à l'abbaye de Saint-Denis d'un fisc en Limousin (n° 50), ce sont là les seules interventions de Charles le Simple dans le duché d'Aquitaine où régnait alors Guillaume le Pieux. Par contre toute la moitié nord du royaume, depuis Tours et Orléans, jusqu'à Bergues, Cambrai et Saint-Amand, en y ajoutant la Bourgogne, où l'autorité de Charles n'était pas trop contestée, se trouve abondamment représentée dans cette collection. L'annexion de la Lorraine, après la mort du dernier Carolingien allemand, en 911, est pour le roi de France l'occasion de distribuer largement ses faveurs aux églises mosanes et rhénanes, comme en témoignent une quinzaine d'actes ; sa chancellerie y vit un sujet de gloire et data désormais de l'année « où un héritage plus grand fut acquis ». Mais l'on sait que cet agrandissement ne fit qu'affaiblir l'autorité réelle d'un roi sans force.

Il est impossible, dans les limites d'un compte rendu, d'indiquer tout ce que le contenu même des actes peut révéler à l'historien des temps carolingiens. Quelques exemples suffiront à en donner une idée approximative. Voici d'abord un groupe de témoignages sur les ravages récents des Normands : l'incendie de Cambrai (n° 68), la disparition des archives monastiques de Corbie (n° 41) ou de Tours (n° 63), les destructions opérées à Saint-Denis (n° 50), à N.-D. de Paris (n° 57), la fuite des moines normands de Saint-Marcoul vers des régions moins exposées (n° 53), la construction, par les abbés de Corbie, de Saint-Denis, de Fleury-sur-Loire, d'enceintes fortifiées destinées à les prémunir contre de nouvelles surprises. Notons, comme témoignage de la survivance d'une autorité royale de jour en jour plus vacillante, que l'évêque de Cambrai se croit encore obligé de solliciter l'autorisation du souverain à l'érection d'un château fort dans ses domaines ardennais (n° 67). Et, pour finir, le n° 92, le seul document officiel de l'époque qui fasse allusion à la cession de territoires à Rollon, d'où il est possible de préciser, dans la région d'entre Seine et Eure, les limites approximatives et d'ailleurs fort étroites du duché primitif. — Les textes languedociens, s'ils font encore allusion aux

déprédations des Sarrasins et signalent par exemple le transfert d'un monastère hors de portée des envahisseurs (n° 61), donnent l'impression que le danger est moins aigu et que l'œuvre de reconstruction a déjà commencé. Sauf erreur, c'est dans ces seuls textes méridionaux que l'on voit mentionnés défrichements et essarts ; la colonisation de la Septimanie par des émigrants espagnols, la présence d'une prospère colonie juive à Narbonne (nos 14, 15, 23, 26), sont autant de preuves que le mouvement d'expansion démographique a débuté là plus tôt que dans la zone d'action des pirates normands. — La condition des personnes et des biens se trouve naturellement éclairée par une foule d'indications éparses dans ces actes de donation. Il faut, là-dessus, se borner à quelques traits, comme ceux qui soulignent la complexité du régime de la précaire, réversible sur deux ou plusieurs générations (nos 39, 65, 71, 87, etc.).

Il est à peine besoin de louer la présentation matérielle de l'ouvrage, qui ne semble pas avoir souffert des difficultés des temps : une minutie extrême dans les indications de sources, la bibliographie, le relevé des variantes ; des analyses scrupuleusement rédigées, une annotation discrète mais solide ; une impression presque impeccable rendent ce volume digne de ses devanciers.

E. PERROY.

Johannes SPÖRL. **Grundformen hochmittelalterlicher Geschichtsanschauung.** Munich, Max Hueber, 1935, in-8°, 146 pages.

L'ouvrage dans lequel M. Spörl s'est proposé de mettre en lumière quelques-uns des aspects essentiels de la philosophie de l'histoire durant le haut moyen âge constitue une contribution fort originale à l'étude de l'historiographie médiévale ; celle-ci trop longtemps s'est confondue avec l'étude des sources (*Quellenkunde*) et, se bornant à recueillir le résidu historique des œuvres soumises à sa rigoureuse critique, elle ne s'est que médiocrement souciée de définir la conception du monde qui se dégage des œuvres historiques.

C'est à cette lacune infiniment regrettable que les recherches de M. Spörl se proposent de remédier ; toutefois le présent ouvrage, consacré à quelques représentants de l'historiographie du XII^e siècle, n'est qu'une étude préparatoire et de dimensions restreintes à une œuvre de longue haleine. Les raisons qui ont amené l'auteur à prendre pour champ d'expérience le XII^e siècle de préférence à tout autre ont été judicieusement exposées par lui dans son introduction : les historiens du XII^e siècle, fortement teintés de rationalisme, se sont trouvés par là même incités à rechercher les causes générales et profondes qui se cachent derrière les apparences des faits historiques ; d'autre part les grandes forces qui ont décidé de l'histoire du XII^e siècle ont retenu l'attention des historiens contemporains dans des conditions qui varient selon le tempérament de chacun d'eux ; à travers la philosophie de l'histoire qu'a élaborée le XII^e siècle on devine des courants de pensée notablement différents. Ce sont ces courants que l'auteur se propose de suivre au plus près en étudiant quelques représentants de l'historiographie du temps : Anselme d'Havelberg, Otton de Freising, Orderic Vital et Jean de Salisbury.

Avant d'aborder l'étude de ces différents auteurs, M. Spörl a cherché à préciser ce que les penseurs du XII^e siècle ont reçu de leurs prédécesseurs dans le domaine de la philosophie de l'histoire. A ce propos il montre comment l'histoire, qui dans

l'antiquité tendait à se cantonner dans le domaine restreint du récit fait par un témoin oculaire, a été projetée sur le plan de l'universalité par le christianisme, qui, embrassant les événements humains dans toute leur étendue géographique et dans toute leur ampleur chronologique, les ordonne par rapport au Christ et les interprète comme autant d'étapes sur le chemin qui mène l'homme au salut. Sous cet aspect nouveau l'histoire, qui dans l'antiquité était subordonnée à la morale ou à la poésie, tend à devenir l'humble servante de la théologie.

Cette transposition de l'histoire sur le plan du salut de l'humanité se rencontre déjà chez saint Augustin et c'est à ce dernier que le moyen âge a emprunté les principaux éléments qui nourrissent sa philosophie de l'histoire. Chez saint Augustin l'idée du progrès continu de l'humanité se substitue à l'antique théorie du retour cyclique des civilisations ; l'histoire de l'humanité est divisée en trois périodes en relation avec les trois personnes de la Trinité ; le rôle de l'homme en tant que facteur de l'évolution historique est entièrement annihilé au profit de la Providence. Enfin la doctrine de saint Augustin qui a eu le retentissement le plus profond sur la pensée historique du moyen âge est celle qui dresse en une opposition fameuse la *civitas Dei* en face de la *civitas terrena* ; en fait les deux cités se mêlent au cours de l'histoire de manière à former une *civitas permixta* en attendant que, à l'heure du Jugement dernier, elles opèrent leur séparation complète et définitive.

Ces idées de saint Augustin, recueillies par les théologiens, avant de pénétrer chez les historiens, ne se sont pleinement développées qu'à partir du XII^e siècle, à l'époque même où Paris, centre de la Renaissance intellectuelle, voyait s'épanouir la scolastique. Toutefois, selon M. Spörl, ce n'est pas la scolastique parisienne qui a élaboré une philosophie de l'histoire, mais bien la théologie symbolique allemande grâce à des penseurs tels que Rupert de Deutz et Honorius d'Autun. Il n'y a pas lieu d'ailleurs d'en être surpris ; tandis, en effet, que la scolastique est par nature rationnelle, statique et antihistorique parce qu'elle s'intéresse exclusivement à l'être, le symbolisme allemand, en raison de son dynamisme et parce qu'il est entièrement tourné vers le devenir, édifie ses constructions sur un fond de pensée historique.

Si la philosophie de l'histoire a été élaborée par les théologiens, leurs conceptions ont agi sur les historiens de métier. C'est à ceux-ci, on le sait, que M. Spörl entend consacrer ses recherches de manière exclusive et dans ces conditions on est un peu surpris de le voir aborder l'historiographie du XII^e siècle par une étude sur Anselme d'Havelberg. Celui-ci, en effet, qui fut évêque d'Havelberg de 1129 à 1155, fait figure de théologien mystique et les principales de ses œuvres, destinées à défendre la conception qui inspire la règle de Prémontré, ne sont pas des œuvres historiques au sens propre du mot. Toutefois l'auteur nourrit sa pensée de conceptions si franchement historiques que M. Spörl n'hésite pas à l'incorporer au groupe des historiens de profession. Le système historique de l'évêque d'Havelberg est fondé avant tout sur l'idée du développement continu de l'Église ; l'auteur emprunte à saint Augustin la division de l'histoire de l'humanité en trois périodes, mais il admet à l'intérieur de chaque période une loi de progression. Durant la seconde période ou période du Christ, c'est le monachisme qui, à l'inspiration du Saint-Esprit, assure le salut de l'Église aux heures de crise et qui par suite apparaît à l'auteur comme le facteur essentiel de progrès.

Avec Otton de Freising, qui, allié à la famille des Staufens, fit une carrière

exceptionnellement brillante, mais qu'une mort prématurée interrompit dès 1158, nous avons affaire à un historien de métier dont l'œuvre principale, le *Chronicon*, groupe les événements en fonction d'un thème central. L'institution qu'Otton de Freising place au centre de l'histoire du monde, c'est l'Empire. S'il s'inspire largement de la théorie de saint Augustin sur le dualisme des deux cités, au point de donner à son *Chronicon* le sous-titre : *De duabus civitatibus*, il complète sur certains points la doctrine de son modèle en considérant l'*imperium romanum* chrétien comme la réalisation terrestre de la *civitas Dei* et en formulant la loi du déplacement des civilisations de l'est vers l'ouest.

Si Otton de Freising est le représentant le plus qualifié de la métaphysique de l'idée impériale et s'il voit dans l'Empire des Staufen le prolongement de l'*imperium romanum*, il s'en faut de beaucoup que ses théories aient été acceptées sans résistance. A cet égard les deux derniers historiens étudiés par M. Spörl, Orderic Vital et Jean de Salisbury, professent une philosophie de l'histoire qui est en opposition manifeste avec les doctrines de l'évêque de Freising.

Orderic Vital, moine à l'abbaye normande de Saint-Evroul d'Ouche a commencé en 1120-1121 une *Historia ecclesiastica*, qui, conçue d'abord comme une histoire de son abbaye, s'est amplifiée au point de se transformer en une chronique universelle ; l'auteur, englobant dans sa Chronique l'histoire du monde depuis la naissance du Christ jusqu'à l'époque contemporaine, devait en poursuivre la rédaction jusqu'à sa mort en 1143. Orderic Vital apparaît comme un moine bénédictin de médiocre culture philosophique ; mais, inspiré par un nationalisme normand très prononcé, il a pris nettement parti contre la théorie de l'Empire universel. Il se refuse à reconnaître aux empereurs contemporains une autorité politique de nature extraterritoriale ; il considère que la lignée des empereurs romains s'est éteinte avec Charlemagne et, déniaut aux prétendus successeurs du grand empereur d'Occident le titre d'*imperator romanus*, il ne les désigne jamais que du terme d'*imperator Allemannorum*. Le facteur décisif en histoire aux yeux d'Orderic Vital, c'est la puissance effective qu'acquière et que conservent pour un temps plus ou moins long les peuples dirigeants. Quand il apprécie les forces historiques qui décident de l'histoire de son époque, ce sont les Normands qui lui apparaissent comme les porteurs de la puissance historique mondiale. A ses yeux d'ailleurs l'histoire des Normands se lie intimement à celle de l'Église, en raison de la participation des Normands aux deux grandes entreprises poursuivies par l'Église pour la défense de la vie spirituelle : la croisade et la diffusion du monachisme.

L'étude consacrée par M. Spörl à Jean de Salisbury est de beaucoup la plus développée et on ne saurait s'en étonner, si l'on songe à la forte personnalité de l'auteur. Anglais de naissance, ayant étudié à Paris, puis à Chartres, secrétaire de l'archevêque de Cantorbéry à partir de 1147-48, mort évêque de Chartres en 1180, Jean de Salisbury a gardé de son éducation une connaissance approfondie de l'antiquité. Si l'œuvre historique de Jean de Salisbury est assez mince, on n'en rencontre pas moins dans l'ensemble de ses ouvrages, en particulier dans ses traités de philosophie morale, un sens historique d'une rare pénétration. L'auteur a pris nettement parti contre l'Empire ; selon lui l'unité et la paix du monde chrétien sont assurés non pas par un empire extranational, mais par l'Église au point de vue spirituel et par des États indépendants au point de vue temporel. Les droits du souverain étant dans chaque État limités au domaine temporel,

Jean de Salisbury, en édifiant son système politique, a travaillé pour une large part à la sécularisation de l'État.

L'ouvrage de M. Spörl, en dépit de quelques opinions contestables, est rempli de suggestions intéressantes ; d'autre part, encore que l'auteur abuse d'une langue fâcheusement abstraite, sa pensée s'exprime d'ordinaire avec une suffisante clarté. Il est seulement regrettable que le plan de l'ouvrage manque de rigueur et que les notes des différents chapitres aient été rejetées en appendice au lieu de figurer au bas des pages, au voisinage des passages qu'elles se proposent d'éclairer. Au moment de prendre congé de l'ouvrage de M. Spörl, on ne peut se défendre d'une certaine appréhension. L'auteur s'est expliqué avec une parfaite clarté sur son intention de centrer ses recherches sur les historiens, or sur les quatre auteurs retenus par lui dans cette étude préliminaire, il en est deux seulement qui en bonne justice méritent d'être qualifiés d'historiens de métier (Otton de Freising et Orderic Vital). Cette simple remarque laisse soupçonner que quantité d'historiens qui furent des observateurs attentifs et des narrateurs scrupuleux des événements se sont peu souciés de grouper ces mêmes événements en fonction de quelque principe général ou de quelque institution de valeur universelle. Si cette observation était confirmée, le champ d'application des recherches préconisées par M. Spörl se trouverait singulièrement restreint, sans que l'originalité de sa tentative en fût le moins du monde diminuée.

Ch.-Edmond PERRIN.

Renée DOEHAERD. Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outremont, d'après les archives notariales génoises aux XIII^e et XIV^e siècles (*Institut histor. belge de Rome. Études d'hist. écon. et soc.*, vol. II, III et IV). Bruxelles, Palais des Académies, 1941, 259 pages, 4 tableaux, 1.298 pages en 2 vol., in-8°.

Mlle Doehaerd avait publié, en 1938, dans le *Bulletin de l'Institut Historique belge de Rome*, un article très intéressant où elle montrait — fait à peine entrevu auparavant, ou indiqué avec des réserves, par exemple, par Roberto Lopez¹ — que les Génois, précédant les Vénitiens sur cette voie, étaient allés en Flandre par mer au moins à partir de 1277. Les trois volumes publiés par elle en 1941 apportent et une étude d'ensemble sur les rapports commerciaux de Gênes, avec la Belgique et l'Outremont, depuis 1200 jusqu'à 1342, et un dossier imposant de 1.877 actes de nature diverse, sans parler de deux doubles tableaux, très clairs, de l'importation à Gênes des draps flamands, français et autres, classés par ville d'origine, et du mouvement des affaires entre Gênes et les foires de Champagne.

L'étude se compose de deux parties très différentes. Sous le titre *Les archives notariales génoises*, la première présente d'abord les sources mises à profit par l'auteur, puis l'histoire des notaires à Gênes et analyse avec beaucoup de soin leur action et surtout la forme des contrats et accords rédigés par eux. C'est là une contribution importante à l'histoire du droit.

La seconde partie est consacrée à *Gênes et l'Outremont aux XIII^e et XIV^e siècles*.

1. *Le relazioni commerciali tra Genova e la Francia nel medio evo*, in *Cooperazione intellettuale*, VI.

L'essor de Gênes est postérieur à l'an 1000. A la fin du XI^e siècle, son port est fréquenté par les Catalans, les Provençaux, les Lombards et les Ultramontains. Les passages par mer des croisés ont peu d'importance pour les relations des Génois avec l'Ouest, mais aident à leur expansion vers le Levant. Les marchands du Midi de la France fréquentent Gênes dans la première moitié du XII^e siècle ; les marchands génois (qui sont peut-être avec les Lombards à Bruges en 1127) fréquentent habituellement les foires provençales et languedociennes dans la deuxième moitié de ce siècle et dans sa dernière décade sont aux foires de Champagne.

Au cours du XIII^e, les Ultramontains viennent s'établir à Gênes en grand nombre : sans doute font-ils le commerce entre les foires champenoises et le port ligure, laissant à des compatriotes le soin d'apporter leurs marchandises jusqu'aux bords de la Seine. Parmi eux, les Flamands, tout spécialement les Arrageois, sont les plus nombreux : des marchands surtout ; plusieurs artisans aussi (des métiers de la laine), des Français, des Anglais (spécialement des orfèvres), des Mosans, des Hollandais, des Bourguignons, des Allemands et des Suisses.

Les marchandises importées sont surtout des draps et des toiles : draps de Flandre surtout, de France, d'Angleterre ; toiles d'Allemagne, de Lorraine, de France.

Les routes sont d'abord les voies de terre, seules suivies jusqu'au dernier quart du XIII^e siècle ; la voie maritime rivalise ensuite avec les précédentes.

Beaucoup des produits textiles importés à Gênes étaient réexportés sur tout le pourtour de la Méditerranée et dans le Proche-Orient jusqu'à Tabriz.

Avec le même soin et la même sûreté juridique que pour l'analyse des actes des notaires, l'auteur étudie l'organisation du commerce à Gênes. Les marchands sont d'abord très divers, semble-t-il, par leurs origines professionnelles : ils sont bientôt dominés par une catégorie de *draperii*, *purpurarii* et *speciarii* ; ceux-ci cèdent eux-mêmes le premier rang, au XIII^e siècle, à un petit groupe d'hommes dont les plus importants sont les banquiers et prêteurs d'argent, qui étendent leur action des Pays-Bas au Levant. Leur technique est déjà évoluée et complexe. Contrat de change, lettre de change et traite peuvent déjà se distinguer. La variété des sociétés commerciales — *societas maris*, *societas ad medium* ou *ad quantum lucri* en est un témoignage ; à noter que Gênes n'a pas connu de grandes *compagnies* marchandes comme Florence. Leur activité à tous est subordonnée à une direction et à une réglementation urbaines.

Les échanges eux-mêmes sont le fait et de capitalistes et de commerçants et de transporteurs, ayant tous un rôle plus ou moins distinct. A Gênes aussi les Astesans apparaissent comme les premiers et les plus actifs transporteurs. A travers le port ligure d'autres Italiens — Toscans et Florentins surtout — participent à son trafic. Le mouvement commercial dominant est dirigé vers la France, la Flandre et l'Angleterre : les foires de Champagne, avec lesquelles le mouvement des marchandises décline à la fin du XIII^e siècle, gardent, pendant les deux premières décades du XIV^e, une grande importance comme marché d'argent. Avec l'Allemagne, les échanges sont moins actifs. Venise étant mieux placée de ce côté que Gênes.

Devant une œuvre aussi considérable et aussi neuve, aussi pleine de difficultés et d'embûches, on hésite à formuler des critiques. Peut-être pourrait-on en discuter le plan ; mais quel plan n'est pas discutable ? Il faut bien relever quelques brou-

tilles : Saint-Quentin est en Vermandois, non en Flandre ; le village de Steenvoorde (plus de 4.000 hab.) est loin d'Arras, dont on nous dit deux fois qu'il est voisin ; pourquoi traduire *bombarilium* par coton, quand existe un tissu appelé *bombasin* ? il vaudrait mieux aussi traduire *saia* par saye, constamment employé dans les règlements de draperie de l'époque, plutôt que par serge. — Parmi les identifications de noms de lieux devant lesquelles elle hésite, Mlle Doehaerd a évidemment raison pour Mindes de Javaudan (pièce 1494) : il s'agit sans aucun doute de Mende de Gévaudan ; le nom de Peyre Fil est une indication ; la vente de tissus par ce transporteur à Montbrison en est une autre. Mais, cette pièce, alors, nous ouvre une autre perspective : des marchands et des convois allaient, de la région provençale et languedocienne, vers le Nord par la vallée de l'Allier, route très souvent suivie au Moyen Age et à l'époque romaine (et ce serait sur cette route qu'ils passaient près de Charolles, curieusement placée ici sur la route qui va du Mont-Cenis à la Saône). — Ne peut-on pas regretter aussi que l'auteur ait coupé l'Outremont en deux par la vallée de la Loire ? Elle a si peu de choses à nous dire sur l'Allemagne et on en devine tant sur le Centre et surtout sur le Midi de la France dont la draperie médiévale attend encore son histoire et industrielle et commerciale. Mais peut-être est-ce être trop gourmand et touche-t-on à la question du travail par équipes. Ces archives notariales sont une mine à exploiter en groupe. — La même réponse pourrait sans doute être opposée au regret que les tissus réexportés de Gênes n'aient pas été classés suivant leurs destinations outre-Méditerranée : on aurait pu y trouver des indications sur la valeur du trafic, par exemple, vers l'Afrique du Nord, vers Alexandrie, vers la Palestine, vers la Romanie, vers la Mer Noire.

Cette longue liste, nous aurions voulu pouvoir l'abréger en quelques mots. Le service qu'a rendu Mlle Doehaerd aux historiens du commerce de l'Occident, de l'industrie textile en Flandre, en France et dans les pays voisins, la dépasse de beaucoup. Ses recherches ont exigé un labeur persévérant et particulièrement délicat en ce qui concerne les identifications de noms propres. Son étude judicieuse et précise dans toutes les parties qu'elle traite, la mine de renseignements que constituent les documents publiés font de ce travail une œuvre d'un mérite exceptionnel.

E. COORNAERT.

JEAN EGRET. Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, 2 vol. in-8°. Imprimerie Allier, Grenoble, 1942. T. I^{er} : *L'opposition parlementaire (1756-1775)*, 331 pages. T. II : *Le Parlement et la Révolution dauphinoise (1775-1790)*, 419 pages.

Le Parlement de Grenoble, le troisième des Parlements de France en ancienneté et en dignité, est le seul, avec celui de Rennes, qui n'ait pas encore été l'objet d'une étude d'ensemble. Les travaux de détail consacrés à telle ou telle partie de son histoire sont eux-mêmes assez rares. M. Egret a choisi pour sujet de sa thèse de doctorat *ès lettres* la phase ultime de cette histoire, celle qui s'étend de 1756 à 1789. Et il nous donne en plus de 700 pages le résultat de ses recherches. Disons tout de suite que l'ouvrage ne gagne pas à être aussi abondant. La matière n'en

est pas assez variée pour qu'on ne ressente pas, à le lire, une impression d'excessive longueur. Faut-il répéter ici que les jurys d'examen ne sont jamais tentés d'apprécier une thèse à son poids ? Et ne doit-on pas s'étonner que, malgré les difficultés de l'heure, des candidats puissent encore sacrifier à une mode aussi inutilement dispendieuse ?

Les deux volumes sont d'un intérêt inégal. Le drame ne se nouant que vers la fin de la période, à la veille de la Révolution, nous passerons rapidement sur les fastidieuses querelles fiscales qui occupent toute la première partie. M. Egret nous présente tout d'abord le corps des parlementaires, corps assez homogène, qui tient dans la société grenobloise une place de premier plan, mais qui de plus en plus tend à constituer une caste : à partir de 1762 le Parlement exige en effet des candidats aux charges vacantes quatre quartiers de noblesse. Les esprits avancés n'y représentent guère qu'une minorité. Parmi toutes les cours souveraines le Parlement de Dauphiné s'est signalé par sa docilité au pouvoir pendant la première moitié du siècle. Il ne se laissera que peu à peu entraîner, par l'exemple de la capitale, à une opposition systématique. Sa combativité se manifeste surtout dans ses rapports avec les représentants du roi dans la province, l'intendant, auquel il affecte de ne donner que la vieille dénomination de « commissaire départi », et le gouverneur, ou tel « commandant », chargé par commission particulière de signifier aux Dauphinois les volontés royales. Il est surtout préoccupé de défendre les intérêts particuliers de la province. Bien qu'il adhère à la théorie de « l'union des classes », il ne s'associe qu'exceptionnellement aux autres Parlements en bataille contre le pouvoir. Il « se contente d'appuyer modestement le mouvement général, quand il ne garde pas une complète réserve » (p. 286). En une seule occasion, en 1763, à propos de l'affaire des vingtièmes, il s'exerce à la violence. Il est exilé, mais il sort victorieusement de la crise ; et sa rentrée triomphale, en 1764, donne la mesure de sa popularité. Dans la suite, qu'il s'agisse des Jésuites, des protestants, de la libre circulation des grains, ou de la réforme de l'impôt, il se prononce toujours en faveur des idées propagées par les représentants de l'esprit « philosophique ». A sa tribune, dans ses remontrances, on perçoit l'écho, souvent affaibli d'ailleurs, des batailles d'idées dont le Parlement de la capitale est le théâtre. Rien de très original, en somme, dans son attitude. En étudiant de près, année par année, les réactions de ce petit monde, en analysant le comportement de ses membres les plus représentatifs, M. Egret a enrichi l'historiographie locale d'un précieux répertoire de faits et de textes. Il n'a pas apporté de nouveautés d'importance au dossier des querelles entre la magistrature et le pouvoir central. Et c'est pourquoi nous pensons qu'il eût pu moins s'attarder en chemin.

La Journée des Tuiles, qui se trouve au centre du second volume, n'est plus seulement un incident d'ordre local. Par son retentissement elle s'inscrit, avec l'assemblée de Vizille, parmi les prodromes certains de la Révolution. Arrivés à ce point, une question se pose tout naturellement devant nous, à laquelle le livre de M. Egret doit nous aider à répondre : quelle a été au juste dans la préparation du mouvement de 1789 le rôle des Parlements ? Chacun sait que de nombreux historiens, parmi les plus récents, ont porté un jugement sévère sur les Parlements du XVIII^e siècle. On nous les a montrés s'adonnant à l'opposition par goût de l'opposition, nullement désireux d'abattre un régime qu'ils affaiblissaient mais dont, au fond, ils étaient les bénéficiaires, inspirés le plus souvent non par l'amour

du bien public, malgré qu'ils l'eussent sans cesse à la bouche, mais par leurs intérêts de classe, par leur égoïsme de privilégiés. Conservatoires de privilèges : la formule est, je crois, de Mathiez. L'étude de l'action menée par le Parlement de Dauphiné permet-elle d'y adhérer ? M. Egret ne se prononce pas formellement à ce sujet. Mais telles des assertions que l'on rencontre çà et là ne permettent guère de supposer qu'il puisse être d'un avis différent. Dans sa conclusion il dénonce « l'ambition démesurée des parlementaires, sous les prétextes de bien public dont ils coloraient leur opposition toujours renaissante » (p. 363). A propos des incidents de 1771, c'est surtout d'égoïsme qu'il accuse le Parlement : « Malgré le soin qu'il prend, comme les autres Cours, à dissimuler son égoïsme sous les droits de la Nation, il ne défend que les intérêts de la magistrature » (1, p. 276). Enfin, dans un chapitre sur le Parlement et l'opinion, où sont étudiés les rapports qu'il entretient avec les différentes classes de la société, nous relevons cette phrase terminale : « A la veille de la Révolution le Parlement de Grenoble a soulevé dans toutes les classes de la société dauphinoise des colères, des rancunes ou tout au moins des déceptions » (2, p. 100). Et, là-dessus, à quelques pages d'intervalle, on nous fait assister à la journée fameuse du 7 juin 1788 : sur la nouvelle de la suppression des Parlements, l'émeute s'allume à Grenoble, la foule s'oppose, les armes à la main, au départ de la Cour, et elle finit par arracher aux autorités l'ordre de la laisser rentrer au Palais. Est-ce donc là l'effet des rancunes et des déceptions accumulées ? Est-ce par son ambition, son égoïsme, que le Parlement s'est acquis d'aussi ardentes sympathies ? Avouons que nous comprenons mal. Si les contempteurs de l'action parlementaire ont raison, si M. Egret ne se trompe pas et ne nous trompe pas, la Journée des Tuiles est proprement inintelligible.

Essayons de mettre de l'ordre dans nos notions. Conservatoire de privilèges, on ne peut nier que le Parlement de Grenoble le soit, plus peut-être qu'aucun autre. Dix, vingt citations que nous pourrions aligner ici (mais la démonstration nous paraît superflue) prouveraient de façon irréfutable que tous les privilèges trouvent en lui un défenseur-né : privilèges de la classe seigneuriale, à laquelle il n'est pas un de ses membres qui n'appartienne, privilèges de la province, de ce Dauphiné qui se prétend accolé, non incorporé, au royaume, et qui, plus de trois siècles après sa réunion, continue à réclamer le bénéfice d'un statut particulier. Seulement cet attachement aux privilèges, à tous les privilèges, s'il contribue à caractériser l'attitude des parlementaires en présence des problèmes politiques et sociaux, ne saurait en donner à lui seul qu'une idée imparfaite. Il n'exclut pas un dévouement au bien public dont les Parlements, de l'aveu des contemporains, ont donné trop de preuves d'un bout à l'autre du siècle pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Et c'est bien pourquoi on ne le leur reproche pas avant 1789. Disons mieux : nombreux sont ceux qui leur en feraient volontiers un mérite. Il est des occasions où le mot privilèges sonne agréablement aux oreilles des Grenoblois. « Le Parlement — déclare le premier président au soir du 7 juin devant la foule qui vient de le reconduire triomphalement au Palais — protégera toujours vos droits et vos privilèges » (2, p. 233). Qu'en conclure, sinon qu'il serait tout à fait inexact de se représenter l'opinion dressée dès cette époque contre la notion de privilège ? L'objet de son animosité persistante, sa bête noire si j'ose dire, c'est le despotisme despotisme des ministres et des intendants, despotisme aussi des agents du fisc (2, p. 244). C'est en livrant de continuels assauts au despotisme que les Parlements ont fomenté l'esprit révolutionnaire et préparé l'explosion de 1789. Or — et ceci

demande à être mis en pleine lumière — les magistrats grenoblois ne cessent de proclamer que les privilèges constituent la meilleure, la plus solide barrière contre le despotisme. De leur conservation dépend la santé de l'organisme monarchique. Le gouvernement propose-t-il d'instituer en Dauphiné une Assemblée provinciale ? Ils la repoussent, parce que des assemblées du type prévu ne peuvent être que des instruments dans la main du pouvoir central. Donc, ne nous empressons pas de condamner en bloc les Parlements du XVIII^e siècle, comme égoïstes, étroitement conservateurs, hostiles au progrès. Conservatoires des privilèges ? Soit. La formule peut être retenue, mais à condition qu'elle soit dépourvue de tout venin. Elle ne doit pas prétendre à trancher, par une sentence de condamnation, le procès fait aux Parlements.

A partir des années 1787 un nouvel esprit public est en gestation. Il se forme en marge du Parlement. Les principaux représentants vont être Barnave, un avocat, et Mounier, un juge royal. Ces futurs Constituants se préparent à jouer le rôle de fossoyeurs de l'Ancien Régime. Ils estiment, quant à eux, que l'ère des privilèges est révolue. Rompant délibérément avec le passé, ils se font les champions, contre les privilèges de classes ou de personnes, de l'égalité entre les hommes, et, contre les privilèges provinciaux ou municipaux, de l'unité indivisible de la Nation. Dès juillet 1788, dans l'assemblée révolutionnaire des trois États du Dauphiné, ce sont eux qui prennent l'ascendant ; c'est leur programme qui l'emporte à Vizille. Sérieux avertissement pour le Parlement : il va perdre, il a déjà perdu la direction de l'opinion. Une année encore, une année lourde d'événements, et il connaîtra la désaffection totale de ces populations qui l'ont si longtemps choyé. De lui-même il se retirera de la lutte. « Depuis la Grande Peur, écrit M. Egret, le Parlement de Grenoble, privé de ses principaux meneurs, ne prend plus aucune part aux affaires publiques. Les événements les plus graves se déroulent sans tirer la Cour de son abstention » (2, p. 355). La Grande Peur, l'émigration qui en fut la conséquence... Sans doute. Mais il y a autre chose de plus décisif. Comment ne pas mentionner ici la nuit du 4 août, instant crucial s'il en fut dans l'histoire des rapports entre les Parlements et l'opinion ? En rendant ses décrets fameux qui abolissent d'un seul coup tous les privilèges, l'Assemblée Nationale donne le coup de grâce à l'idéologie parlementaire.

Les Parlements avaient en quelque sorte lié leur sort au maintien des privilèges : ils s'étaient condamnés à disparaître avec eux. Convaincus d'esprit rétrograde, ils se confinèrent désormais dans leurs attributions judiciaires, et traînèrent une vie languissante jusqu'au décret de 1790 qui les supprima. L'ordre nouveau qui allait se bâtir n'aurait peut-être pas vu le jour s'ils n'avaient ébranlé les bases de l'ancien. En ce sens il leur dut peut-être d'exister. Mais il ne fut en aucune manière le fils de leur pensée.

Nous manquerions à l'équité si nous terminions ces quelques notes critiques sans rendre hommage au labeur considérable, et au labeur honnête, dont ces deux volumes sont le fruit. M. Egret a eu à sa disposition une documentation manuscrite particulièrement abondante. Il l'a explorée de fond en comble, jusque dans ses moindres recoins. L'on devine aisément à quelles difficultés il a dû se heurter pour en extraire la substance. Et pourtant son exposé ne sent jamais l'effort. Il témoigne d'une aisance parfaite, d'une agilité presque sportive à grouper en chapitres et paragraphes cohérents une masse de menus détails, et à enchâsser dans une narration suivie d'innombrables citations de discours, de mémoires, de

remontrances, ou de lettres privées, qui constitueront pour les usagers de son livre un matériel de tout premier ordre. Ajoutons que la forme est impeccable. Et n'hésitons pas à le souligner, en un temps où trop de spécialistes, dans toutes les disciplines, manifestent une tendance à considérer comme véniels les péchés contre la langue française. Sans jamais sacrifier à la littérature, M. Egret sait donner à son érudition une mise à la fois simple et soignée.

Au total, un excellent ouvrage d'histoire dauphinoise, auquel il manque, pour être quelque chose de plus, une conclusion substantielle, débordant le cadre provincial et ouvrant devant le lecteur de plus larges horizons. On eût aimé que l'auteur s'enhardît à méditer sur les ressemblances et les dissemblances que peut présenter l'histoire des querelles parlementaires dans les différentes capitales judiciaires du royaume. On eût aimé qu'avec l'aide des plus récents historiens de la Révolution et de ses origines il tentât d'esquisser la philosophie du sujet auquel il venait de consacrer de longues années de recherches. N'eût-il pas été en mesure de résoudre tous les problèmes qui se posent, du moins aurait-il pu les définir, les situer, les hiérarchiser au besoin. Et l'intérêt de son travail s'en fût trouvé largement accru. On ne le redira jamais trop : des points d'interrogation bien placés peuvent souvent, mieux que de longs développements, aider au progrès de nos études.

G. ZELLER.

T. S. ASHTON. **An Eighteenth Century Industrialist : Peter Stubs of Warrington, 1756-1806.** (Manchester, University Press, 1939, in-8°, x-156 pages, 1 figure, 1 carte.)

« Études au microscope » : cette formule appliquée par le génial anthropographe F. Gauthier à ses recherches sur la colonisation algérienne convient à merveille à cette biographie d'un fabricant de limes du Lancashire au temps de ce qu'on appelle la révolution industrielle. Sortant des généralités, comme son maître Unwin l'avait fait à propos d'Oldknow et des Arkwrights, l'auteur retrace l'ascension de Peter Stubs, dont la firme existe encore à Warrington, en un lieu que favorisaient la proximité de la houille, des eaux courantes, une croisée de chemins sur la route de Liverpool à Manchester, la navigation sur la Mersey et les canaux (notamment celui du duc de Bridgewater). Le petit-fils du fondateur (en 1923) a confié ses archives (correspondance et comptes) à M. Ashton, dont le travail forme le n° 266 des publications de l'active Université de Manchester (*Economic History series*, n° XIII). Dans une région où, à la fin du XVIII^e siècle, les travailleurs du fer et de l'acier étaient dispersés comme ceux du textile, avec tendance à former quelques aires de concentration, Peter Stubs apparaît comme un brasseur et faiseur de malt, un hôtelier à l'enseigne de l'*Ours blanc*, et c'est dans son auberge qu'il commence à faire des outils et spécialement des limes ; toutes les variétés, depuis la fine lime de l'horloger en montres jusqu'à celle qui doit affûter la scie du tailleur de pierre ; toutes timbrées de ses initiales P. S., marque si réputée qu'en 1805 il sera obligé de protester contre l'abus qu'en ont fait des concurrents peu scrupuleux, et que l'année suivante son fils offrira une récompense de 50 livres au dénonciateur. Les commencements furent petits. Rien de comparable à la révolution, produite dans le textile par l'extension subite du marché et l'apparition des nouveaux métiers. Malgré la série déjà compliquée

d'opérations qui mène de l'acier à la lime emballée dans un fort papier, les commencements sont très humbles. La maison, en 1776, emploie un ou deux ouvriers, travaille sur commande, et souvent avec l'acier fourni par le client. En 1788, nous la voyons employer en diverses localités des façonniers, auxquels s'applique encore le *domestic system*. Par le jeu des avances, qui fait du patron un créancier, c'est-à-dire un type du capitalisme commercial, les misères de cette classe, chantées par le poète ouvrier (de Sheffield) Joseph Mather († 1804), précisément dans ses naïves *Lamentations* du batteur de limes) : « Je suis excédé de vivre en esclave — De juin à janvier... Je suis débiteur de maint créancier — Mais je ne peux payer un penny... — Comme les nègres en Virginie — En Maryland et en Guinée... »

En 1802, Stubs décide de construire un atelier près de sa demeure, où il emploie une vingtaine d'ouvriers salariés, et un grand nombre d'apprentis (c'est-à-dire de main-d'œuvre à bon marché), ce que font aussi ses façonniers ; car il persiste, malgré l'apparition de la manufacture, à pratiquer le *domestic system*. Les limes P. S. se vendent surtout sur le marché intérieur, mais aussi en Amérique, dans les jeunes États-Unis et aux Antilles (à la Jamaïque). En Europe, leur diffusion est gênée par les prohibitions et le système continental (sauf pendant la courte période de la paix d'Amiens).

M. Ashton complète son attachante étude en décrivant les moyens de transport, voiturage et navigation intérieure, et aussi les moyens de paiement, qui font singulièrement défaut, surtout dans les temps de guerre. Il est curieux de voir des espèces transportées jalousement dans des paquets de marchandises, voire de la paille. En 1805 encore nous voyons un armurier adresser, « enfermés dans un morceau de bois quatre billets de la Banque d'Angleterre, une demi-guinée, un shilling et trois *sixpences*, faisant 4 livres 13 sh. ». D'autres fois, un voyageur de la firme Stubs, en faisant la tournée des clients, recueille leurs paiements. Ou encore, des marchands de bestiaux, préférant laisser chez eux l'argent qu'ils ont reçu, vont à la ville se payer sur le produit de leurs ventes. Ils font ainsi office de banquiers, et le pays de Galles connaît une Banque du bœuf noir, une Banque du mouton noir. Pour les banques d'émission, on a peu de confiance dans leurs billets, surtout pendant la crise des guerres napoléoniennes ; ceux de la Banque d'Angleterre sont mieux vus, encore que les suspensions de paiement ébranlent la confiance. Certains paient par un tiers interposé, et on use de plus en plus de la lettre de change. On fait aussi des paiements par le Post Office, mais les tarifs sont élevés : 6 d. par livre, plus le timbre.

Que M. Ashton ne s'excuse pas (p. 146) de nous présenter une collection de faits menus, et dépourvus de portée générale. Une étude comme la sienne donne, au contraire, l'impression de la réalité vivante. En comparant son livre avec ceux (au premier rang celui de M. Paul Mantoux) sur la transformation de l'industrie anglaise, on voit combien l'évolution de certaines métallurgies a différé, comme rythme, de la manufacture textile et surtout cotonnière, combien aussi de formes appartenant au passé ont persisté à survivre quand d'autres parties du même métier étaient déjà entrées en plein dans l'âge capitaliste.

H. HAUSER.

Manfred NATHAN. *The Huguenots in South Africa*. Johannesburg, S. A. Central News Agency, 1939, in-8°, xii-159 pages, 12 illustrations.

L'auteur, sans doute à l'usage de ses compatriotes, a cru devoir faire précéder son ouvrage de trois chapitres de généralités (30 pages) sur les huguenots, où il serait cruel de relever les à peu près et les erreurs¹. L'intérêt du livre est pour nous ailleurs : les premiers colons, la plupart anciens serviteurs de la Compagnie, ayant apparu en 1657 (pour fournir de légumes les équipages des navires de passage), c'est dès le lendemain de la Révocation (3 octobre 1685, puis 1687) qu'y débarquent des réfugiés français de la R. R., spécialement viticulteurs, vinaigriers, distillateurs, 48 jeunes filles y viennent dès lors pour les travaux champêtres. Cette immigration est organisée par le premier gouverneur, Simon Van der Steel (en fonctions de 1679 à 1696 et même 1699), dont le fils et successeur Willem-Adriaan finira par une affaire scandaleuse de commerce privé concurrençant celui de la Compagnie. Sept vaisseaux arrivent durant les sept premiers mois, avec 150 immigrants (engagés pour 5 ans au moins). Terribles voyages où l'on compte par centaines les morts et les malades. Effectifs qui atteignent dès la fin d'une décade, dès les débuts près de 1.700 immigrants dans les trois districts (à l'Est du Cap et de la baie de la Table) de Drakenstein, Stellenbosch, Paarl (on y relève le « coin français » ou *Franssche Hoek*) et qui s'appelle Villiers, Fouché, Brière, Salatier, Leroux, Malherbe, Godefroy, du Plessis, Taillefer, de La Roche, etc., tandis que leurs fermes se dénomment Languedoc, Rhône, Normandie, Bourgogne, Lourmarin, Arc-d'Orléans, Artois, Cabrières, Provence, La Brie, Picardie, Nantes, Calais, Versailles, Montpellier, La Motte, etc. Ils arrivent avec leurs ministres, parmi lesquels François Simond jouera un grand rôle. La Compagnie (la Chambre des XVII) hésite longtemps entre deux politiques à l'égard de ces indispensables collaborateurs auxiliaires (longtemps la moitié de la population européenne) : respecter leurs communautés, leurs coutumes, leur langue ; préparer l'unification, la fidélité aux Provinces-Unies, la disparition de leurs particularités. En 1697 il faut encore publier les placards officiels dans les deux langues. En 1704 les Français, à qui l'on a donné un ministre néerlandais, réclament encore un prêche en français par quinzaine ; il y a encore un service français à Drakenstein en 1715, encore en 1718, « même s'il n'y a que deux ou trois personnes ». Un service funèbre en français se célèbre en 1724, mais on ne compte plus que 25 ou 26 vieillards ignorant le hollandais, et 1739 marque la fin des services en français. Les noms de personnes sont dès lors gagnés par la corruption. En 1752 l'astronome La Caille constate la disparition progressive de la langue des huguenots, dans l'usage familial. En 1786 Le Vaillant ne découvre plus au Cap qu'un vieillard parlant le français ! Cent ans ont suffi pour faire triompher la politique, tenace sans brutalité, mais sans défaillance, de l'assimi-

1. Il repousse l'étymologie « Eidgenot » et nous ramène au roi Huguo. Il croit au « grand dessein » de Henri IV. P. 21, Louis XIV épouse Maintenon pour la récompenser de son zèle contre l'hérésie. P. 22, le Brandebourg identifié avec la Prusse. P. 25, « venant de la Flandre française, surtout de Gand, et connus comme Wallons ». P. 25, Vaudois « les protestants du pays de Vaud ». Plus loin, p. 135 : « a Frenchman from the Grisons ».

lation, qui semble avoir laissé leurs qualités originelles (surtout la vivacité et capacité de résistance) à ce petit peuple, pépinière de juges, de pasteurs, de médecins, de législateurs, de politiciens, de fermiers, *boers* et *voortrekkers*, c'est-à-dire des personnalités dirigeantes du peuple sud-africain¹.

Henri HAUSER.

René GROUSSET, J. AUBOYER, J. BUHOT. **L'Asie Orientale, des origines au XV^e siècle.** Première Partie : *Les Empires*. Paris (Presses Universitaires de France), 1941, XXXIX-584 pages, gr. in-8° (« Histoire Générale » fondée par G. GLOTZ. *Histoire du Moyen Age*, t. X).

Nous ne parlerons ici que de la partie proprement indienne de cet ouvrage, celle qui, occupant les 138 premières pages du volume, est l'œuvre propre de M. Grousset. Le reste comprend une histoire de la Chine et de l'Empire Mongol, également par M. Grousset ; une histoire de l'Indochine et de l'Insulinde par Mlle Auboyer ; une histoire du Japon par M. Buhot.

L'histoire de l'Inde ancienne n'aura sans doute jamais le degré de précision auquel ont atteint celles de Rome ou de la Grèce classique. Outre que le génie sans arêtes des Hindous n'a guère produit de ces fortes personnalités qui imposent le destin d'une époque, la tradition historique même n'a pas de sens pour ce peuple, les annales font presque entièrement défaut, les faits réels sont masqués sous un revêtement de légendes, souvent transposées en mythes, d'où l'on peut malaisément les extraire. Il a fallu depuis cent ans reconstituer pas à pas l'histoire des siècles les plus anciens à l'aide des données fragmentaires provenant des domaines limitrophes, Iran, Proche-Orient hellénisé, Chine. La tâche de l'avenir sera d'approfondir cette recherche. Du côté indien il faudra y joindre la masse sans cesse accrue, mal explorée encore, des faits épigraphiques. Même pour les périodes les plus anciennes (la préhistoire dans l'Inde vient affleurer au IV^e siècle avant l'ère), le témoignage des œuvres littéraires, fussent-elles de basse époque, n'est pas négligeable. C'est par un de ces textes que le nom de Candragupta a été révélé, identifié dès la fin du XVIII^e siècle avec le nom grec de Sandrokottos, ce qui fournissait le premier repère fixe dans une période totalement inconnue. Il ne s'agira plus avec Pargiter ou Jayaswal de refaire de l'histoire authentique au moyen des *Purāna* ou de l'épopée ; il faudra cependant tenir compte, en un chapitre nettement distinct, des traditions indiennes : qui sait si tel nom propre, telle généalogie ne serviront pas un jour, grâce à quelque recoupement, à fixer un point d'histoire ? La tradition des écoles védiques, notamment celle du *Yajur-Veda*, ne manque pas en précisions et en *realia*. Elle n'a pas été explorée : le *Vedic Index* de Keith ne fait état que des recueils liturgiques les plus anciens, qui ne fournissent que peu de matière. De même la littérature *jaina* n'a jamais été utilisée à des fins historiques.

L'extrême difficulté de la tâche explique la rareté des ouvrages sérieux sur l'histoire ancienne de l'Inde. Il y faut la double compétence, rarement réunie, du philologue et de l'historien. Les ouvrages bien connus de Vincent Smith sont

1. A côté de paysages, l'illustration nous donne bizarrement des scènes prises à un film !

sommaires pour la période antique ; la *Cambridge History of India*, encore inachevée, est une œuvre considérable, mais la multiplicité des collaborateurs, qui a ses avantages, a entraîné un excès de fragmentation. En langue française, l'œuvre historique de La Vallée Poussin, fruit du labeur imprévu d'un éminent spécialiste de la scolastique bouddhiste, constitue un précieux répertoire des opinions des savants et des fluctuations de la science touchant les problèmes indiens : ce n'est pas un traité d'histoire. Les lecteurs ont à leur disposition, outre un exposé assez bref et quelque peu aride de M. Masson-Oursel, les livres de M. Grousset, dont celui-ci, qui rajeunit et améliore les versions précédemment données dans l'*Histoire de l'Asie* et l'*Histoire de l'Extrême-Orient*.

Telle est l'immensité de la matière qu'il a fallu en scinder la présentation : le volume actuel se limite à l'histoire au sens restreint du terme, tout ce qui concerne les institutions et les croyances devant former un second volume. Il y avait d'excellentes raisons pour adopter ce plan. Il a l'inconvénient, en ce qui concerne l'Inde, de faire apparaître dans une certaine sécheresse, et parfois d'une manière vide de signification, un développement où les événements d'ordre politique et militaire, les révolutions de palais, ne sont pas ce qui a importé. Comme M. Grousset le dit lui-même excellemment (p. 8) : « Si l'Inde a agi sur le monde (et peu de pays ont eu un tel rayonnement extérieur), c'est à sa pensée qu'elle le doit » : les accidents de sa vie politique n'ont laissé presque aucune trace dans sa vie spirituelle. D'un simple point de vue pratique, comment faire comprendre la personnalité d'Açoka si l'on n'a pas parlé d'abord du bouddhisme ? Avant la période où l'Inde, par la campagne d'Alexandre, entre véritablement dans l'histoire, elle avait élaboré l'une des religions les plus fortement organisées qui soient, le védisme ; elle avait fondé les assises du brâhmanisme, du bouddhisme et du jainisme, constitué la matière du corpus épique et esquissé les grandes lignes de sa philosophie. Qu'apparaît-il de tout cela dans une histoire politique, si pauvre que l'ouvrage qui la décrit a pu sans inconvénient s'insérer dans une *Histoire du Moyen Âge*, — alors que les indianistes seraient fondés à revendiquer pour l'Inde antique une place à la suite de l'Égypte et de Babylone ?

L'ouvrage de M. Grousset, il va sans dire, est d'une information exacte et précise : la rédaction, plus concise, est plus ferme en même temps que dans les exposés antérieurs. La bibliographie aussi est mieux nourrie et l'on y voit moins cette prépondérance abusive accordée aux travaux français, qui ne répond pas à la réalité. Certaines portions sont traitées de manière un peu succincte : sur l'expédition d'Alexandre, il semble que M. Grousset aurait pu tirer plus qu'il n'a fait de l'ouvrage de Breloer (cité n. 146, p. 38) qui a renouvelé la question, et auquel s'est ajouté récemment, du même auteur, *Alexanders Bund mit Poros, Indien von Dareios zu Sandrokottos* (Sammlung Or. Arbeiten IX, Leipzig, 1941). De même il y a davantage à puiser dans Mégasthène et dans Kautilya : même si l'on admet après les consciencieuses recherches d'Otto Stein (*ouvr. cit.*, n. 178, p. 45) que les discordances entre ces deux sources pèsent plus lourd que les coïncidences, il reste que Kautilya, rédigé à une date plus récente, contient des matériaux valables pour l'époque de Mégasthène. Le royaume de Vijayanagar méritait aussi une mention plus précise : il ne se confond pas avec la poussière des dynasties locales qui encombrant l'histoire de l'Inde à partir du VIII^e siècle : il a joué un rôle particulier au point de vue culturel. Enfin on souhaitait trouver quelques lignes sur l'histoire du Népal, pour laquelle nous avons la chance de posséder une mono-

graphie de premier ordre (Sylvain Lévi, *Le Népal : Étude historique d'un royaume hindou*, Paris, 1905-08, 3 vol.), et où quelques données certaines valent pour la période ici traitée.

Puisqu'il est dit un mot (p. 51, n. 21) sur l'étymologie ou du moins sur le sens du mot *ārya* « aryen », c'était le cas de citer l'ingénieux mémoire de M. Thieme, *Der Fremdling im Rgveda* (1938), où l'auteur s'efforce d'établir que le mot dérive du substantif *ari* « étranger » (avec la double implication « hôte » et « ennemi », cf. lat. *hostis*) et qu'il aurait signifié d'abord, en tant qu'ethnique, « les Hospitaliers ».

M. Grousset s'appuie comme de juste sur les auteurs les plus récents ; il fait grand état, par exemple, des hypothèses, bien arbitraires d'ailleurs, de M. Tarn sur la période « gréco-bactrienne ». Mais dans le domaine indien nombre d'ouvrages anciens n'ont en fait jamais été remplacés. Ils demeurent la source, et ce n'est pas justice que citer à leur place tel ou tel article récent d'un périodique indien qui n'ajoute que des rêveries à ce qui est connu de longue date. Une véritable bibliographie historique serait en même temps un historique des études, conforme à celui que donne exemplairement Wackernagel pour sa grammaire sanskrite. On regrette que manque ici (p. x) l'ouvrage de Lassen (*Indische Alterthumskunde*), dont Barth a écrit que c'était un des monuments scientifiques du XIX^e siècle. Sans doute l'adhésion de Lassen à la tradition indigène ne peut plus être retenue ; mais bon nombre de faits qu'il a été le premier à mettre en lumière n'ont été depuis lors ni controuvés, ni même réexaminés. De même, pour des questions plus spéciales, les travaux épigraphiques de Bühler (auxquels d'ailleurs M. Grousset renvoie deux ou trois fois), ainsi son mémoire sur les Cālukya, ont une portée sur laquelle le temps n'a pas de prise.

Puisse ce livre solide, qui fait le point de l'état actuel des recherches, montrer la nécessité de constituer des séries de monographies, qui permettront de voir plus clair dans un domaine encore infiniment trouble et confus¹ !

LOUIS RENOU.

1. Je ne puis concevoir pourquoi M. Grousset, sous prétexte d'harmoniser avec les transcriptions chinoises, abandonne — tout au moins pour les termes sanskrits — « la transcription anglaise » comme il dit, en fait adoptée depuis longtemps par tous les orientalistes, au bénéfice d'une transcription française hideuse qui, gênant les indianistes ainsi que les lecteurs étrangers, n'aidera pas sensiblement les autres.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Le *Journal de bord de Christophe Colomb* (1492-1493) se présente à nous avec cette indication : « publié par les soins de Rinaldo CADDEO, traduit de l'italien par Georges PETIT » (Paris [et Bruxelles], Charles Dessart, 1943, in-8° de 250 p., un portrait, une carte, un fac-similé et un frontispice. Prix : 55 fr.). — Il s'agit en réalité de la traduction italienne, donnée par Marmocchi en 1840, du texte établi en 1825 par Navarrete d'après des copies qui avaient été expurgées pour ne pas fournir d'éléments aux revendications lusitaniennes. Ni l'introduction (déjà ancienne d'ailleurs) de Caddeo ni les notes ne nous fournissent aucune donnée critique sur la façon dont ce texte a été établi, sur la mesure dans laquelle il reproduit les paroles (lettres aux rois catholiques, déclarations, etc.) écrites ou dictées par le navigateur lui-même, dans quelle mesure il est l'œuvre partielle d'un scribe ou rédacteur contemporain ou postérieur, quels rapports il soutient avec les relations, souvent citées à l'appui ou en variantes dans les textes, de Fernando Colombo ou de Las Cazas, il est impossible de le voir dans la présente version française. On se persuade seulement que ce texte a été remanié tardivement quand on y voit rectifiées des coordonnées établies inexactement (parfois volontairement) par le découvreur de Guanahani, de Cuba, de la Tortue et de Saint-Domingue et qui en relève des allusions à la fin du voyage. En appendice, les deux lettres attribuées à Toscanelli. — Tel qu'il nous est présenté, le *Journal* est donc un document peu utilisable. Quant à l'Introduction de M. Caddeo (*Le Grand Voyage*), elle n'apporte aucun élément nouveau à la discussion des questions colomébines. Les notes semblent toutes venir de l'édition de Caddeo et, par conséquent, n'ajoutent rien à nos connaissances. Les titres sensationnels des paragraphes ne font pas de cette nouvelle édition un document utilisable.

HENRI HAUSER.

— Peter RASSOW. *Die politische Welt Karls V.* (Munich, Georg D. W. Callweg, 1942, petit in-8°, 94 p., 3 fig.). — Trois études, écrites et réécrites de 1932 à 1941, sur ce sujet : comment, de la rencontre entre le complexe d'États qui constituèrent la monarchie de Charles de Bourgogne, héritier de la Castille et de l'Aragon et l'élection de 1519 naquit l'opposition entre deux significations du mot Empire : la conception médiévale de l'Empire romain, supérieur aux autres royaumes, et la conception déjà moderne de l'impérialisme espagnol, avec ses dépendances ultramarines, ses forces mises à la disposition d'une politique impériale contre laquelle s'insurgent souvent les traditions et les instincts de l'Espagne. Cette opposition apparaît dans l'énoncé des titres du manifeste de Barcelone en 1519 : « *Don Carlos por la gracia de Dios electo Rey de Romanos, futuro Emperador semper augusto, Rey de Castilla, de Leon, etc., de las islas de Canaria, Tierra Firme del mar Oceano,...* en uno con la muy alta y muy poderosa Reyna D. Juana, mi señora madre. » Cette contradiction, le régent des héritages burgundo-espagnols devenu héritier des domaines autrichiens et qui, empereur, a essayé vainement de

la résoudre, d'abord par une entente avec Ferdinand suivant le programme de la sage Marguerite d'Autriche, puis par cette combinaison étrange qui aurait fait de don Philippe un roi des Romains successeur de Ferdinand. Cette politique échoue définitivement après Mühlberg, et ne laisse comme résidu que l'union héréditaire entre les deux branches de la maison d'Autriche. Elle a pour support la mission catholique que s'est donnée le roi d'Espagne, lutte contre les infidèles et les alliés des infidèles, réconciliation avec les dévoyés que soutient l'alliée des infidèles. Ici apparaît, en 1530, au moment où s'élabore la *Confessio augustana*, le rôle qui faillit être capital, d'Érasme. A la suite de Marcel Bataillon, M. Rassow met en lumière l'importance de la correspondance qui s'échange alors entre Augsbourg et Fribourg. Comme il arrive, ce qui reste de tout cet effort, ce n'est pas ce qu'a voulu l'empereur, ce qu'il a poursuivi même à Yuste, c'est-à-dire une restauration du Saint-Empire, mais bien cette réalité vivante, autre que celle qu'avait voulue son créateur, à savoir l'empire espagnol. H. Ha.

France. — M. Jacques DE DAMPIERRE, qui a été chargé d'organiser le recensement et le catalogage des publications officielles (en 1940, a paru le t. I de l'*Inventaire général des publications officielles*, Paris, Berger-Levrault), a publié sur *Les publications officielles des services publics* une *Étude critique et administrative* (Paris, Picard, 1942, in-8°, 628 p., illustr. ; prix non indiqué) qui offre un très réel intérêt. En effet, en dehors des conseils très précieux qui y sont prodigués aux administrations et aux bibliothécaires, touchant la confection et l'inventaire des publications en question, on y trouve un historique, je dirai presque une sociologie, des publications officielles, depuis les communications verbales des hérauts aux émissions de la radio, une classification très étudiée des publications élaborées par les assemblées et les organismes administratifs, — et, à ce titre l'analyse critique des imprimés du Parlement français et du *Journal officiel* est remarquablement riche et utile, des notions, enfin, sur le régime de fabrication et de distribution, — y compris le dépôt légal, — des publications officielles. Du labeur qu'ont certainement coûté à M. J. de Dampierre la recherche et le groupement des renseignements accumulés dans cet ouvrage, l'auteur sera sans nul doute récompensé par la certitude qui peut lui être donnée que les historiens en tireront de nombreux renseignements utiles. G. BOURGIN.

— C'est en 1941 qu'a paru le premier fascicule des *Livrets d'Études locales* ; il était intitulé *Manuel des Études drômoises* et avait pour auteur le directeur de la nouvelle collection, M. Jacques DE FONT-RÉAULX, archiviste en chef du département de la Drôme¹. Malgré les difficultés actuelles, deux nouveaux livrets ont vu le jour depuis cette date, un *Manuel des Études vivaroises*, œuvre de M. Élie REYNIER, qui se rapporte au département de l'Ardèche, et un *Manuel des Études héraultaises*, rédigé par M. Émile APPOLIS, professeur agrégé d'histoire au lycée de Montpellier². D'autres fascicules sont en préparation ; ils seront consacrés aux départements de l'Isère, de la Lozère, de l'Allier et du Gard.

1. Jacques DE FONT-RÉAULX, *Manuel des Études drômoises* (Les Livrets d'études locales, I). Valence, Imprimeries Réunies, 1941, in-16, 55 p., 3 cartes. Prix : 10 francs.

2. Élie REYNIER, *Manuel des Études vivaroises* (Les Livrets d'études locales, II). Valence, Imprimeries Réunies, 1942, in-16 de 61 p., 2 cartes, prix : 12 francs. — Émile

Dès maintenant, à la lumière des trois fascicules parus, on peut définir les caractères de la collection et présumer des services qu'elle est appelée à rendre aussi bien à l'histoire générale qu'aux érudits locaux.

Dans l'introduction du *Manuel des Études drômoises*, M. de Font-Réaulx a exposé en des termes d'une vigoureuse netteté le but qu'il s'est proposé : « La faveur nouvelle qu'obtiennent aujourd'hui, jusque dans les écoles primaires, les études locales, écrit-il, impose à un de ceux qui les représentent le plaisir d'en fournir un guide pour indiquer en un court livret et pour leurs diverses spécialités les ouvrages où se renseigner, les travaux à poursuivre et quelques sujets d'étude. » Voilà un programme de tout point excellent et auquel l'on peut souscrire sans réserve. Faire connaître à ceux qui veulent s'instruire du passé de leur ville ou de leur région les publications scientifiques capables de les renseigner exactement, orienter les travailleurs vers les questions susceptibles de donner lieu à des recherches fructueuses aussi bien que vers les instruments de travail indispensables, c'est apporter à la science historique une contribution qui dépasse de beaucoup les limites qu'avec une excessive modestie M. de Font-Réaulx assigne à son entreprise. L'histoire générale s'appuie souvent sur les données que lui fournit l'histoire locale et sans l'utilisation desquelles elle ne peut fixer comme il convient la valeur et la portée des événements qu'elle étudie. Il importe donc que les érudits régionaux, appelés à lui fournir des matériaux, aient une initiation suffisante aux méthodes critiques. En les guidant et en les orientant suivant les directives précédemment indiquées, M. de Font-Réaulx fait œuvre utile.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les trois « livrets » parus pour constater que la nouvelle collection a toutes chances d'atteindre le but qui lui est proposé. On y trouvera, pour chacun des départements qui en font l'objet, un aperçu exact et précis de l'état actuel de la science non seulement sur l'histoire des différentes périodes depuis la préhistoire jusqu'à l'époque contemporaine, mais aussi sur la géographie, sur les monuments, sur la vie intellectuelle, sociale, économique, sur les dialectes et le folklore, sur l'histoire communale et familiale. Chaque chapitre renferme des indications bibliographiques bien choisies et clairement présentées, auxquelles s'ajoute dans le *Manuel des Études héraultaises* — et c'est là une innovation qui nous a paru fort heureuse — une liste des inventaires et répertoires des dépôts d'archives. En outre, les travailleurs régionaux apprécieront le catalogue des sources, collections de textes, ouvrages de référence, qui constituera un sûr point de départ pour leurs recherches. Il serait seulement souhaitable qu'on les familiarisât aussi avec la bibliographie générale, en leur faisant connaître les grands répertoires français et étrangers, les manuels, les histoires générales, les périodiques les plus usuels, et en leur indiquant quel parti ils peuvent en tirer. M. de Font-Réaulx annonce un livret intitulé *Le document d'histoire locale* ; ne serait-il pas également utile d'en prévoir un sur les instruments de travail de l'érudit régional ? Ainsi s'accuserait très heureusement le caractère de « guide » que M. de Font-Réaulx veut imprimer à sa collection.

Il est un autre article du programme qui paraîtra particulièrement opportun. M. de Font-Réaulx se propose d'indiquer aux érudits locaux « les travaux à poursuivre et quelques sujets d'études ». Rien ne saurait leur être plus utile.

Il nous a été donné plus d'une fois de constater que ces érudits éprouvaient quelque peine à se fixer sur un « sujet d'études ». Par timidité, ils n'osent aller trouver le professeur d'Université, l'archiviste ou toute autre personne expérimentée qui les aiguillerait sur une piste où ils auraient chance d'aboutir à des résultats ; il leur arrive alors de s'engager un peu au hasard sur une voie sans issue et, après une expérience manquée, leur bonne volonté se décourage. D'autres, également parce qu'ils n'ont rencontré personne qui pût les conseiller, dépensent leur activité en des travaux sans grand intérêt pour l'histoire générale. A tous on peut rendre service en signalant les problèmes qui attendent leur historien en même temps que les moyens de les aborder. M. de Font-Réaulx l'a fort bien fait dans son *Manuel des Études drômoises*, mais ses collaborateurs ne l'ont pas suffisamment imité et nous souhaitons vivement que les prochains livrets donnent davantage satisfaction à cet égard. Ce sera le plus sûr moyen d'assurer l'avenir d'une collection qui se présente très bien et dont le directeur, par sa valeur professionnelle, par son sens critique, par sa contribution de premier plan à l'histoire de la province à laquelle ses fonctions l'ont attaché, a conquis l'autorité nécessaire à pareille entreprise.

Augustin FLICHE.

— Le *Recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la Chancellerie de France*, commencé en 1881 par Paul GUÉRIN, avait atteint, en 1919, avec son t. XII, la fin du règne de Louis XI. Voici qu'après vingt ans d'interruption, M. Léonce CELIER fait paraître un nouveau volume, consacré à la minorité de Charles VIII (t. XIII, 1483-1492; Poitiers, Société des Archives historiques du Poitou, 1938, in-8°, ix-325 p. ; formant le t. L des *Archives historiques du Poitou*). — La dureté des temps autant que la nature même des documents lui a imposé de nouvelles et plus simples méthodes de présentation. Au lieu d'une publication intégrale, pourvue d'une abondante annotation, il s'est contenté, le plus souvent, d'analyses détaillées, entremêlées de copieuses citations des passages les plus caractéristiques ; l'annotation est réduite à une identification brève, mais précise, des lieux et des personnages. Cette compression ne présentait point d'inconvénient majeur. Les registres du Trésor des Chartes, en effet, ne contiennent plus guère, à la fin du xv^e siècle, — en dehors de quelques concessions de privilèges, créations de foires, lettres de naturalité, d'anoblissement ou de légitimation — que des rémissions dont seuls importent les considérants. Sur 295 actes analysés, il y a 241 lettres de rémission, et ce sont d'ailleurs les plus intéressants du recueil.

Comme presque tous les pardons concernant des meurtres, l'impression qu'on retire de leur lecture n'est pas celle d'une société très policée. Mais il faut se garder d'en conclure que les mœurs étaient beaucoup plus brutales que celles dont nous parlent les faits divers de nos journaux. Dans les campagnes, ce sont rixes de paysans après boire (nos 40, 65, 145, 269), drames passionnels, vengeances de maris trompés (110), dont l'un va jusqu'à châtrer le coupable (271) ; querelles d'intérêts pour des questions d'héritage (63, 143, 210), disputes entre voisins pour le barrage de leurs champs, le bris des clôtures (43, 89, 261), le pacage des troupeaux sur les terres d'autrui (173, 178, 223, 253, 265, 270), l'abattage d'arbres mitoyens (90), le droit de passage (203), l'irrigation des prés (228, 248). On se tue pour les motifs les plus futiles, un bol de soupe (26), quelques volailles (37), un sac de noix (39), des grappes de raisin (41), quelques bottes de foin (47, 109,

165, 235), trois pieds d'ail (98), des fagots volés (128, 161), du fumier (168), le produit d'une pêche (19, 227), l'emprunt d'une cognée (204) ; on incendie les meules de l'adversaire (108). Les obligations communautaires du régime agraire sont elles aussi, naturellement, source de difficultés : le partage de la récolte entre « parsonniers », l'exercice du droit de glandée (53) ou de vaine pâture (6), la nécessité de moudre au moulin seigneurial (24), entre autres. On s'en prend, comme de juste, aux huissiers venus faire quelque exploit de justice (71, 174), aux collecteurs de rentes ou d'impôts (82, 91). Rien là que de très courant, et de tous les temps. A vrai dire, les hobereaux ne sont guère moins violents, se querellent entre eux pour les mêmes raisons d'intérêts, ont le point d'honneur chatouilleux (9, 45), gardent jalousement leurs garennes contre le braconnage des tenanciers (102, 129, 208, 209).

On voudrait noter tous les traits de mœurs que révèlent les « humbles supplications » des impétrants. Il faut se borner aux plus caractéristiques. En dehors des cas de braconnage caractérisés, le paysan chasse encore très librement la bécasse ou la grosse bête, renard, loup (272) ; l'ère des grandes restrictions au droit de chasse commence seulement à poindre. Les jeux, à l'arbalète, à la bille, à la boule, aux quilles, à la clef, à la paume, aux dés, les fêtes traditionnelles, comme la cueillette du mai par les compagnons à marier (44), occupent ses loisirs autant que les beuveries dans les tavernes. La superstition populaire voit partout sorcières et empoisonneuses ; on se délivre des sortilèges et des indispositions en mettant à mal, jusqu'à ce que mort s'ensuive, les coupables présumées (25, 32, 35, 80, 103, 163). En dehors de l'homicide, le crime le plus souvent pardonné est celui de fausse monnaie, dont nous avons relevé une dizaine de mentions. On s'étonne de n'y voir par citée aussi la contrebande du sel, qui cependant ne devait pas être rare en un pays producteur comme le Poitou.

L'insécurité était-elle encore très grande en cette fin de siècle ? On parle parfois de troupes de brigands qui courent le pays (149, 257), et c'est pour se prémunir contre leurs attaques plus ou moins hypothétiques que bon nombre de seigneurs obtiennent encore la permission de fortifier leurs châteaux (170, 171, 221) ; et pourtant ni Louis XI ni les Beaujeu n'aimaient beaucoup les châteaux seigneuriaux. Il est vrai que les troubles politiques devaient avoir leur contre-coup sérieux sur les marches bretonnes. Aux guerres privées (attaque de l'abbaye d'Angle par les Ysoré, 59, 60) s'ajoute la Guerre folle, qui amène en Poitou des mouvements de troupes contre la Bretagne (116, 118, 177, 218) ou contre la Guyenne (99), la présence de la turbulente garde écossaise (87), la levée de francs-archers (153, 160), les réquisitions de vivres (195), l'obligation pour les hommes du plat pays d'assurer le guet aux forteresses (68, 96). Un peu plus tard, la révolte du maréchal de Rieux contre Anne de Bretagne a aussi ses répercussions dans la région (211, 217). Il en résulte interruption du commerce avec la Bretagne (137), obligation pour ceux qui se sont enrôlés dans le camp des rebelles de s'exiler avant d'obtenir leur pardon (139, 140). Pourtant ces derniers troubles de l'ère médiévale n'étaient pas tels qu'ils ne permissent point à l'activité économique de reprendre. Notons, sur ce dernier point, un intéressant témoignage de l'activité des communautés religieuses, soucieuses de remembrer leurs propriétés et d'exiger les redevances tombées en désuétude (190). Ainsi que la mention de l'essartage d'une jachère au grand dam des voisins qui y menaient paître librement (202).

On eût aimé que tous ces renseignements, glanés au cours d'un rapide dépouil-

lement, aient été commodément réunis avec bien d'autres dans une table des matières, un *index rerum* dont l'utilité n'est pas à démontrer. Mais, comme dans tant d'autres publications de l'érudition française, M. Celier s'est borné à indexer soigneusement les noms propres, qui sont loin d'offrir au chercheur les précieux renseignements que lui aurait offerts une table analytique. Il faut lui savoir gré, du moins, de la conscience avec laquelle il s'est acquitté de sa tâche en nous offrant une si belle moisson de documents.

E. PERROY.

— Pour traiter pertinemment de l'ordre des Templiers, il faudrait, nous dit M. Marcel LOBET, être à la fois « un historien médiéviste, un juriste..., un orientaliste..., un homme d'Eglise..., un hérésiologue, ». M. Lobet, qui n'est rien de tout cela, mais « un simple essayiste », n'a pas résisté à l'envie d'écrire une *Histoire mystérieuse et tragique des Templiers* (Paris et Liège, Éditions Soledi, 1943, in-8°, 274 pages), dans le dessein « de faire prévaloir les arguments du bon sens sur les arguties des érudits ». On peut se demander si l'auteur était particulièrement armé pour effectuer cette mise au point, s'il a parfaitement assimilé les copieuses lectures dont témoigne une bibliographie trop mêlée, s'il a abordé correctement les problèmes essentiels. — Son ouvrage se compose de trois parties : d'abord un bref récit des origines de l'ordre et de son rôle en Terre Sainte. Il n'a pas marqué que saint Bernard, d'abord hostile à cet ordre nouveau, s'y est pleinement rallié au concile de Troyes, et, par son adhésion enthousiaste, en a assuré la prospérité. Sur le rôle militaire, il se borne à des anecdotes décousues, mais réagit justement contre le parti pris de dénigrement dont M. Grousset a fait preuve à l'égard des ordres militaires. — Une seconde partie étudie les griefs formulés contre l'ordre. Elle est très superficielle. Le rôle bancaire des Templiers, au lieu d'être rappelé d'après le mémoire classique de Léopold Delisle, est résumé d'après un ouvrage plus récent qui n'en est que le médiocre démarquage. S'il fait ensuite la critique sévère des accusations dont l'ordre a été la victime, et réduit à néant les plus saugrenues, il ne cherche à préciser ni l'origine ni la date de ces calomnies : on ignore s'il s'agit d'accusations contemporaines ou postérieures au procès. — L'histoire même du procès est ensuite reprise, en suivant de près les travaux de M. Lizerand et divers articles d'encyclopédie. Philippe le Bel en est, selon la position traditionnelle, le bouc émissaire. Dès son introduction, M. Lobet nous le laissait deviner, parlant de « l'Affaire provoquée par la cupidité de Philippe le Bel », des « bûchers allumés par la convoitise de Philippe le Bel ». Théorie simpliste, et qui se heurte à mille difficultés. Que le procès ait été, pour le roi et ses légistes, un simple expédient financier, c'est ce qu'on ne saurait plus admettre. Il reste possible (et M. Fawtier a apporté là-dessus de séduisants arguments) que le Capétien ait cru sincèrement défendre la religion et la morale. Cet homme, que des contemporains ont pris pour un fantôme, se montrait intransigeant dès que la morale était en jeu : l'affaire des brus du roi le prouve surabondamment. Mais M. Lobet n'y voit qu'une preuve de plus d'un caractère injuste et pervers. On ne peut dire que son explication soit satisfaisante, ni qu'il soit allé très loin dans la critique des témoignages. Enfin, restait à savoir dans quelle mesure l'affaire, au moins à ses débuts, fut pour les légistes un moyen de chantage pour forcer la main du pape dans le procès contre le mémoire de Boniface VIII : de cela pas un mot. — Nous aurions volontiers sacrifié les trop longues pages où M. Lobet examine les billevesées pseudo-historiques qui ont tenté de relier la franc-maçonnerie aux Templiers. Médiocre livre de vulgarisation.

É. PY.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. HISTOIRE GÉNÉRALE

René Dussaud. Notice sur la vie et les travaux d'Ernest Renan. [*Bull. de l'Ac. des I. et B.-L.* oct.-déc. 1943. — *François Olivier-Martin.* Notice sur la vie et les travaux de M. Antoine Thomas (1857-1935). [*Ibid.*].

Arthur Dony. Le procédé « liégeois » de fabrication du zinc. Sa genèse et son développement. Les déboires et la faillite de l'inventeur, d'après les documents originaux. [*Ac. roy. de Belg. Bull. de la cl. des Lettres et des Sc. mor. et pol.*, 1943, nos 6-9.]

Marcel Aubert. La formation de l'architecture classique en France (à propos de l'ouvrage de *Louis Hauteceœur.* Histoire de l'architecture classique en France). [*J. des S.*, janv.-mars 1944.]

II. ORIENT CLASSIQUE ET ANTIQUITÉ

Ch. Virolleaud. Le roi Kéret et son fils (II K.). (troisième partie). [*Syria*, 1942-1943, 1^{er} et 2^e fasc.]

A. Dupont-Sommer. Un buste palmyrénien inédit. [*Ibid.*] — *Pierre Roussel.* Décret des Péléganes de Laodicée-sur-Mer. [*Ibid.*] — *R. Dussaud.* Temples et cultes de la Triade héliopolitaine à Ba'albeck. [*Ibid.*]

Joseph Bidez. Hermias d'Atarnée (ami et protecteur d'Aristote). [*Ac. roy. de Belg. Bull. de la classe des Lettres et des Sc. mor. et pol.*, 1943, nos 6-9.]

Pierre Grimal. La colline de Janus, commentaire à Virgile, *Enéide*, XIII^e s. [*Bull. de l'Ac. des I. et B.-L.*, oct.-déc. 1943.] — *Fernand Benoit.* Statuaire pré-romaine d'Aix. [*Ibid.*]

E. Thevenot, L. Armand-Calliat, R. Louis, G. Drioux et G. Grémaud. La Tabula Imperii romani (2^e article). [*A. de Bourg.*, mars 1944.] — *Adrien Blanchet.* Quelques remarques à propos de la carte archéologique de la Gaule romaine (*Forma orbis romani*). [*Bull. de l'Ac. des I. et B.-L.*, oct.-déc. 1943.] — *Henri-Irénée Marrou.* Le symbolisme funéraire des Romains (1^{er} article) (à propos de l'ouvrage de *Franz Cumont*). [*J. des S.*, janv.-mars 1944.] — *D. M. Pippidi.* Dion Cassius et la religion des empereurs. (Son hostilité contre l'apothéose impériale.) [*Rev. hist. du S.-E. eur.*, XIX, 2, 12.94]

III. MOYEN AGE

J. Vielliard. Conseils aux éditeurs de textes français du moyen âge. [*Rev. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1943.]

Edouard Poncelet. Les droits souverains de la principauté de Liège sur le duché de Bouillon. [*Acad. roy. de Belg. Bull. de la Comm. roy. d'hist.*, CVIII.] (Retrace les vicissitudes politiques et militaires de l'appartenance de Bouillon depuis le XI^e jusqu'au XIX^e siècle et donne maintes indications d'histoire sociale.)

— *Georges Espinas*. La confrérie de métier des caucheteurs d'Aire-sur-la-Lys. [*R. du Nord*, janv.-mars 1944.] — *R. Couffon*. L'architecture religieuse en Bretagne, du ^v^e au ^x^e siècle (classement des édifices subsistants, édifices bretons de bois et sur plan circulaire, préromans de pierre et sur plan rectangulaire). [*Mém. de la Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, t. XXIII, 1943.] — *Ch. Guerlin de Guer*. Notes de dialectologie picarde et wallonne. [*R. du Nord*, janv.-mars 1944.]

Albert Grenier. Le fer à l'époque mérovingienne. [*J. des S.*, janv.-mars 1944.] — *Édouard Salin*. Le cimetière mérovingien de Varangéville, fouilles de 1943. [*Bull. de l'Ac. des I. et B.-L.*, oct.-déc. 1943.]

J. Marilier. Quelques précisions sur les commencements de Cîteaux. Les donations d'Élisabeth de Vergy. [*A. de Bourg.*, mars 1944.] — *R. Rodière*. Statistique féodale du bailliage de Rue et de quelques villages voisins (*suite*). [*Soc. d'émul. d'Abbeville*, 1939-41.]

Émile Condurachi. Le prix de l'or au début du ^v^e siècle. A propos d'un passage de Symmaque. (Hausse du prix de l'or par rapport à l'argent de Constantin à Théodose.) [*Rev. hist. S.-E. eur.*, XIX, 2, 1942.] — *W. Weber*. Das Daco-getische Volk. (Éléments ethniques des Roumains, témoignages des fouilles archéologiques.) [*Ibid.*, XIX, 1, 1942.] — *Gustave Bardy*. La prédication de saint Césaire d'Arles. [*Rev. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1943.]

Paul Deschamps. Étude sur un texte latin énumérant les possessions musulmanes dans le royaume de Jérusalem vers l'année 1239. [*Syria*, 1942-1943, 1 et 2 fasc.]

M. Holban. Autour de 2 rapports inédits sur Caragea et Callimachy (*fin*). [*Rev. hist. du S.-E. eur.*, 1942.] [Voir *Rev. hist.*, t. CXCVIII, 1942.] — *M. Berza*. Sentiment national et esprit local chez les Lombards méridionaux aux ^{ix}^e-^x^e siècles. (D'après la chronique de Salerne. N'est pas très probant.) [*Ibid.*] — *M. Lascaris*. Vagenitia. (Nom d'une région (et non d'une ville) comprenant la côte d'Épire en face de Corfou.) [*Ibid.*] — *P. Goubert*. Maurice et l'Arménie. (L'opinion d'après laquelle Maurice serait d'origine arménienne s'appuie sur des légendes postérieures. Il est né à Arabissos (Cappadoce) d'une famille hellénisée peut-être d'origine romaine.) [*Échos d'Orient*, XXXIX, 1941-1942.] — *Id.* L'aventure de Gondovald et les monnaies franques de l'empereur Maurice. (Voit dans l'abondance des monnaies frappées à l'effigie de Tibère un rapport entre l'aventure de Gondovald et la politique byzantine en Gaule.) [*Ibid.*] — *Id.* Un second Gondovald : Syagrius. (Ambassadeur de Gontran à Constantinople aurait été nommé par Maurice patrice de Provence.) [*Ibid.*] — (*V. Laurent*. Rome et Byzance sous le pontificat de Célestin III (1191-1198). (Justifie Célestin III de l'accusation d'avoir sacrifié la question de l'union religieuse à son alliance politique avec Isaac l'Ange contre Henri VI.) [*Ibid.*, 1940.] — *Id.* Une lettre dogmatique de l'empereur Isaac l'Ange au pape de Hongrie. (Écrite à l'archevêque d'Esztergom au moment des négociations avec Rome. Défend le point de vue grec (questions des viandes étouffées et de la procession du Saint-Esprit). [*Ibid.*] — *R. Löwertz*. La date de la lettre Θ de Manuel Paléologue et l'inauthenticité du *Chronicon majus* de Georges Phrantzes. (Le *Chronicon majus* est l'œuvre d'un faussaire comme le montrent les bévues qu'il a commises dans sa transcription interpolée du *Chronicon minus* (histoire des Paléologues jusqu'à la naissance de Phrantzes et histoire des sultans). [*Ibid.*, 1939.] — *V. Grumel*. L'affaire de Léon de Chalcédoine. (Le *semetoma* d'Alexis Comnène rappelle le détail de la procédure qui aboutit

à la déposition de Léon, racontée inexactement dans l'*Alexiade*.) [*Ibid.*, 1941-1942.] — *Id.* Le schisme de Grégoire de Syracuse. (Ce n'est pas pour s'être séparé d'Ignace, mais pour avoir commis des irrégularités dans son administration que Grégoire Asvestas fut déposé par le VIII^e Concile.) [*Ibid.*] — *A. Vogt.* Le protospathaire de la phiale et la marine byzantine. (Juge du contentieux choisi parmi les officiers de la flotte spéciale du basileus.) [*Ibid.*] — *Id.* Notes de topographie byzantine. (Traces d'une église du v^e s. au Grand-Palais, de la Theotokos Diakonissa sur le *Forum Tauri*. Le palais patriarcal.) [*Ibid.*] — *N. Banescu.* Sceau de Démétrios Katakalon Katépano de Paradounavon. (Thème de Paristrion, époque d'Alexis Comnène.) [*Ibid.*, 1939.] — *Id.* Vicina II Nouvelles recherches sur l'histoire et la toponymie médiévales du littoral roumain de la mer Noire. (Réponse à un article de Bromberg (*Byzantion*, XII-XIII, 1937-1938). [*Rev. hist. du S.-E. eur.*, XIX, 1, 1942.] — *M. Jugie.* Barlaam est-il né catholique ? (De son propre témoignage a été élevé dans la foi orthodoxe et s'est converti à la foi romaine après son retour en Occident. Légende de sa double apostasie due à Cantacuzène et à Grégoras.) [*Ibid.*] — *Ion Moga.* I Romeni di Transilvania nel medio evo. (Industrie pastorale des pâtres roumains ; nomadisme et immigration ? Analyse des publications hongroises.) [*Ibid.*] — *Francis Poll.* Les Croisades en Orient au bas Moyen Age. (Observations sur l'ouvrage d'Atiya (*The Crusade in the later Middle Age*, 1938). [*Ibid.*] — *V. Grumel.* Les lettres de Jean VIII pour le rétablissement de Photius. (La divergence entre les recensions grecque et latine des lettres de Jean VIII ne peut s'expliquer que par des interpolations photiennes du texte grec.) [*Échos d'Orient*, XXXIX, 1939.]

Mina Martens. Actes relatifs à l'administration des revenus domaniaux du duc de Brabant (1271-1408). (Recueil de textes préliminaires à une étude en préparation. Concerne l'histoire administrative, financière, agricole et, par quelques pièces très intéressantes, industrielle.) [*Acad. roy. de Belg., Comm. roy. d'hist.*, 1943.] — *Maurice van Haudenard.* Chartes-lois accordées aux échevinages soumis au chef-lieu de Mons-en-Hainaut (1396-1445). (Publication d'un texte intéressant pour l'histoire administrative et économique, tiré d'un registre disparu dans l'incendie des Archives de l'État le 16 mai 1940.) [*Ibid.*] — *Paul Ourliac.* Le concordat de 1472. Étude sur les rapports de Louis XI et de Sixte IV. « Pape et roi ont scellé, en 1472, leur commune hégémonie sur l'Église de France. Ils ne feront rien d'autre en 1516... Quoi qu'on ait enseigné jusqu'ici, pendant douze ans, Louis XI est resté fidèle au concordat... » [*R. hist. de droit fr. et étr.*, juill.-déc. 1942 et juill.-déc. 1943.]

M. Berza. Der Kreuzzug gegen die Türken. Ein europäisches Problem. (Comment à l'idée d'une croisade contre les Turcs s'est substituée celle de l'équilibre européen, dont la Turquie est un facteur.) [*Rev. hist. du S.-E. eur.*, 1942.] — *G. I. Bratianu.* Le Conseil du roi Charles. Essai sur l'internationale chrétienne et les nationalités à la fin du moyen âge. (Plan d'organisation de la croisade de Charles II d'Anjou. Publication intégrale du texte d'après le mss. français 6049. XIV^e s., Paris, Bib. Nat.) [*Ibid.*] — *P. P. Panaitescu.* Mircea l'Ancien et les Tatares. (Mircea aurait autorisé le chef tatar Toqtamış, révolté contre Timour à traverser la Valachie en 1401 pour porter secours à Bajazet.) [*Ibid.*] — *Charles Verlinden.* Esclaves du Sud-Est et de l'Est européen en Espagne à la fin du moyen âge. (D'après les Archives municipales de Barcelone nombreux esclaves grecs, albanais, bosniaques, bulgares, valaques, russes, caucasiens, criméens, importés par les

navires de commerce jusqu'à 1453. Intéressant.) [*Ibid.*] — *Daleggio d'Alessio*. Traité entre les Gênois de Galata et Mehmet II (1^{er} juin 1453). Versions et commentaires. (Statut légal de l'Église latine en Turquie avant 1923. Divergences entre les versions et le texte original découvert par Iorga.) [*Échos d'Orient*, XXXIX, 1939.]

R. Aubenas. L'ordinatio pro anima en Languedoc aux xv^e-xvi^e siècles. [*Rev. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-déc. 1943.] — *J. Richard*. Quelques idées de François de Surienne sur la défense des villes à propos de la fortification de Dijon (1461). [*A. de Bourg.*, mars 1944.] — *G. Chevrier*. Autorité communale et vie familiale à Dijon aux xiv^e et xv^e siècles. I. L'émancipation des fils de famille devant le maire de Dijon. [*Ibid.*] — *Charles Petit-Dutaillis*. Un héros shakespearien : le bâtard de Falconbridge. [*Bull. de l'Ac. des I. et B.-L.*, oct.-déc. 1943.]

IV. HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

Lucien Febvre. Le Machiavel d'Augustin Renaudet. [*Mél. d'hist. soc.*, IV, 1943.] — *Pierre Jourda*. Le problème de l'incrédulité au xvi^e siècle (à propos de livre de *L. Febvre* sur la religion de Rabelais). [*Rev. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-août 1943.] — *Noël Valois*. Les états de Pontoise, août 1561. [*Ibid.*]

Lucien Febvre. L'ascension d'une famille : Les Le Tellier. [*Mél. d'hist. soc.*, IV, 1943.] — *J. Zeiller*. Un précurseur : François Picquet, consul de France et évêque de Babylone sous Louis XIV. [*J. des S.*, oct.-déc. 1943.] — *Henri Waquet*. Guy Autret, sieur de Missirien et de Lésergué (érudit et publiciste, partisan de Richelieu) (1599-1660). [*Mém. de la Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, t. XXII, 1942.] — *G. Coolen*. François de Valbelle de Tourves avant l'épiscopat (1663 à 1708, date où il devient évêque de Saint-Omer). [*Bull. de la Soc. des Antiq. de Morinie*, 1944, t. XVI.]

J. Ricomard. L'érection en titre d'office des subdélégués des intendants. L'application dans l'ensemble du royaume de l'édit d'avril 1704. (« La situation des subdélégués pouvait varier d'une province à l'autre..., l'administration monarchique était loin d'être uniforme, même à la fin du règne de Louis XIV. ») [*R. hist. de droit fr. et étr.*, janv.-juin 1942, juill.-déc. 1943.] — *Robert Legrand*. L'hiver de 1709 à Abbeville. [*Soc. d'émul. d'Abbeville*, 1939-41.] — *Georges Mollet*. A propos d'une affiche de recrutement sous Louis XV. [*Ibid.*] — *Paul Jeulin*. L'urbanisme à Nantes au xviii^e siècle et sa documentation (critique serrée et approfondie du livre récent de Pierre Lelièvre). [*Mém. de la Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, t. XXIII, 1943.] — *H.-F. Buffet*. L'explorateur port-louisien Julien Crozet (éponyme des îles Crozet dans la mer des Indes, 1728-1780. Sujet renouvelé à l'aide de renseignements tirés d'archives de Paris). [*Ibid.*] — *Hervé du Halgouet*. Au temps de Saint-Domingue et de la Martinique (d'après la correspondance des trafiquants nantais, au xviii^e siècle). [*Ibid.*] — *P. Delattre*. Notice sur la vie et les œuvres de F. Charles Turmel. (Breton, jésuite et architecte, 1597-1675, auteur de nombreux édifices en Bretagne, à Paris, Orléans, etc.) [*Ibid.*]

Constantin I Andreescu. Die Pläne zur Teilung der rumänischen Fürstentümer... in der zweiten Hälfte des XVIIIten Jahrht. und die ersten Hälfte des XIXten Jahrht. (Projets grec et dace de Catherine II et plans divers de partage jusqu'en 1815.) [*Rev. Hist. S.-E. eur.*, XIX, 2, 1942.]

Fernand Braudel. A travers un continent d'histoire : le Brésil et l'œuvre de Gilberto Freyre. [*Mél. d'hist. soc.*, IV, 1943.]

Roger Grand. La chouannerie de 1815. Les Cent Jours dans l'Ouest (272 pages). [*Mém. de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bret.*, t. XXI, 1941.]

Louis Jacob. L'esprit public dans le Nord au début du Directoire. [*R. de Nord*, janv.-mars 1944.]

Lucien Febvre. A travers la pensée du XIX^e siècle (Michelet, Sainte-Beuve, Lamennais, Delécluze). [*Mél. d'hist. soc.*, IV, 1943.] — *Jean Le Roux*. La querelle du Barzaz Breiz entre La Villemarqué et Luzel. [*Mém. de la Soc. d'hist. et d'arch. de Bret.*, t. XXIII, 1943.]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

CHARLES DIEHL
(1859-1944)

Avec Charles DIEHL, décédé à Paris le 1^{er} novembre dernier, disparaît le principal rénovateur des études byzantines en France. Avant lui l'histoire de Byzance avait donné lieu à plusieurs essais, dont quelques-uns comme l'*Empire Grec au X^e siècle* de Rambaud, ou le *Cardinal Bessarion* de Vast, étaient assez brillants, mais en général sans lendemain, leurs auteurs s'évadant vers d'autres travaux. L'histoire byzantine fournissait quelques sujets de thèses, mais n'était pas matière d'enseignement.

Le mérite de Charles Diehl est d'avoir renoué la tradition interrompue en France depuis que Hase avait édité en 1819 le dernier volume de la *Byzantine du Louvre*. Orienté vers Byzance dès son séjour aux Écoles de Rome et d'Athènes, il lui voua toute sa carrière, enseigna son histoire, lui consacra la presque totalité de ses publications et la fit connaître au grand public dans des livres d'un charme inimitable. Son activité scientifique s'est étendue au delà des limites de la France, en Grèce, en Serbie, en Roumanie, en Bulgarie, qui ont envoyé de nombreux étudiants suivre ses cours.

Né à Strasbourg en 1859, Charles Diehl fut reçu à l'École normale supérieure en 1878 et y eut comme camarades de promotion un Bergson, un Jaurès, un Pfister. Il fut admis ensuite à l'École française de Rome (1881-1883) et ce fut dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de cette école qu'il publia son premier travail d'histoire byzantine : *La Colonie vénitienne à Constantinople au XIV^e siècle*, d'après les Archives de Venise (1883), visitant aussi Ravenne où il eut la révélation de la grandeur passée de Byzance et explorant les vestiges byzantins des ermitages de la Terre d'Otrante. Puis son séjour à l'École française d'Athènes (1883-1885), lui fit connaître les principaux sites et champs de fouilles de l'antiquité hellénique : ce fut des observations qu'il fit alors que sortit son agréable volume des *Excursions archéologiques en Grèce*, 1890.

Mais ne ce fut là qu'une diversion. Dès 1888, Diehl avait soutenu en Sorbonne sa thèse sur *L'Administration byzantine dans l'Exarchat de Ravenne*, qui, après le *Constantin Porphyrogénète* de Rambaud, était le meilleur livre qu'on eût écrit jusque-là sur les institutions byzantines et la fin du régime de la séparation des pouvoirs. Les deux missions archéologiques dans l'Afrique du Nord dont Diehl fut chargé ensuite, lui permirent d'étudier un nouvel exemple de cette transformation dans l'Afrique byzantine, dont il étudia avec soin le système de défense contre les nomades et il tira du rapport qu'il fit à son retour son livre sur *L'Afrique byzantine* (533-709), 1896, qui complète admirablement l'étude sur l'Exarchat de Ravenne

en montrant les mêmes procédés administratifs appliqués à l'Afrique et à l'Italie.

La grande figure de Justinien domine ces deux ouvrages, et ce fut désormais sur son règne que Diehl porta ses recherches. Appelé comme maître de conférences d'histoire de l'Antiquité à la Faculté des Lettres de Nancy, en 1888, il fit une place à l'histoire de Byzance dans son enseignement. En 1895, son cours public eut pour sujet *La Civilisation byzantine au VI^e siècle*, et ce n'était là qu'une préparation à l'ouvrage capital qu'il publia en 1901, *Justinien et la Civilisation byzantine au VI^e siècle*, livre solide, fondé sur l'étude critique de toutes les sources connues, s'efforçant de tracer un portrait ressemblant du grand empereur et de résoudre la contradiction entre les deux Procope, celui de *l'Histoire des guerres* et celui de *l'Histoire secrète*, et s'achevant par un admirable tableau des institutions et de la civilisation byzantine au VI^e siècle.

Ce livre fait époque dans la carrière de Diehl et ce fut là qu'il donna vraiment sa mesure, mais déjà ses mérites avaient été reconnus. L'Académie des Inscriptions couronna son *Afrique byzantine* et le nomma correspondant. En 1899, il fut chargé d'un cours d'histoire byzantine à la Sorbonne. C'était là, peut-on dire, la dernière victoire de Byzance, dont l'histoire n'avait jamais été enseignée encore dans une Université française.

Dès lors Charles Diehl fait trois parts de son activité. Il forme des élèves, devenus depuis des maîtres, auxquels il inculque les disciplines qui leur permettront de renouveler l'histoire de Byzance ; par ses cours publics et ses articles dans des revues d'ordre général, par des livres écrits sans appareil critique, il parvient à intéresser le grand public à cette histoire ; enfin il se met en rapports avec les byzantinistes du monde entier et envoie des articles à la revue internationale fondée par Krumbacher, la *Byzantinische Zeitschrift*.

Dès lors ses conférences, ses livres, ses articles dans les principales revues se succèdent à un rythme impressionnant. L'histoire politique, l'histoire de l'art et de la civilisation font également l'objet de ses recherches. Dès ses premiers cours en Sorbonne il atteint les limites extrêmes de son domaine historique par une série de leçons sur *La Civilisation byzantine à l'époque des Paléologues* (*Revue des Cours et Conférences*, 1901-1902), et il adresse au public lettré l'histoire romanesque de *Théodora, impératrice de Byzance* (1^{re} éd., 1904), étude de psychologie des plus délicates qui, grâce à un sens critique aiguisé est arrivée à faire revivre avec son caractère vrai la souveraine si calomniée par Procope. Ce fut aussi au grand public que Diehl destina ses *Figures byzantines* (2 séries, 1906 et 1908) qui embrassent toute l'histoire de Byzance, vue à travers la biographie de ses impératrices et de ses princesses. Cet ouvrage publié sans références n'en suppose pas moins les recherches les plus étendues et des qualités littéraires de premier ordre. Diehl excelle en particulier dans les portraits et les descriptions, dont il n'est pas un seul trait qu'il ne puisse appuyer d'un témoignage certain.

D'une infinie variété est cette œuvre historique qui n'a négligé aucun aspect du monde byzantin, qu'il s'agisse de ses institutions : *Byzance. Grandeur et décadence*, 1919, importante synthèse où l'auteur trace à grands traits l'évolution de l'État byzantin, les causes de sa grandeur et de sa faiblesse, de sa littérature (voir certains chapitres des *Figures byzantines*), et surtout de son art que Charles Diehl avait commencé à étudier, dès son séjour à Rome et à Athènes. Il a toujours pensé d'ailleurs que les œuvres d'art laissées par Byzance sont les témoignages les plus représentatifs de son histoire.

Mais l'histoire de l'art byzantin n'était guère connue en France que par les publications estimables, mais peu au courant des nouvelles découvertes, de Charles Bayet. Diehl résolut de doter les byzantinistes d'un nouvel instrument de travail. Il préleva à cette œuvre par des monographies sur les sites qu'il avait étudiés : (*Saint-Luc en Phocide*, 1889, *Ravenne*, 1903, *Palerme et Syracuse*, 1907), puis en 1910 il publia son *Manuel d'Art byzantin*. La réédition de cet ouvrage en deux volumes (1925-1926) en a fait un répertoire complet de tous les monuments de l'art byzantin, avec des références et bibliographies abondantes, mais ce qui lui donne un prix inestimable, ce sont les vues d'ensemble qui expriment la doctrine du maître sur la genèse de l'art byzantin et les aspects divers qu'il a revêtus au cours de son histoire. Le complément de ce livre, dont le format commode interdisait les reproductions à grande échelle, est l'*Histoire de l'Art byzantin*, en trois volumes de grand format, accompagnée de planches luxueuses précédées de notices et d'un exposé général : *La Peinture*, 1933 (dont Diehl se réserva la composition), *L'Architecture* (volume dû à Ebersolt, 1934), *La Sculpture et les Arts mineurs* (dû à l'auteur de ces lignes, 1936).

A cette époque, l'autorité de Diehl était universellement reconnue dans la science comme dans l'enseignement. Le 2 décembre 1910 il avait succédé à Léopold Delisle à l'Académie des Inscriptions, plusieurs Universités étrangères lui avaient conféré le titre de docteur *honoris causa* et en décembre 1930 ses anciens élèves et amis lui avaient fait hommage de deux magnifiques volumes de *Mélanges* composés en son honneur. En avril 1924, Diehl avait présidé la délégation française au Premier Congrès international des Études byzantines, tenu à Bucarest et pris la part la plus active à la création d'une nouvelle revue byzantine internationale, *Byzantion*.

Soucieux des intérêts de l'enseignement, il trouvait le temps de faire partie de plusieurs Commissions ministérielles et académiques dans lesquelles il continuait à défendre les intérêts de la science byzantine et de 1920 à 1930 il accepta la lourde tâche de la présidence du jury d'agrégation d'histoire.

Il n'en continuait pas moins à produire de nouveaux ouvrages, en 1933, *l'Égypte chrétienne et byzantine* (*Histoire de la nation égyptienne* de Hanotaux, t. 3), en 1936, en collaboration avec Georges Marçais, *Le Monde oriental* de 395 à 1081 (*Histoire du Moyen Age*, collection Glotz, t. 3), première partie d'une histoire totale de Byzance et du monde islamique.

Mais en 1934, avait sonné pour lui l'heure de la retraite, puis il fut atteint de la plus cruelle disgrâce qui puisse frapper un savant : il perdit entièrement la vue et le décès de Mme Diehl (décembre 1941) le laissa complètement isolé. Avec un magnifique courage, il continua à travailler, aidé par un secrétaire, byzantiniste éminent lui-même et aussi par une mémoire prodigieuse. Le petit livre si remarquable, *Les Grands Problèmes de l'histoire byzantine*, composé dans l'hiver de 1942-1943 est en quelque sorte son testament scientifique. Paris, A. Colin, 1953.

Ce dernier effort n'avait pas épuisé ses forces et ses deux derniers travaux sont encore sous presse : une petite étude sur Mistra dans la collection des *Memoranda* et les chapitres relatifs à l'histoire de Byzance sous les Comnènes et les Anges pour le tome IX de *l'Histoire du Moyen Age* de Glotz. Dans ces derniers temps il avait entrepris d'écrire ses *Souvenirs*, auxquels les immenses relations qu'il avait eues dans le monde entier auraient donné un grand intérêt. La mort seule est venue

interrompre la tâche qu'il a poursuivie jusqu'au bout, laissant à ses successeurs la discipline dont il fut le principal rénovateur en pleine prospérité et l'exemple d'une vie de labeur magnifiquement remplie¹.

LOUIS BRÉHIER.

1. On trouvera la bibliographie des publications de Charles Diehl jusqu'en 1930 dans le t. I des *Mélanges* qui lui furent offerts et, pour la période suivante, dans nos *Bulletins d'Histoire byzantine* de la *Revue Historique*, t. 165 (1930), 175 (1935), 184 (1938).

Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.

urs la
d'une
R.

0 dans
lletins

0455
0572